

Voltaire et l'Impôt

Les Idées Fiscales de Voltaire

Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le 6 Juin 1931, à 14 heures

PAR

MARGUERITE GOUBARD

Président : M. OUALID, Professeur

Suffragants : M. RIST, Professeur

M. LESCURE, Professeur

Imprimerie

LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge — PARIS

1931

Voltaire et l'Impôt

Les Idées Fiscales de Voltaire

Voltaire et l'Impôt

Les Idées Fiscales de Voltaire

Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le 6 Juin 1931, à 14 heures

PAR

MARGUERITE GOUBARD

Président : M. OUALID, Professeur

Suffragants : M. RIST, Professeur

M. LESCURE, Professeur

Imprimerie

LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge — PARIS

1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Voltaire et l'Impôt

Les Idées Fiscales de Voltaire

INTRODUCTION

« Aucun homme, » dit Condorcet dans sa conclusion de la Vie de Voltaire, « aucun homme n'a pu peut-être embrasser plus d'idées à la fois. »

Condorcet nous dépeint le développement de l'esprit de Voltaire qui, après avoir cherché sa voie, ne se cantonne pas dans un genre particulier. Plutôt que de se spécialiser dans la tragédie, la philosophie, les mathématiques ou l'histoire, Voltaire essaie tour à tour chacune des branches de l'activité intellectuelle et finalement les adopte toutes.

Nous voyons ainsi le prodigieux développement d'un génie qui, non content de s'exercer dans tous les genres littéraires, s'occupe aussi, suivant l'occasion, de sciences ou de philosophie. Voltaire ne pouvait entendre développer devant lui une idée sans la prendre pour lui, l'étudier, et l'exposer à son point de vue personnel. Comme il jouissait d'une très grande indépendance de pensée et n'admettait jamais d'idées toutes faites sans les discuter, comme il possédait aussi un esprit mordant, incisif et des

plus piquants, son œuvre en acquérait une véritable originalité.

Voltaire ne se contentait pas d'émettre son avis sur les idées en vogue, de fournir une contribution importante à l'œuvre philosophique en discutant les ouvrages de Malebranche, de Leibniz ou de Locke, ni d'ajouter un nouveau chef-d'œuvre à notre littérature, — il regardait autour de lui et voyait les injustices amoncelées sous l'ancien Régime.

Tout un cercle d'idées s'ouvrait à lui. Sa liberté de parole, ainsi que sa réelle pitié pour les malheureux, le portaient à dévoiler les abus dont il était spectateur. Il fallait un certain courage pour agir ainsi, à cette époque où une lettre de cachet pouvait, pour le moindre libelle, envoyer l'auteur loger quelques années à la Bastille.

Mais Voltaire n'attaqua pas de front les gens en place, il agit surtout par allusions : un vers bien placé dans une tragédie, une phrase moqueuse insérée dans un conte, une critique mordante au milieu d'un article de philosophie, autant de coups d'épingle qui piquaient cruellement les victimes.

Ainsi Voltaire, par sa hardiesse, se créait de nombreux ennemis. Peu à peu il se rendait la vie impossible à Paris ; une sentence d'exil tombait sur lui et il était obligé de se réfugier dans ses terres ou de demander asile aux amis qui lui restaient fidèles.

Cependant, le premier exil auquel il se résigna ne fut pas du à ses écrits ; il survint à la suite du déni de justice dont Voltaire fut l'objet lorsqu'il voulut obtenir ré-

paration de la bastonnade que le duc de Rohan lui avait fait infliger. Comme il ne parvenait pas à se venger de son ennemi, Voltaire abandonna cette affaire ; il décida de s'ensevelir dans la retraite pour travailler et, afin de pouvoir créer en toute liberté des œuvres dignes d'admiration, au mois de mai 1726, il partit pour l'Angleterre.

Le milieu dans lequel il arrivait était à tous points de vue entièrement nouveau pour lui. Doué d'un esprit d'observation aigu, Voltaire nota les idées neuves qui se présentaient à lui. Non seulement il se passionna pour les œuvres des philosophes anglais, débarrassés des préjugés du Moyen-Age, non seulement il comprit, admira et entreprit de vulgariser les théories scientifiques de Newton ; — mais il fut aussi frappé par une forme de gouvernement très différente de la royauté absolue établie en France.

Voltaire, qui venait de souffrir d'une injustice, qui avait été victime des privilèges abusifs des grands, compara le régime de liberté et d'égalité qui existait en Angleterre à ce qui se passait en France : liberté individuelle constamment violée par les détenteurs de l'autorité, inégalités flagrantes entre les diverses classes de la nation.

La forme même du gouvernement n'était pas la seule cause de ces différences entre les deux pays ; il fallait y ajouter le régime de l'impôt.

En Angleterre, par suite de l'absence de privilèges fiscaux, l'impôt était assis également sur tous et se levait facilement. En France, où la partie la plus riche de la

nation ne payait rien ou presque, tout retombait sur les pauvres gens ; accablés par les impôts trop lourds, ils ne pouvaient payer ; impitoyables, les agents du fisc les jetaient en prison et vendaient leurs biens pour acquitter leurs dettes envers l'Etat ; si les malheureux essayaient de frauder le fisc, la répression était encore plus dure ; les galères, parfois la mort.

Voltaire fut d'autant plus ému de cet état de choses que, facile à enthousiasmer, il avait vu en Angleterre l'âge d'or des contribuables. Cette comparaison eut une influence très nette sur lui ; à la suite de son voyage en Angleterre, il publia ses *Lettres sur les Anglais*, ou *Lettres philosophiques*, où l'on voit apparaître pour la première fois des allusions multiples aux privilèges fiscaux de la noblesse et du clergé et à la malheureuse situation des paysans écrasés sous le faix des impôts.

Voltaire, d'ailleurs, ne suivit pas l'exemple de certains de ses contemporains, il n'élabora pas une théorie de l'impôt présentée sous forme de traité. Mais il existe dans ses œuvres tant de passages relatifs à l'impôt qu'on y trouve les éléments d'une théorie à peu près complète. Ce sont ces éléments épars qu'on s'est efforcé ici de rassembler, puis de coordonner rationnellement, de manière à présenter sous un aspect logique les idées fiscales de Voltaire. Leur grand intérêt est de nous faire connaître l'opinion de l'écrivain le plus universel du temps, sur un sujet qui occupait tous les économistes du XVIII^e siècle. Pour mieux comprendre ses idées il faut d'abord se placer dans l'ambiance où elles furent émises.

Il est donc nécessaire d'exposer en premier lieu l'organisation des impôts, en France au XVIII^e siècle ; les effets désastreux des privilèges et des nombreux abus qui se glissaient dans la répartition et dans la levée des impôts apparaîtront d'eux-mêmes.

De plus, comme nous le disions plus haut, Voltaire a eu, au XVIII^e siècle même, de nombreux prédécesseurs qui ont édifié des théories de l'impôt ; nous étudierons donc succinctement les œuvres des auteurs qui ont pu exercer une certaine influence sur ses idées. Les uns ne se rattachent à aucune école et se contentent d'exposer leurs vues personnelles, comme Vauban et Montesquieu, par exemple. D'autres, au contraire, ne font que développer certains principes fondamentaux qui leur servent de base commune : ce sont les adeptes de l'Ecole physiocratique dont le fondateur, Quesnay, élaborait la célèbre théorie de l'impôt unique sur la terre. C'est cette théorie que nous devrons ensuite examiner, d'abord dans son intégrité, puis sous les diverses transformations que lui infligèrent les disciples de Quesnay.

Mais il ne faut pas oublier l'influence anglaise subie par Voltaire ; sans chercher cette fois à faire un exposé, même très bref, des impôts anglais, nous noterons seulement les grands principes fiscaux appliqués en Angleterre et admirés par Voltaire.

A côté de cette influence d'ordre pratique, Voltaire a pu en subir une autre, d'ordre théorique, celle de David Hume dont il lut certainement l'Essai sur les impôts.

Après avoir examiné le milieu économique dans lequel

Voltaire était placé, nous verrons la façon dont il le jugeait, les critiques qu'il adressait au système d'impôts alors en vigueur, la lutte véritable qu'il soutenait contre les abus et les privilèges dont le peuple était victime, la hardiesse avec laquelle il dénonçait les exactions des traitants.

Cette critique est complétée par les appréciations qu'il porte sur l'œuvre de Bois-Guillebert et de Vauban et surtout par le conte de l'Homme aux quarante écus, où Voltaire se moque spirituellement de l'impôt unique des physiocrates et montre son impossibilité pratique.

Nous exposerons ensuite la théorie positive de Voltaire sur l'impôt en général et nous essaierons de dégager les grandes lignes du système fiscal qu'il préconiserait.

Nous pourrions alors voir si Voltaire a créé en cette matière une œuvre vraiment originale ; après avoir retrouvé dans ses ouvrages la trace des influences qu'il a subies, nous mettrons en lumière les idées qui lui sont purement personnelles. Il est également possible que Voltaire, n'ayant jamais étudié de façon suivie la matière de l'impôt, ait commis à ce sujet certaines erreurs ou n'ait édifié qu'une théorie incomplète ; ce sont ces erreurs et ces lacunes qu'il ne faudrait pas négliger de relever.

Nous avons dû naturellement citer de nombreuses phrases et même des passages entiers de Voltaire, qui contiennent l'essence même de ses idées sur les impôts.

Enfin si Voltaire a multiplié dans ses ouvrages les allusions au malheur des paysans écrasés par les impôts,

au scandale des grands jouissant de leurs richesses sans rien donner à l'Etat, c'est sans doute avec l'espoir de voir un jour disparaître ces injustices ; les améliorations partielles que grâce à Turgot il apporta au régime du pays de Gex ne lui suffisaient pas, il voulait étendre des réformes complètes à la France tout entière. L'œuvre théorique d'un réformateur est inutile quand un législateur ne met pas ses idées en pratique. En a-t-il été ainsi pour les idées fiscales de Voltaire et ne s'est-il trouvé personne pour les réaliser?

Voltaire, qui embrassait tant d'idées, pensait en les répandant à sa façon personnelle, faire œuvre utile à l'égard de ses contemporains et s'attirer les bénédictions de la postérité.

PREMIERE PARTIE

Les sources des idées fiscales de Voltaire

CHAPITRE I

LES IMPOTS EN FRANCE AU XVIII^e SIECLE

A première vue, le système fiscal appliqué sous l'Ancien Régime paraît assez simple. Il existait, comme aujourd'hui, deux grandes catégories d'impôts : — les impôts directs, qui comprenaient la taille, la capitation et un impôt de quotité, dixième ou vingtième suivant les époques ; — les impôts indirects, ou taxes de consommation, dont les principaux étaient les aides, la gabelle et les traites.

A ces deux sortes d'impôts, il faut ajouter une prestation en nature : la corvée.

Donc, en principe, un système clair, net, bien ordonné et d'application facile.

Mais la réalité était tout autre : une série de taxes établies au fur et à mesure des besoins sans vue d'ensemble, réparties sans tenir compte des facultés réelles des contribuables ; un manque d'unité tel que l'assiette et le taux

de la même taxe variaient suivant les provinces, d'où un enchevêtrement inextricable de tarifs ; en résumé, l'anarchie complète, tel était ce système fiscal.

Donner un tableau complet des impôts qui pesaient sur la France au XVIII^e siècle, nous entraînerait trop loin et serait ici sans intérêt. Voltaire, en effet, s'est surtout attaché à la critique des principaux impôts, causes des injustices les plus criantes. Nous nous contenterons donc d'exposer succinctement chacun de ces impôts ; nous en ferons rapidement l'historique, puis nous décrirons leur fonctionnement au XVIII^e siècle. Ce simple examen nous fera apparaître les privilèges et les abus qui les rendaient si lourds au peuple.

Quant aux exactions commises par les collecteurs et les traitants, elles tenaient aux vices mêmes du système de perception en vigueur et nous les examinerons dans une section spéciale.

Section I. — Nature et répartition des impôts

§ 1^{er}. — IMPOTS DIRECTS

a) *La taille*

L'origine de la taille est très lointaine ; dès avant le XII^e siècle, ce nom est mentionné dans certaines ordonnances royales, les unes décrétant une levée de taille pour couvrir les dépenses de la guerre, les autres accordant remise de taille à certaines provinces. Mais l'impôt ré-

gulièrement levé par le roi sous ce nom ne remonte qu'au XV^e siècle.

Par une ordonnance rendue en 1444, Charles VII établit un impôt destiné à couvrir les dépenses de l'armée permanente, nouvellement créée. Cette imposition devait porter sur tous ceux qui ne faisaient pas partie de la milice, quelle que fût leur situation sociale, qu'ils fussent clercs ou laïcs, bourgeois ou paysans. L'ordonnance de 1445, sur l'application de la taille, était conçue dans les termes suivants : « Voulons égalité estre gardée entre « nos sujets ès charges et faix qu'ils ont à supporter sans « que l'un porte ou soit contraint à porter les faix et « charges de l'autre, sous ombre de privilège et de clé-
« ricature, ny autrement. »

Il existait toutefois une exception importante en faveur de la noblesse ; celle-ci jouissait d'une exemption très justifiée, car sa principale fonction était de combattre au service du roi en supportant elle-même ses dépenses de guerre.

La taille était alors une imposition très modique ; le contingent primitif avait été fixé à 1.200.000 livres pour toute la France. La part supportée par chaque contribuable était très faible et la somme totale rentrait facilement dans les caisses de l'Etat.

Mais les dépenses de l'armée devenant de plus en plus lourdes, le produit de la taille dut augmenter à proportion. C'est ainsi que sous Louis XI, il se montait à 4.700.000 livres, soit 16 millions en monnaie du XVII^e siècle, et que, sous Mazarin, il oscillait entre 40 et 43 millions, chiffre énorme pour l'époque.

La taille était un impôt de répartition et devait fournir chaque année une somme fixée d'avance. En dernier lieu, cette répartition s'opérait à trois degrés, de la façon suivante :

Le chiffre global était d'abord arrêté par le Conseil des Finances et publié dans le brevet général des tailles, annexé à l'état général des finances ; ce brevet général fixait en même temps la somme due par chaque généralité et même, depuis Richelieu, par chaque élection.

La part de chaque paroisse était, depuis 1663, fixée par l'Intendant.

Enfin, dans la paroisse même, la rédaction des rôles était l'œuvre des collecteurs nommés par l'assemblée générale des contribuables en nombre proportionnel à la population ; ils devaient imposer chacun à proportion de ses facultés.

L'assiette de l'impôt variait suivant les provinces ; la taille était, en général, personnelle dans les pays d'Etats et réelle dans les pays d'élection.

La taille personnelle était un impôt sur le revenu global ; seuls y étaient soumis les roturiers et les serfs ; l'exemption dont jouissaient les nobles et les gens d'Eglise tenait ici à la qualité du contribuable. Cette sorte de taille était tout à fait arbitraire, car il n'existait aucun moyen de connaître exactement le revenu de chacun.

La taille réelle, au contraire, était assise exclusivement sur les biens-fonds roturiers et sur les tenures serviles ; elle était due par le fonds lui-même, indépen-

damment du domicile et de la qualité du possesseur. Cette forme d'imposition était en principe moins lourde et moins arbitraire que la taille personnelle, car elle avait pour base une richesse réellement existante dont on pouvait vérifier la consistance; mais le défaut de cadastre empêchait l'application exacte d'un principe bon en lui-même.

Ces deux sortes de tailles avaient les mêmes inconvénients. En premier lieu, pour déterminer la fortune de chacun, les collecteurs opéraient des perquisitions fréquentes chez les taillables; ceux-ci vivaient dans une crainte perpétuelle du fisc et les fermiers aisés se donnaient parfois les apparences de la misère pour éviter une taxation trop lourde.

Ces moyens vexatoires ne donnaient aucun résultat pratique et la taille était répartie avec la plus grande inégalité; les plus chargés étaient les plus honnêtes, tandis que les collecteurs dégrevaient leurs amis et les contribuables pourvus d'un puissant protecteur.

Le plus grave inconvénient était son extension indéfinie, soit par la hausse du principal de la taille, soit sous forme d'augmentations de taille, de sols pour livre, qui grevaient le principal; d'où impossibilité pour le contribuable de prévoir le montant de sa dette et de se procurer les fonds nécessaires. D'autre part, comme les collecteurs voulaient éviter le défaut de paiement, ils faisaient tomber toutes ces augmentations sur les plus riches et, si ceux-ci étaient exacts à s'acquitter, on imputait encore sur leur rôle toutes les non-valeurs de l'an-

née précédente. Situation faite pour décourager les paysans et les empêcher d'améliorer leur culture, puisque la moindre plus-value était dévorée par le fisc ; d'où la misère qui s'étendait sur la France.

La taille était d'autant plus dure à supporter pour le peuple que la partie la plus riche de la nation, noblesse et clergé, ne payait presque rien.

Les nobles, quoiqu'ils eussent cessé depuis longtemps de s'équiper à leurs frais, avaient conservé leur privilège fiscal ; cependant, ils payaient souvent la taille de leurs fermiers sous forme de déduction de fermage ; de plus, dans les pays de taille réelle, ils ne jouissaient que d'une exemption de trois ou quatre charrues sur la terre qu'ils cultivaient sans l'affermier.

Le plus grand mal provenait de l'extension considérable du nombre des privilégiés ; l'exemption de taille fut successivement accordée aux anoblis, puis aux acquéreurs de certaines charges créées dans les moments de détresse financière ; il y avait ainsi plus de quatre mille charges accessibles aux roturiers à prix d'argent. « Le nombre des acquéreurs de charges et conséquemment des familles anoblies se double en moins de « vingt ans », écrivait Moreau de Beaumont, dans ses Mémoires sur les impositions. Et Du Pont de Nemours, jetant un regard rétrospectif sur la situation de la France au XVIII^e siècle, insérait dans les cahiers du tiers-état de Nemours, la remarque suivante : « On aura de la « peine à croire qu'il ait suffi d'être riche pour devenir « noble, et de devenir noble pour cesser de payer ; de

« sorte qu'il n'y a qu'un moyen unique d'échapper à « l'imposition, c'est de faire fortune. » Il existait de plus quarante mille offices qui donnaient à leurs acquéreurs le titre de fonctionnaire, avec exemption partielle ou complète de la taille.

Quant au clergé, certains de ses membres soutenaient depuis longtemps la théorie de l'immunité : l'Eglise formait une société autonome et complète, indépendante de l'Etat, et par suite devait jouir d'une immunité fiscale complète à l'égard des puissances séculières.

Après de longues discussions, l'Eglise et l'Etat conclurent le compromis suivant : l'Eglise admettait la nécessité de participer aux dépenses de l'Etat, mais, au lieu de se soumettre à la règle commune, elle versait des dons gratuits, dont le montant était fixé d'accord avec le Roi. Le nom même de « don gratuit » prouvait que l'Eglise agissait de son plein gré ; elle sauvait ainsi le principe et arrivait à ne payer qu'une somme infime par rapport à ses richesses.

Ainsi, le poids de la taille qui, équitablement, aurait dû être supporté par les classes riches, retombait sur le peuple ; et comme le clergé levait encore une dîme sur ses paroissiens, il imposait une double surcharge aux contribuables déjà écrasés par leur propre dette envers l'Etat.

La situation la plus pitoyable était celle des paysans ; les habitants des villes étaient moins lourdement frappés.

Il existait d'abord un grand nombre de villes non tail-
lables. Elles jouissaient parfois d'une immunité com-
plète obtenue par faveur. Parfois aussi elles étaient abon-
nées; elles versaient chaque année une somme fixe et
échappaient ainsi aux accroissements indéfinis de l'im-
pôt. Enfin, beaucoup avaient obtenu de remplacer la
taille par des droits d'octroi; ces droits retombaient en
grande partie sur les paysans qui approvisionnaient la
ville et elle s'en trouvait ainsi exonérée.

Dans les villes qui restaient soumises à la règle com-
mune, la taille était moins forte que dans les campa-
gnes car la répartition y était encore plus défectueuse.
Comme il était impossible de connaître avec certitude
les bénéfices des marchands ou des artisans, la taille
d'industrie levée sur eux était très faible, afin de ne por-
ter aucune atteinte au commerce ni à l'industrie.

Avec ce déplorable système de répartition, les non-
valeurs étaient énormes et l'Etat s'endettait. La réforme
complète de la taille était une œuvre considérable que
le pouvoir royal n'osait entreprendre d'un seul coup. Il
se contenta d'augmenter les attributions fiscales des in-
tendants. Peu à peu, ces fonctionnaires centralisèrent
entre leurs mains presque toutes les opérations de répar-
tition de la taille.

Ils entreprirent d'abord la lutte contre les privilèges
et obligèrent les nobles à payer les impositions auxquelles
ils étaient légalement soumis. Comme les collecteurs
n'osaient dresser le rôle des seigneurs domiciliés sur leur
paroisse, les intendants employèrent le système de la

taxe d'office ; ils établissaient eux-mêmes le rôle de chaque noble, d'après ses déclarations, et chargeaient les receveurs aux tailles de percevoir ces rôles sans y apporter aucun changement.

Pour remédier aux inégalités entre les contribuables, les intendants assignèrent souvent une base fixe à l'estimation du revenu : la déclaration du contribuable. La déclaration royale de 1768, qu'ils provoquèrent, mit fin aux abus des collecteurs par l'institution des commissaires aux tailles ; ceux-ci étaient nommés par l'intendant ; ils assistaient les collecteurs pour recevoir les déclarations et dressaient les rôles de chaque paroisse.

Ce système amena des améliorations appréciables. Mais la plupart des intendants désiraient une refonte complète de l'assiette de la taille ; ils rêvaient de soumettre le pays entier à une taille réelle basée sur de nouveaux principes, c'était le système de la taille tarifée que certains mirent en vigueur dans leur généralité. Les essais en furent généralement bien accueillis, comme nous le verrons plus loin en étudiant le projet de l'abbé Saint-Pierre et ses principales applications.

b) La capitation

La guerre de la ligue d'Augsbourg entraînait d'énormes dépenses que la taille ne suffisait pas à couvrir ; il fallut donc créer une imposition supplémentaire qui devait être levée pendant la durée de la guerre. Dans ce but, le contrôleur général, M. de Pontchartrain, institua un impôt nouveau, la capitation ; établie pour la durée des

hostilités par la déclaration royale du 18 janvier 1695, elle fut supprimée par arrêt du conseil le 17 décembre 1697. Quelques années plus tard, à l'occasion de la guerre de succession d'Espagne, une déclaration du 12 mars 1701 la rétablissait sur des bases nouvelles.

La capitation de 1695 était une taxe personnelle, due par chacun en proportion de son revenu présumé. Les contribuables étaient divisés en vingt-deux classes suivant leur rang social ; les membres de chaque classe étaient censés posséder le même revenu et payaient la même contribution, variant entre deux mille livres pour la première classe, celle du dauphin, et vingt sols pour la dernière.

La capitation était le premier impôt universel ; aucun privilège n'en dispensait ; seuls en étaient exemptés les contribuables payant moins de quarante sols de taille.

Lorsque, après avoir cessé d'exister pendant quatre ans, la capitation fut rétablie en 1701, elle changea de caractère. Le roi en augmenta le taux et détermina la somme totale qu'elle devait produire ; l'ancien impôt de quotité devenait ainsi un impôt de répartition.

Comme il n'existait pas d'évaluation exacte des fortunes, la répartition fut très inégale. Dans les pays de taille personnelle, les intendants imposèrent la capitation au marc la livre de la taille ; d'où son nom de *capitation taillable*. Mais comme les seigneurs n'étaient pas astreints à la taille, ils ne pouvaient être taxés sur ce pied et essayaient ainsi d'échapper à tout impôt. Les intendants ne furent pas dupes de cette prétention et co-

tisèrent eux-mêmes les nobles d'après les déclarations qu'ils en obtenaient ou d'après leurs revenus supposés ; ce système de la taxe d'office empêcha en partie l'établissement d'un privilège nobiliaire contraire au principe même de la capitation.

Dans les pays de taille réelle, la capitation devint un impôt sur le revenu global, calculé d'après l'estimation administrative ; l'assiette en était donc tout à fait arbitraire.

Ce caractère d'arbitraire se retrouvait encore dans la capitation des villes, où n'existait aucune base d'évaluation ; mais heureusement pour les bourgeois, leur contribution était modique.

La répartition se présentait de façon différente pour la capitation des métiers. L'ensemble des métiers de la ville était partagé en vingt-quatre classes ; chacune devait fournir une certaine somme globale qu'elle répartissait elle-même entre ses membres ; de cette façon, les inégalités y étaient moins grandes qu'ailleurs.

La capitation, qui devait être primitivement un impôt général proportionnel au revenu, avait déjà perdu son caractère de proportionnalité ; elle cessa rapidement d'être générale, du jour où l'on admit les abonnements et les rachats.

Le clergé, qui s'était abonné dès 1695 pour la somme annuelle de 4 millions, très inférieure à ce qu'il aurait du payer, s'exempta définitivement en 1710 par un versement de 24 millions.

Les villes franches et les pays d'Etats ne tardèrent pas eux aussi à s'abonner.

Ainsi transformée, la capitation n'avait plus aucune ressemblance avec l'imposition imaginée par M. de Pontchartrain. Devenue fonction de la taille, elle en avait pris tous les défauts ; la répartition était devenue inégale et injuste, les privilèges avaient reconquis une place prépondérante. « Si l'on compare la capitation que paie un gentilhomme avec celle que paie un paysan au marc la livre de la taille, écrivait Turgot, on verra que le gentilhomme est taxé dans une proportion si différente qu'elle tient lieu dans le fait d'un vrai privilège sur une imposition que la loi a cependant voulu rendre commune à tous les sujets du roi. »

Nous pouvons aussi relever certains textes relatifs à la capitation, dans les cahiers du Tiers-Etat de Nemours. Quoique leur rédaction soit bien postérieure à la publication des œuvres de Voltaire, ils décrivent la situation fiscale du XVIII^e siècle tout entier et nous fournissent des renseignements précieux. Du Pont de Nemours y donne les proportions véritables payées par les privilégiés et par les taillables. « La capitation de la noblesse, celles de la cour et des compagnies de magistrats ne se montaient qu'au $\frac{1}{13}$ de la somme imposable sur la taillable à titre de capitation. Or, il n'est pas vraisemblable que la noblesse, les gens de la cour et les magistrats ne possèdent que le $\frac{1}{14}$ des biens du royaume, ceux du clergé déjà défalqués... Les taillables paient donc la capitation du $\frac{1}{11}$ de leur revenu ; la noblesse et les autres non-taillables qui ne sont pas ecclésiastiques la paient au $\frac{1}{90}$, le clergé ne la paie pas du tout. »

Donc, en dernier lieu, la capitation comme la taille retombait principalement sur le peuple « taillable et corvéable à merci. »

c) Dixième et vingtièmes

Le dixième et les trois vingtièmes ne constituèrent en réalité qu'une seule et même imposition, dont la forme varia peu à peu.

Ces impôts présentèrent une caractéristique remarquable ; quoique établis à différentes époques de déficit budgétaires, où il fallait obtenir rapidement de grosses sommes, ce ne furent pas uniquement des expédients, mais, au contraire, des applications directes de deux grands principes fiscaux qui dominent encore notre législation actuelle : universalité et quotité de l'impôt.

Le dixième, établi par une déclaration du 14 août 1710 pour la durée de la guerre, resta en vigueur jusqu'en 1717.

C'était un impôt cédulaire sur les différentes sources de revenus, sans acception de privilèges. Les divers revenus étaient divisés en quatre classes :

- revenus des biens-fonds,
- revenus mobiliers,
- bénéfices de l'industrie et du commerce,
- revenus des charges et offices.

Pour le dixième des biens-fonds, l'administration exigeait une déclaration du contribuable, mais seules les recherches administratives basées sur cette déclaration faisaient foi quant au produit net des terres.

A chaque sorte de revenus correspondait un mode de perception différent : tandis que le dixième des biens-fonds était perçu sous forme d'augment de taille, le système des retenues était appliqué aux revenus mobiliers et aux revenus des charges et offices ; quant aux bénéfices industriels et commerciaux ils étaient soumis au système de l'abonnement.

Le principe était juste en lui-même et les différentes mesures relatives à la répartition et à la perception de l'impôt semblaient assurer une rigoureuse exécution. Cependant l'application en fut très défectueuse, car la force manquait au gouvernement pour faire prévaloir ses vues.

Il y eut d'abord de grandes complaisances dans la levée du dixième, ou plutôt une véritable faiblesse d'exécution ; faute de déclarations qui n'arrivaient pas, l'administration se contenta souvent de percevoir un simple supplément de taille ; le recouvrement était ainsi plus facile.

Les abonnements et les rachats furent aussi consentis beaucoup trop aisément. Le clergé de France se racheta pour huit millions, ce qui représentait à peine pour lui le dixième d'une année. De nombreuses villes obtinrent la faculté de se racheter à très bas prix.

L'administration fit preuve de timidité envers les nobles et les parlementaires réfractaires du parlement ; elle dressa à leur usage des rôles spéciaux où ils étaient faiblement taxés. Les agents du fisc donnaient eux-mêmes le mauvais exemple en montrant une grande partialité envers leurs parents et leurs amis.

Dans ces conditions défectueuses, avec un impôt assis au hasard, perçu à l'aventure, il n'était pas étonnant que le rendement du dixième fut très inférieur aux évaluations.

Cependant, après l'application éphémère d'un impôt en nature, le cinquantième, de 1725 à 1727, ce fut encore le dixième qui supporta les dépenses d'une nouvelle guerre. Rétabli par déclaration du 17 novembre 1733, pour la guerre de succession de Pologne, puis supprimé en 1736, le dixième reparut en 1741 pour la durée de la guerre de succession d'Autriche et ne fut supprimé définitivement qu'en 1749. Le seul but était alors d'obtenir une rapide rentrée de fonds.

Le dixième se déforma aussitôt : les rachats, les abonnements, les exemptions furent très nombreux ; le clergé fournit un don gratuit de 12 millions pour se dispenser de l'impôt. Malgré le contrôleur général Orry, les intendants adoucirent les instructions reçues à l'égard des nobles. Parfois même, le dixième redevint une simple annexe de la taille, comme dans la période précédente.

Le résultat fut si lamentable, les rentrées si faibles, qu'il fallut recourir aux impositions supplémentaires et, comme toujours, tout le poids de l'impôt retomba sur le peuple.

Une réforme était nécessaire ; aussi, par un édit de mai 1743, le contrôleur général Machault supprima le dixième et créa le vingtième ; le produit de ce nouvel impôt devait constituer le fonds d'une caisse d'amortis-

sement destinée à rembourser les dettes de guerre de l'Etat; nous verrons plus loin Voltaire approuver cette création.

L'organisation était semblable dans ses grandes lignes à celle du dixième, mais certaines mesures nouvelles devaient empêcher le moindre revenu d'échapper à l'imposition. Le taux de l'impôt était strictement de $1/20$ du revenu sans exemptions ni abonnements possibles, et l'impôt était dû par les usufruitiers comme par les propriétaires.

Les résultats furent différents suivant les provinces. En pays d'élection, le rendement fut en léger progrès sur celui du dixième; mais l'administration resta impuissante devant les résistances des privilégiés.

En pays d'Etats, l'amélioration fut très grande; le vingtième rapporta bien plus de la moitié de l'ancien dixième et parfois même eut un rendement aussi grand. Quand, après Machault, on reprit la pratique des abonnements, ils furent tous consentis à des taux supérieurs à la moitié des abonnements au dixième.

Mais le clergé opposa de telles résistances que Machault dut se contenter d'une contribution annuelle de 1.500.000 livres qui ne put d'ailleurs jamais être levée.

Un second vingtième établi par une déclaration de juillet 1756 pour la durée de la guerre n'eut pas un sort aussi brillant. Non seulement on consentit de nombreux abonnements, mais il y eut de vives attaques des Parlements contre les contrôleurs généraux qui se succédaient aux Finances; les rôles restèrent stationnaires et le rendement fut inférieur à celui du premier vingtième.

La lutte contre les privilèges fut reprise par le contrôleur général Bertin ; par un édit de février 1760, il doubla la capitation des non-taillables et établit un troisième vingtième.

L'opposition des Parlements fut plus violente que jamais et les résultats s'en ressentirent ; le produit s'abais-
sa encore ; les abonnements consentis à des taux inférieurs à ceux des autres vingtièmes servirent même à obtenir des diminutions sur les abonnements du second vingtième.

Enfin, en 1763, Bertin dut rapporter ses mesures précédentes. Mais, fidèle à ses principes, il prescrivit un dénombrement exact de tous les biens-fonds ; ce cadastre aurait servi de base à toutes les impositions, sauf à la capitation, et aurait ainsi écarté l'arbitraire de la taille et des vingtièmes. La résistance des Parlements fit échouer ces projets.

Le vingtième était considéré par les contrôleurs généraux comme la base nécessaire de l'impôt territorial ; l'abbé Terray, dans sa circulaire adressée en 1772 aux intendants, en donnait la définition suivante : « Le ving-
« tième est un impôt proportionné au produit des fonds ;
« il ne peut jamais être exposé aux inconvénients de l'ar-
« bitraire, il n'est point et ne peut être solidaire ; c'est
« une portion fixe et déterminée des fruits ; chaque pos-
« sesseur est un contribuable pour ainsi dire isolé des
« autres ; si l'un d'eux est surchargé, il peut demander
« justice avec sûreté ; toutes les fois qu'il peut justifier
« que sa portion contributive excède le 1/20 de ses pro-
« duits, il doit être modéré. »

Tel était le principe ; mais les efforts réitérés des contrôleurs-généraux n'arrivaient pas à soumettre les privilégiés au vingtième. « Pour les vingtièmes, écrivait « Du Pont de Nemours, les biens des pauvres ont été « taxés aux vingtièmes à toute rigueur. Il n'y a peut-être « pas un seul bien des nobles, des magistrats, ou même « des membres du tiers-état distingués par leur fortune « ou par leur place, qui soit taxé à son véritable taux. »

Dans cette lutte contre l'abus des privilèges, « sans « cesse attaqué, quelquefois anéanti et toujours ressuscité peu de temps après », disait Forbonnais, l'administration fiscale était toujours vaincue et le peuple restait écrasé sous le faix de l'impôt.

§ 2. — IMPOTS INDIRECTS

a) Les aides

A l'origine, les aides étaient des subsides volontaires et passagers que les sujets fournissaient au prince dont les ressources financières étaient épuisées ; ce secours pécuniaire gardait un caractère temporaire et ne pouvait tirer à conséquence pour la suite. La somme nécessaire était obtenue au moyen de droits perçus sur la vente et sur le transport de certaines denrées.

Ainsi, pendant la captivité de Jean-le-Bon, les Etats-Généraux de 1356 accordèrent une aide provisoire de douze deniers pour livre sur toutes les marchandises et denrées vendues dans le royaume, sauf sur le sel, le vin

et les autres breuvages. Sous le règne de Charles V, les aides furent étendues aux ventes de vin en gros et en détail et converties en impositions obligatoires et perpétuelles. Le taux primitif d'un sol pour livre s'éleva avec les besoins financiers de l'Etat.

Sous leur aspect définitif, les aides comprenaient tous les droits perçus à l'occasion de la vente et du transport des marchandises et frappaient surtout les boissons.

Leur nombre était considérable : les vins étaient soumis successivement au droit de gros perçu chez les producteurs, à plusieurs droits d'entrée comme la subvention, les anciens et nouveaux cinq sous, au droit de huitième sur les ventes en détail, du quatrième proportionnel au prix de vente, aux droits de jauge, de courtage... De plus, les particuliers qui voulaient se livrer au commerce des boissons étaient astreints à payer un droit de licence, l'annuel. Il existait en définitive vingt-cinq droits généraux et autant de droits locaux au profit de l'Etat. « A l'entrée de Paris, une pièce de vin paie trente-deux ou trente-trois droits différents ; les quittances qu'on en délivre en portent la preuve. Qui croirait que cette même pièce de vin en a payé à peu près autant avant d'arriver à Paris ? » raconte un pamphlet de l'époque, l'Anti-financier.

Cette complication des tarifs était encore accrue par la « bigarrure » de l'impôt. Tout le royaume n'était pas assujéti aux aides ; seuls y étaient soumis les ressorts des Cours des Aides de Paris et de Rouen ; mais certains impôts analogues existaient en d'autres provinces, comme

la ferme des devoirs en Bretagne, l'équivalent en Languedoc et le masphening en Alsace.

Il n'existait naturellement aucune uniformité de tarifs entre ces différents pays ; c'était le plus gros grief de l'économiste Le Trosne contre cet impôt : « il n'y a pas
« d'impôt aussi compliqué que les aides, écrit-il, cette
« perception a exigé une législation immense, dont il
« est impossible aux citoyens d'acquérir la connais-
« sance, de manière que les contraventions deviennent
« une des principales branches du produit. Ce qui rend
« encore cette matière plus difficile à traiter en détail,
« c'est que non seulement les aides n'ont pas lieu par-
« tout, mais que les mêmes droits n'ont pas lieu partout
« où les aides ont cours (1). »

Ces droits si nombreux rendaient parfois impossible le transport du vin et en faisaient monter le prix dans de telles proportions qu'ils mettaient obstacle à la vente. Les viticulteurs cherchaient à s'y soustraire par tous les moyens et, pour ne pas voir l'objet de l'impôt leur échapper, les fermiers des aides obligeaient leurs commis à opérer de fréquentes perquisitions chez les producteurs et chez les débitants. Ces agents outrepassaient souvent leurs pouvoirs et leurs exactions ne se comptaient plus ; les cahiers des Etats-Généraux en rapportent de nombreux exemples : chaque producteur de vin n'avait droit d'en garder qu'une certaine quantité pour son usage personnel ; s'il réunissait quelques amis et leur offrait à boi-

(1) De l'Administration provinciale et de la réforme de l'impôt.

re, il était passible d'une amende pour le « trop bu ». Un curé qui portait du vin à un malade était coupable de l'avoir transporté sans rien déclarer au fisc. Le vin perdu en cave était encore soumis aux aides et le viticulteur devait payer le droit de gros sur un bénéfice qu'il ne pouvait plus réaliser.

Cet impôt si compliqué ne l'était pourtant pas assez à un certain point de vue : il était perçu d'après les mêmes taux sur des qualités différentes de vin. Le vin ordinaire atteignait alors des prix prohibitifs qui grevaient lourdement le budget des familles peu fortunées ; les ouvriers des villes et des campagnes, qui en avaient le plus besoin, étaient obligés de s'en priver.

Les aides causaient un tel préjudice aux producteurs, aux commerçants, à la nation tout entière, que l'on comprend la violence des reproches du tiers-état de Mantes : « Le droit d'Aydes a été la source de tant de vexations « et d'injustices criantes, il s'est étendu dans une proportion si effrayante, que son nom seul est devenu un « cri d'alarme pour l'habitant des villes et des campagnes ; il s'est d'ailleurs frappé de deux vices intolérables : 1° il est inintelligible, inconnu dans ses détails, au point qu'il exige une langue à part ; 2° il est « accompagné de visite et d'une inquisition qui blessent « la liberté civile et qui, s'il était possible, tendraient à « compromettre la personne auguste et sacrée au nom « de laquelle il est perçu. »

Ce sont les mêmes griefs que Voltaire ne cesse d'énumérer contre les aides, sous une forme ironique qui cache une profonde amertume.

b) *La gabelle*

L'origine de la gabelle ou impôt sur le sel remonte à Philippe-le-Bel ; comme les aides, elle prit un caractère régulier, sous Charles V. Le taux, d'abord faible, de quatre deniers par minot, s'éleva peu à peu ; il atteignait déjà douze deniers sous Louis XI.

Pendant longtemps, le sel resta marchand, c'est-à-dire que la vente en était libre, sous condition de l'effectuer dans les greniers publics et de faire payer à l'acquéreur un droit au profit du roi. Mais, sous François 1^{er}, la gabelle fut affermée à un seul grenetier par ville ; elle fut ensuite donnée à bail à une ferme générale qui eut le monopole de la vente du sel.

Les propriétaires des salines devaient porter leur sel dans des greniers placés sous la surveillance des agents royaux. Le grenetier le leur achetait d'après un tarif fixé par la loi. La vente au détail était effectuée par les regrattiers qui venaient acheter le sel aux greniers et le revendaient à un taux variable, mais toujours élevé puisqu'au prix du tarif, ou *prix du roi*, ils devaient ajouter leur propre bénéfice.

Le coût élevé du sel aurait pu inciter les contribuables à s'en priver le plus possible ou à acheter du sel de contrebande, vendu bien meilleur marché ; pour éviter ces deux risques, la loi obligea les chefs de famille à acheter chaque année une certaine quantité de sel, le *sel du devoir*, calculée suivant le nombre de personnes dont ils avaient la charge, obligation abusive que critiquera Vol-

taire. Sils avaient besoin d'une quantité supplémentaire, ils devaient toujours la prendre chez le regrattier au tarif légal.

Là où ce régime était en vigueur il n'était tempéré par aucun privilège ; mais il ne fonctionnait pas de manière uniforme sur tout le territoire ; il existait à ce point de vue cinq sortes de provinces :

— les pays rédimés, où le commerce était libre, sauf dans une bande de cinq lieues en bordure des pays de gabelle, pour former obstacle à la contrebande ;

— les pays de grande gabelle, où l'impôt était perçu dans toute sa vigueur ; mais, dans les élections voisines des pays de franchise, on opérait la répartition du sel du devoir par paroisses ;

— les pays de petite gabelle, où la consommation était libre, à condition de prendre le sel au grenier ; les contribuables avaient soin de se munir de billets de gabellement qui servaient d'acquits ;

— les pays de saline, où l'Etat était producteur de sel ; l'impôt, beaucoup moins compliqué, consistait en un simple droit levé au départ du lieu de production ;

— les pays de quart-bouillon, où il existait un droit d'aide du quart du prix du sel.

Ces différences de régime causaient de grosses différences de prix entre les provinces et encourageaient la contrebande. Pour sauvegarder les droits du fisc, il fallait organiser un contrôle très serré et suivre le sel dans ses diverses pérégrinations du producteur au consommateur.

Les saulniers placèrent donc des commis dans les sa-

lines, pour empêcher de vendre la moindre quantité de sel hors des greniers. Les grenetiers et les regrattiers étaient sous la surveillance directe d'agents royaux comme nous l'avons vu plus haut.

La condition la plus dure était celle des contribuables ; les saulniers opéraient chez eux des perquisitions minutieuses et vérifiaient la provenance du sel trouvé dans la maison. Le malheureux chez qui l'on découvrait du sel de contrebande partageait le sort des contrebandiers eux-mêmes ; il était aussitôt arrêté, jeté en prison et, après avoir attendu son jugement pendant plusieurs mois, il n'échappait à la potence que pour se voir condamner aux galères.

De tout le système fiscal de l'Ancien Régime, cet impôt était le plus désastreux. Sa répartition en faisait l'impôt le plus inégal et le moins proportionnel de tous ; l'obligation du sel du devoir pesait surtout sur les familles nombreuses, généralement peu fortunées.

Ses conséquences pratiques étaient également détestables ; non seulement la cherté du sel causait la misère du peuple et le dépérissement des bestiaux auxquels on ne pouvait en donner, — mais elle était une cause de démoralisation. Elle incitait à la contrebande des paysans primitivement honnêtes, mais révoltés par les exigences des saulniers. Les perquisitions opérées chez les contribuables, les dénonciations vraies ou fausses dont ils étaient l'objet, ne laissaient personne vivre en repos et donnaient le moyen de satisfaire toutes les haines et toutes les vengeances : accuser son ennemi de faux-sau-nage était la façon la plus sûre de s'en débarrasser.

Chacun réclamait ardemment la suppression d'un tel impôt et rien n'est plus significatif à cet égard que la diatribe passionnée des cahiers du Maine : « Au nom de « gabelle, s'élève un cri général : ce régime désastreux « est jugé. Mais il reste à le proscrire à jamais. Il est « urgent que cette proscription soit effectuée ; nulle loi, « nul frein ne pourront arrêter le brigandage, les rapines « *des employés et des contrebandiers* ; religion, mora- « lité, tout est détruit au milieu d'une armée composée « des rebuts de la société. A sa suite, plus qu'à celle « d'une horde de sauvages, se voient la dévastation des « campagnes, la violation de l'asile des citoyens, les vols, « les empoisonnements, les meurtres. Hommes et bes- « tiaux, tout devient la victime de cette affreuse inven- « tion ; avec l'abolition totale et du nom de la loi, les « hommes recouvreront une denrée de première néces- « sité, les bestiaux, un remède salutaire. »

c) *Les traites*

Les traites étaient des droits de douane imposés sur les marchandises, soit à l'entrée et à la sortie du royaume, soit au passage d'une province à l'autre.

Leur établissement était parfois le résultat de conceptions économiques, quand ces droits avaient pour but de protéger l'industrie nationale contre l'industrie étrangère ; parfois aussi, ils constituaient des mesures de police et sauvegardaient certains monopoles ; ils pouvaient enfin n'être que de simples ressources fiscales.

Les droits à l'exportation étaient des mesures de prudence; ils maintenaient dans les pays les marchandises nécessaires à la consommation et à l'industrie nationales.

Les droits à l'importation étaient institués dans un but de protection; ils permettaient aux manufactures naissantes de se développer sans craindre la concurrence étrangère.

Les traites intérieures étaient généralement d'anciens droits de douane subsistant après rattachement de la province au royaume; parfois aussi, elles avaient été établies en remplacement des aides dont une province avait demandé d'être dispensée.

Certaines provinces frontières ne payaient pourtant ni aides, ni traites; mais les marchandises qui y étaient importées des autres parties du territoire supportaient un droit d'exportation à titre de compensation; aussi portaient-elles le nom de *provinces réputées étrangères*.

Le royaume se trouvait ainsi divisé en deux parties: les *Cinq grosses fermes*, où les traites étaient perçues par des fermiers, et les provinces réputées étrangères.

Mais dans tout le royaume il existait d'innombrables entraves au transport des marchandises; les traites et les aides, les péages des villes et des seigneurs, les octrois s'enchevêtraient de façon inextricable; les lignes de traite ne correspondaient même pas toujours aux limites des provinces,

Tous ces droits restèrent en vigueur jusqu'au ministère de Colbert qui, le premier, songea à les limiter et à reporter les douanes à la périphérie du royaume pour permettre au commerce intérieur de se développer librement. Dans ce but, il soumit aux différentes provinces un projet de suppression des douanes intérieures, en les laissant libres d'y adhérer ou non. Les provinces situées dans l'enceinte des Cinq grosses fermes l'acceptèrent sans exception ; elles comprenaient tout le centre de la France ainsi que la Normandie et la Picardie. Les provinces réputées étrangères préférèrent garder leur ancien régime et payer des droits de douane tant dans leurs rapports avec l'étranger qu'avec les Cinq grosses fermes. Quant aux provinces récemment acquises, l'Alsace, la Lorraine, les Trois-Evêchés et la Franche-Comté, elles constituèrent le groupe des *provinces à l'instar de l'étranger effectif* ; la ligne de traite était placée entre elles et le reste du royaume, tandis qu'elles pouvaient commercer librement avec l'étranger.

Colbert n'avait donc pu réaliser ses projets ; la circulation intérieure n'était pas entièrement libre, et pendant tout l'Ancien Régime, l'agriculture, l'industrie et le commerce souffrirent de cet état de choses que nous verrons plus tard déplorer par Voltaire.

d) Le contrôle

A côté des taxes de consommation, les impôts indirects comprenaient certains droits d'enregistrement comme le contrôle, l'insinuation et le centième-denier.

L'insinuation et le centième-denier avaient un domaine d'application limitée: l'insinuation, mode de publicité des donations, permettait au fisc de connaître les sommes dont il percevait une certaine proportion; le centième-denier était un droit de mutation pesant sur les transferts immobiliers.

Le contrôle avait un champ d'action beaucoup plus vaste: c'était l'obligation de faire inscrire sur double registre les actes qui devaient avoir date certaine et dont on voulait assurer la conservation. Différents édits avaient étendu le contrôle à tous les actes sous seing-privé, sauf à certains actes de commerce. Le droit de contrôle était proportionnel aux sommes mentionnées dans l'acte et différait suivant la nature de l'acte enregistré.

D'un taux assez bas en principe, cet impôt était la source de nombreuses amendes infligées sous le prétexte vrai ou faux de déclarations inexactes et les faits rapportés plus loin par Voltaire sembleraient incroyables s'il n'en avait été témoin.

§ 3. — LA CORVÉE

La corvée royale était un impôt en journées de travail pesant uniquement sur les paysans et destiné à assurer la confection des routes.

Les nouvelles routes à créer étaient divisées en sections imposées sur les paroisses limitrophes. Les habitants de ces paroisses devaient, sur réquisition de l'intendant, se transporter au lieu désigné et y fournir un certain nombre de journées de travail ; ils apportaient les outils nécessaires et fournissaient les animaux et les voitures utilisées pour les transports de matériaux.

Aucun édit ni aucune déclaration royale n'avait jamais prescrit la corvée comme mode de construction des chemins. Ce moyen avait d'abord été employé à la fin du règne de Louis XIV, en temps de guerre, quand on manquait d'argent pour faire exécuter les travaux publics ; l'usage de la corvée s'était généralisé pendant la paix ; il fut définitivement adopté par le contrôleur-général Orry en 1737.

A cette époque, on espérait que la corvée permettrait de développer le réseau routier sans bourse délier. Les résultats se révélèrent détestables.

La confection des routes était confiée à des paysans qui ignoraient complètement le métier de terrassier ; l'ouvrage ne présentait pour eux aucun intérêt, ils travaillaient mollement et préféraient rester chez eux à s'occuper de leurs terres. Les routes restaient en

chantier pendant plusieurs années ; les travaux d'art, construits à l'avance par les ouvriers des ponts et chaussées, tombaient en ruines avant qu'un chemin permit d'y accéder.

En présence de ce mauvais rendement, certains intendants essayèrent d'imposer une tâche aux corvéables. La corvée dite tarifiée était partagée en autant de portions qu'il y avait d'hommes dans la communauté à laquelle l'ouvrage était confié ; chacun était chargé de construire un tronçon de route complètement et à lui seul.

Ce système n'améliora rien ; la route de Tours à Château-du-Loir, construite de cette manière, demanda dix-huit ans pour être terminée. La corvée tarifiée divisait trop l'intérêt commun, elle empêchait toute unité d'action ; de plus, la répartition consacrait une double injustice : les travailleurs devaient construire chacun une longueur égale de route, mais ils jouissaient de forces inégales et avaient à vaincre des difficultés plus ou moins grandes suivant la nature du terrain.

Les défauts de la corvée étaient encore pires si l'on considérait non plus les conditions du travail, mais celles des travailleurs eux-mêmes. Ils étaient obligés de quitter leurs terres à un moment quelconque qui coïncidait souvent avec l'époque de la moisson ou d'autres travaux agricoles qui ne pouvaient être retardés sans dommage. S'ils les abandonnaient, c'était une perte assurée ; mais s'ils négligeaient de se

rendre aux ordres de l'intendant, prison, amendes, garnisaires leur causaient un préjudice encore plus grand.

Quant aux animaux amenés pour les charrois, ils étaient obligés souvent de fournir une longue traite avant d'accomplir leur travail et ne résistaient pas toujours à la fatigue du retour.

En définitive, la corvée se présentait non seulement comme l'impôt le plus injuste, car il retombait tout entier sur une faible partie de la nation, mais comme le moyen le plus coûteux d'exécuter les travaux publics. En effet, si les sommes payées aux adjudicataires de ces travaux paraissaient importantes, la perte de richesses résultant des corvées leur était bien supérieure.

Section II. — Perception des impôts

Sous l'Ancien Régime, la perception de l'impôt était confiée à une hiérarchie d'agents au bas de laquelle se trouvait le collecteur, tandis que le fermier-général occupait le sommet ; le premier récoltait lui-même l'argent auprès des contribuables ; le second centralisait les recettes. Les agents intermédiaires n'avaient aucune influence personnelle et se contentaient de remplir une tâche nettement assignée. Au contraire, le rôle des fermiers et celui des collecteurs étaient tous deux très importants dans des sphères différentes ; mais ils furent aussi mal remplis l'un que l'autre.

§ 1^{er}. — LES FERMES

Au lieu de lever les impôts indirects lui-même par l'intermédiaire de ses agents, le roi préférait souvent le donner à bail à un particulier ; celui-ci s'engageait moyennant caution, à verser chaque année à l'Etat une somme fixe généralement inférieure au montant présumé de l'impôt. Le fermier prenait à sa charge les frais de perception, déjouait les fraudes et supportait les risques de moins-value ; par contre, il jouissait librement du produit, même si celui-ci dépassait la somme prévue.

Ce système prit rapidement une extension considérable, en même temps que la perception des impôts se centralisait entre les mains de quelques fermiers. Il atteignit son point culminant sous Colbert, avec la *Ferme générale*.

En 1681, on comprit dans un seul bail toutes les fermes existantes et on les confia à un seul fermier pour six ans. En réalité, l'adjudicataire n'était que le prête-nom de quarante cautions dont il devait fournir les noms et les parts dans l'entreprise, car chacun d'eux devait recevoir l'agrément du roi sous forme de brevet ; ils constituaient la société des fermiers-généraux. L'Etat n'avait affaire directement qu'avec l'adjudicataire et ne prenait aucune part à l'administration de cet immense organisme.

Les fermiers-généraux confiaient généralement à des sous-fermiers la levée des impôts dans une cer-

taine portion de territoire; ceux-ci affermaient eux-mêmes une partie de ces droits à des arrière-fermiers; il arrivait ainsi que la taille d'une paroisse dépendît d'un riche paysan qui faisait la loi à ses concitoyens.

L'impôt affermé avait l'avantage de rapporter chaque année une somme fixe au roi; celle-ci était généralement inférieure au produit de l'impôt mis en régie, mais elle avait sur lui le mérite d'être sûre.

A côté de cet unique avantage, les vices de fermes étaient nombreux; pour éviter le risque de moins-value et pour augmenter les excédents possibles, les fermiers pressuraient les contribuables, augmentaient le taux de l'impôt, en exigeaient rigoureusement le paiement. En fin de compte, la somme sortie des mains du peuple était bien supérieure à celle qui entraît dans les caisses de l'Etat; la différence constituait le bénéfice des fermiers. Ils arrivaient en peu de temps à gagner des fortunes énormes tandis que les paysans tombaient dans la misère et que le budget de l'Etat accusait un déficit chronique.

Les fermiers généraux ouvraient alors généreusement leurs coffres et prêtaient de grosses sommes au roi, à des taux intéressants pour eux; en échange de cette aide ils obtenaient facilement tous les honneurs qu'ils désiraient. Ils formaient dans l'Etat une aristocratie d'argent avec laquelle il fallait compter; ils poussaient leurs protégés au pouvoir et obtenaient toutes les lois qui satisfaisaient leur avarice et met-

taient les contribuables complètement dans leurs mains.

Mais ce qui contribuait encore à diminuer le revenu de l'Etat, c'était l'usage des croupes, pensions accordées aux courtisans sur les bénéfices de la Ferme générale. C'est cette institution malheureuse que Voltaire critiquera, tout en dénonçant les exactions des traitants.

§ 2. — LA COLLECTE

Au dernier rang des agents de perception, se trouvaient les collecteurs, dont les fonctions consistaient à répartir l'impôt entre les contribuables mêmes, à rédiger les rôles et à en poursuivre le recouvrement.

C'étaient non pas des fonctionnaires, mais de simples bourgeois ou des paysans, élus par l'assemblée générale des contribuables. La durée de leurs fonctions était en principe d'un an ; mais comme le recouvrement n'était jamais terminé en fin d'année, que parfois même les rôles n'étaient pas entièrement publiés, les collecteurs restaient en exercice jusqu'à achèvement complet de leur tâche. Il arrivait ainsi qu'un contribuable fût poursuivi à la fois par plusieurs collecteurs, pour les impôts afférents à plusieurs années successives.

Les collecteurs se livraient à d'innombrables abus. Profitant de leur pouvoir passager, non seulement pour surcharger leurs ennemis, mais aussi pour ménager les collecteurs de l'année suivante, afin d'être

moins taxés à leur tour, il répartissaient l'impôt en réalité suivant leur bon plaisir. Leurs exactions se donnaient également libre cours, lors des recouvrements; au lieu de faire rentrer l'impôt dans le plus court délai possible, ils cherchaient surtout à multiplier les frais de perception dont ils touchaient une forte part. Et cela, sans aucun profit pour l'Etat, ainsi que l'observait Bois-Guillebert: « La seule fonction de la collecte, dont il ne revient pas un denier au Roi, coûte plus au peuple, et par conséquent à l'Etat que la taille même (2). »

Recouvrements effectués en retard, contraintes lancées à tort sur les contribuables, tels étaient les procédés habituels des collecteurs. Ils pouvaient également provoquer l'exécution de la contrainte solidaire, arme dangereuse réservée aux receveurs des tailles. Turgot la définissait en ces termes: « ... Je parle de la loi qui autorise les receveurs des tailles à choisir plusieurs habitants, parmi les haut taxés d'une communauté, pour les contraindre à payer par voie d'emprisonnement, ce que la paroisse doit sur ses impositions. Tous les ans, il y a un certain nombre de cultivateurs, les plus riches et les plus capables, qui, sans qu'il y ait aucunement de leur faute et uniquement à cause de la faute d'autrui, sont ruinés (3). »

Toutefois la dureté des collecteurs n'était pas uni-

(2) Détail de la France.

(3) Préambule de l'édit du 3 Janvier 1775.

quement la conséquence de leurs inimitiés ou de leur rapacité; bien souvent c'était pour eux une nécessité. Responsables du recouvrement et par suite tenus de rembourser les non-valeurs, les collecteurs bien que choisis parmi les plus riches, n'étaient généralement pas assez fortunés pour supporter une telle charge. « La collecte achève de ruiner les sujets, écrit Bois-Guillebert, et met le comble à leur déso-
« lation et à leur désespoir (4), » tandis que Turgot décrivait ainsi la situation du collecteur: « Exposé
« à tous les instants à se voir traîné en prison, obli-
« gé de faire continuellement des avances, dont il
« n'est payé qu'avec lenteur et à force de poursuites
« pénibles et coûteuses, le collecteur passe deux ou
« trois ans à courir de porte en porte et à négliger
« ses propres affaires, s'endette, et se trouve ordi-
« nairement ruiné. »

Ainsi, la collecte était encore plus lourde pour les collecteurs que pour les contribuables. Tous étaient d'accord pour la condamner.

En examinant l'ensemble de ce système fiscal grevé de tant d'injustices, d'abus et de privilèges, nous constatons avec Dutot qu'« on ne s'attachait qu'à ti-
« rer de l'argent des peuples, sans avoir égard aux
« dommages qu'en recevraient les biens-fonds, le
« commerce et l'industrie des sujets. Le discrédit

(4) Factum de la France.

« était universel, le commerce anéanti, la consommation affaiblie de moitié, la culture des terres négligée ; le peuple était désolé, le paysan mal nourri et mal habillé. Point de confiance, point d'espérance de pouvoir se débrouiller dans ce chaos. »
(Réflexions sur le commerce et les finances).

CHAPITRE II

LES THEORIES FISCALES EMISES EN FRANCE AU XVIII^e SIECLE

Emus par la misère du peuple, quelques auteurs essayèrent de le soulager en proposant une meilleure répartition des impôts. Leurs systèmes fiscaux préconisent dans ce but les moyens les plus divers ; mais ils sont fondés sur des principes identiques qui se dégagent avec Bois-Guillebert et Vauban, pour s'affirmer dans les œuvres de l'abbé de Saint-Pierre, de Forbonnais et de Montesquieu.

Nous les retrouvons encore avec la théorie physiocratique de l'impôt unique sur la terre et ce sont eux qui dominent l'œuvre fiscale de Voltaire. Comme nous cherchons surtout à déterminer l'influence que les auteurs précédents ont pu exercer sur Voltaire, nous négligerons complètement la partie critique de leur œuvre, pour nous attacher uniquement aux idées nouvelles qu'ils ont émises.

§ 1. — THÉORIES INDÉPENDANTES

a) *Bois-Guillebert*

Dans ses deux principaux ouvrages, le *Détail de la France* et le *Factum de la France*, parus l'un en 1697 et l'autre dix ans plus tard, Bois-Guillebert cherche à déterminer les causes de la misère publique

pour en trouver le remède et rendre à la France son ancienne splendeur.

Pour lui, le principe du mal réside dans l'arbitraire des principales impositions, taille, aides et douanes, qui entraîne le défaut de consommation. Il faut donc, en premier lieu, rendre la taille générale, en supprimant les privilèges, et la répartir suivant le revenu de chacun, d'après le principe que « les riches « doivent payer comme riches et les pauvres comme « pauvres. »

La taille réelle doit être imposée sur les propriétaires et les fermiers, sans exception, « proportionnellement à la contenance et au revenu de leurs « faire-valoirs » ; pour déterminer l'assiette de l'impôt, Bois-Guillebert s'en rapporte à la déclaration contrôlée du contribuable.

La taille d'industrie doit être mise en tarif dans les villes et les gros bourgs ; sinon, il est nécessaire d'opérer un classement général des professions pour y subordonner l'importance des déclarations individuelles. Enfin, pour que l'impôt n'écrase personne, Bois-Guillebert fixe les limites entre lesquelles oscillera la taille pour les ouvriers des campagnes.

En ce qui concerne la perception de la taille, Bois-Guillebert propose également une réforme complète ; pour diminuer les frais de perception, il supprime les fermes et il réduit le rôle des collecteurs en ne leur confiant plus que le recouvrement des impôts. Dans le Détail de la France, il propose même de

prendre la taille « par privilège comme une rente « foncière avant le prix du louage des terres et des « maisons », au lieu d'avoir recours à la collecte.

Quant aux aides et aux douanes, si nuisibles au commerce, leur suppression pure et simple entraînerait un déficit dans le budget; Bois-Guillebert les remplace par un impôt sur les cheminées, d'un montant égal à la moitié de ce que coûtaient les impositions précédentes; l'Etat en retirerait le même profit, car l'impôt serait mieux réparti et levé sans frais.

Aucune de ces améliorations ne fut mise en pratique; Bois-Guillebert, voyant la nécessité de plus en plus grande d'une réforme fiscale, proposa alors un nouvel impôt créé de toutes pièces: une capitation qui ne posséderait aucun caractère commun avec l'impôt alors levé sous ce nom; celui-ci était établi sur des bases absurdes; mais la nouvelle capitation serait perçue sur tous les biens meubles et immeubles, sans acception de privilèges, suivant un taux égal au 1/10 du revenu: cet impôt, assis d'après la déclaration des contribuables, serait levé en argent.

La capitation de Bois-Guillebert ne fut pas plus appliquée que ses autres projets de réformes; mais les différents ouvrages de cet auteur avaient mis en lumière les deux grands principes de l'universalité et de la proportionnalité de l'impôt et Bois-Guillebert exerça ainsi une réelle influence sur tout le XVIII^e siècle.

b) *Vauban*

Le *Projet de Dixme Royale*, publié par Vauban en 1707 est basé sur les mêmes principes; mais l'impôt proposé est d'un caractère très différent.

La Dixme Royale serait une contribution générale sur le revenu; elle devrait remplacer toutes les autres impositions et suffire seule à alimenter le trésor royal. Ce ne serait pas un impôt unique, car elle devrait taxer tous les revenus sous quelque forme qu'ils se présentent et, dans ce but, elle comprendrait quatre fonds:

— la grosse Dixme, levée en nature sur tous les fruits de la terre et proportionnelle à la récolte; d'après Vauban, la quotité pourrait en varier du $\frac{1}{20}$ au $\frac{1}{10}$ suivant les besoins de l'état;

— l'Industrie ou dîme du revenu des maisons, des bénéfices du commerce et de l'industrie et, en général, de tout revenu en argent;

— le Sel sur lequel le roi percevrait un impôt identique dans tout le territoire;

— le Revenu fixe, comprenant les revenus du domaine, les amendes, les douanes et quelques taxes de consommation.

Le fonds principal était la grosse Dixme désignée généralement sous le nom de Dixme Royale. Vauban espérait qu'elle serait facile à lever; le paiement en nature soustrairait les fermiers à l'obligation de vendre leurs récoltes à perte pour se procurer de l'ar-

gent; d'ailleurs elle ressemblerait à la dîme ecclésiastique, dont l'exécution n'avait jamais soulevé de difficultés. Elle devrait fournir une somme bien supérieure au produit des anciennes impositions, tout en étant moins lourde pour le peuple.

Les idées de Vauban reçurent une application partielle en 1725, quand le financier Pâris-Duverney créa le cinquantième. Cet impôt était perçu en nature sur les choses frugifères et ne comportait aucun privilège; mais la levée souleva de grandes résistances chez tous les contribuables et fit apparaître de nombreuses difficultés relatives à la conservation et à la vente des denrées reçues en paiement. Après une carrière orageuse, le cinquantième fut supprimé en 1727. Mais si cette expérience avait montré les défauts de la Dixme Royale, elle n'avait diminué en rien la valeur des principes défendus par Vauban.

c) *L'abbé de Saint-Pierre*

Parmi les mémoires innombrables publiés par l'abbé de Saint-Pierre, plusieurs traitent de questions financières et contiennent l'esquisse d'un système fiscal complet.

D'après l'abbé de Saint-Pierre, l'impôt est indispensable pour couvrir les dépenses et doit leur être supérieur de $1/6$; un bon impôt est celui qui remplit les conditions suivantes:

— il ne doit pas être excessif par rapport au revenu annuel du peuple;

— il doit être réparti proportionnellement à ce revenu ;

— on doit éviter « la précipitation du recouvrement en demandant au peuple un paiement trop prompt. »

En application directe de ces principes, il écrivit son *Mémoire pour l'établissement de la taille proportionnelle* où il exposait un projet de réforme complète de la taille.

Il commence par décomposer les revenus des tailables en leurs différentes sources ; la consistance de ces revenus est connue par la déclaration contrôlée des contribuables, obligés de la renouveler chaque année. Connaissant la somme totale des revenus, il faut établir sur chacune de leurs catégories un tarif suffisamment élevé pour que l'impôt rapporte la somme nécessaire. La taille est perçue suivant ce tarif, proportionnellement à la fortune de chacun.

La levée de l'impôt serait opérée non par les collecteurs, mais par des fonctionnaires volontaires et perpétuels ; ils percevraient un salaire, mais cette dépense serait largement compensée par la diminution des frais de perception.

La taille tarifée reçut diverses applications partielles, spécialement en Picardie et en Limousin où les principes de l'abbé de Saint-Pierre furent longtemps appliqués avec succès.

d) *Forbonnais*

D'après Forbonnais, l'extrême inégalité des richesses empêche de porter le produit des finances au point où il devrait aller; il faut donc :

— proportionner le bénéfice des affaires de finances à celui que donnent le commerce et le défrichement des terres;

— restreindre les privilèges et les charges inutiles;

— répartir les impôts suivant les principes de la justice distributive.

Il faut aussi ne jamais percevoir en temps de paix tout ce que les peuples pourraient payer, afin de pouvoir leur faire supporter une imposition supplémentaire en cas de guerre.

Forbonnais montre une préférence marquée pour les impôts de consommation, les moins onéreux pour le peuple, car ils sont payés imperceptiblement et journallement et dépendent du degré de fortune du contribuable; ils sont aussi plus avantageux pour le souverain, car ils s'étendent sur tout ce qui se consume chaque jour; ce sont aussi les plus justes et les mieux proportionnés, car chacun paye suivant ce qu'il achète, d'après ses facultés.

Malgré cette préférence bien nette, Forbonnais admet la nécessité d'un impôt réel qui serve de base au système fiscal; il faut un fonds assuré qui passe en peu de mains; à ce point de vue, la perception de la taille est avantageuse, mais cette taxe a le défaut

d'être arbitraire. L'impôt doit être établi sur la connaissance exacte de la valeur du bien, d'après la déclaration du fermier ou du propriétaire ; il vaudrait encore mieux confectionner un cadastre qui permettrait d'asseoir équitablement la taille réelle. Mais comme le produit des fermages est proportionnellement de plus en plus grand à mesure que l'héritage augmente, la taxe devrait être plus forte sur les grosses fermes que sur les petites.

Quant à la capitation, elle devrait être supprimée, au moins pendant la paix ; tandis que le dixième serait transformé en un impôt sur le loyer des maisons, plus fort dans les villes qu'à la campagne, pour engager les propriétaires à demeurer sur leurs terres.

Les impôts indirects nécessitent aussi quelques réformes : les droits d'aide doivent être unifiés et proportionnés à la valeur de la denrée et la gabelle remplacée par une taxe additionnelle à l'impôt direct. Au contraire, on pourrait augmenter l'impôt sur certaines consommations de luxe, le café et le tabac, payées surtout par les riches. Cependant Forbonnais écarte toutes les lois somptuaires ; elles écrasent les manufactures naissantes ; si la mode les empêche de produire un effet durable elles ont des conséquences graves et peuvent anéantir rapidement une source de richesses nouvelles pour la nation.

Mais il faut surtout supprimer les privilèges territoriaux ; il suffirait, pour y arriver, d'élever les droits sur les marchandises entrant dans les cinq

grosses fermes et de les abaisser sur celles qui en sortent à destination des provinces réputées étrangères ; celles-ci perdraient tout leur avantage et demanderaient elles-mêmes à être soumises au régime commun.

Enfin Forbonnais s'élève contre les bénéfices exagérés des fermiers et propose diverses mesures pour les réduire au profit du roi.

Impôt proportionnel au revenu, suppression des privilèges, diminution des frais de perception, ce sont toujours ces idées qui dominent l'œuvre de Forbonnais comme celle de ses devanciers.

e) *Montesquieu*

Les idées fiscales de Montesquieu ne doivent pas être recherchées dans les mémoires qu'il écrivit en 1715, à l'instigation de Melon ; à cette époque, le duc d'Orléans ayant demandé aux particuliers le secours de leurs lumières pour la restauration des finances publiques, Montesquieu proposa certains projets de réforme, sous forme de rachats et de dégrèvements. Mais, conçus sans plan d'ensemble ils dénotent une faible compétence technique et ne permettent guère de connaître les véritables idées de leur auteur. Il faut les chercher dans *l'Esprit des lois*, qui présente une théorie fiscale complète, pleine d'aperçus nouveaux.

D'après Montesquieu, « les revenus de l'état sont « une portion que chaque citoyen donne de son bien

« pour avoir la sûreté de l'autre ou pour en jouir
« agréablement. »

Pour fixer le taux de l'impôt, « il faut avoir égard
« aux nécessités des citoyens » et ne pas demander
au peuple tout ce qu'il peut donner, mais ce qu'il
« doit donner. »

Montesquieu classe les impôts en trois catégories :
impôts sur les personnes, taxes sur les terres et
droits sur les marchandises, et il indique la façon de
les établir. « Dans l'impôt sur les personnes, la pro-
« portion injuste serait celle qui suivrait la propor-
« tion des biens » ; comme à Athènes, le taux doit être
de plus en plus faible à mesure que le degré de for-
tune diminue : « La taxe était juste, quoiqu'elle ne
« fut point proportionnelle ; si elle ne suivait pas
« la proportion des biens, elle suivait celle des be-
« soins. On jugea que chacun avait un nécessaire
« physique égal, que ce nécessaire physique ne de-
« vait pas être taxé. » C'est déjà l'idée du dégré-
vement à la base et de l'impôt progressif appliquée
par les législations modernes.

Pour la taxe sur les terres « on fait des rôles où
« l'on met les diverses classes de fonds. » Mais
comme de nombreuses erreurs peuvent se glisser
dans cette opération, il faut que l'imposition soit as-
sez faible pour ne risquer d'écraser les contribuables.
Montesquieu s'écarte ici de ses contemporains, qui
font tous de l'impôt territorial la base de leur sys-
tème fiscal.

Il montre surtout une préférence marquée pour les droits sur les marchandises et la justifie pour les mêmes raisons que Forbonnais; mais, pour conserver l'illusion de l'acheteur, il est nécessaire que l'impôt soit payé par le marchand qui le comprend ensuite dans le prix de vente, et que la taxe soit proportionnée à la valeur de la marchandise; un droit exagéré encourage à la fraude.

Les plus détestables sont les droits d'enregistrement qui, par leur complication, mettent le contribuable à la merci des traitants; il serait préférable de les remplacer par un droit « sur le papier qui sert à écrire le contrat. »

Quant aux lois somptuaires, elles sont faites uniquement pour les états pauvres qu'un luxe excessif risquerait de ruiner. Mais il faut les proscrire dans les monarchies où la grande inégalité des fortunes rend le luxe nécessaire, car les dépenses des riches font vivre les pauvres. Cependant, il peut être utile d'interdire l'entrée de certaines marchandises étrangères, lorsque l'état voit « que des marchandises d'un « trop haut prix demanderaient une telle exportation des siennes, qu'il se priverait plus de ses besoins par celles-ci qu'ils n'en satisferaient par « celles-là. »

Montesquieu émet aussi son avis sur les deux systèmes de perception possibles: la ferme et la régie; sans le dire formellement il laisse voir sa préférence pour la régie: les frais de perception sont réduits au

minimum, la levée des tributs est opérée de la façon la plus commode pour les contribuables ; surtout, elle permet d'échapper aux exactions et au despotisme des traitants.

Quoique le sujet de l'impôt soit traité brièvement en quelques chapitres de l'Esprit des Lois, Montesquieu n'en présente pas moins une théorie complète et originale, et ses principes clairement exposés ont pénétré profondément dans l'esprit de ses contemporains. Nous verrons la plupart de ses idées reprises par Voltaire parfois même dans des termes presque identiques.

§ 2. — LES THÉORIES PHYSIOCRATIQUES

Tandis que les théories précédentes ont pour unique lien entre elles certains principes communément adoptés, les théories des physiocrates présentent une unité remarquable. Cette uniformité d'idées porte la marque d'une influence qu'ils subissent tous, celle de leur chef, Quesnay. Le fondateur de l'école s'attacha toujours à prévenir chez ses disciples les écarts de doctrine ; c'est ainsi qu'il parvint à maintenir dans son intégralité la théorie de l'impôt unique sur la terre. Mais celle-ci avait le défaut d'être trop loin de la réalité ; certains physiocrates, Mirabeau et surtout Turgot, étudiant plus attentivement les faits, émirent alors des idées qui compromettaient la pureté de la doctrine et qui furent blâmés par Quesnay.

Cette théorie présente pour nous un intérêt particulier, car pour la combattre, Voltaire écrivit l'Homme aux quarante Ecus; son esprit caustique eut tôt fait de découvrir les inconséquences de l'impôt unique et les physiocrates ne se relevèrent jamais des coups qu'il leur porta.

a) *Quesnay*

et la théorie de l'impôt unique sur la terre

Quoi qu'il éprouve une grande pitié pour les paysans et désire améliorer leur sort, Quesnay ne cherche pas seulement à réformer des abus, sa théorie de l'impôt se présente plutôt comme la conséquence logique d'une théorie plus générale, celle de la circulation des richesses.

D'après Quesnay, seule l'agriculture donne au propriétaire un produit net, considéré comme un don gratuit de la terre; le commerce et l'industrie ne fournissent à l'homme que le remboursement de ces avances. Donc le produit net de l'agriculture est le seul revenu qui puisse supporter les dépenses de toute la nation; c'est pourquoi l'impôt ne peut frapper que lui et, pour le prendre à sa source, il doit porter exclusivement sur le propriétaire des biens-fonds.

Quesnay repousse toutes les autres taxes, qu'elles frappent les revenus de l'industrie et du commerce, ou les salaires; il attaque surtout les taxes de consommation et prouve que tous ces impôts retombent

en définitive sur le propriétaire des terres. Mais ils le frappent indirectement, après un long circuit, et lui arrivent grevés de frais de perception qui écrasent l'agriculture; il est donc préférable de percevoir la totalité de l'impôt sur le propriétaire lui-même.

L'impôt doit porter sur le produit net et non sur le produit brut, car il faut tenir compte des frais de culture, fort inégaux suivant les terres, et ne pas tomber dans l'arbitraire; en prenant la Dixme Royale sur la récolte elle-même, Vauban arrivait à commettre de véritables injustices.

Pour connaître le revenu net, il faut retrancher du produit total, non seulement la somme des avances annuelles, l'intérêt des avances primitives et les sommes nécessitées par leur entretien et leur remplacement, — mais aussi la subsistance et le profit honnête du cultivateur. Le reste du produit revient au propriétaire et est représenté par le prix du fermage.

L'impôt serait perçu sur le fermage, d'après un tarif fixé par la loi et dont on tiendrait compte dans les achats des terres; l'acquéreur ne paierait pas plus la partie du revenu destiné à l'impôt, qu'il ne paie une servitude réelle dont le fonds est grevé. Donc l'impôt unique ne serait réellement supporté que par les premiers propriétaires qui possédaient la terre au moment de son établissement et subiraient alors une sorte d'expropriation partielle. Une fois le fonds vendu, personne ne donnerait plus rien à l'Etat;

mais le roi serait co-propriétaire de la terre pour la valeur de l'impôt qu'elle doit ; au bout d'un certain temps, il aurait acquis ainsi un droit de co-propriété sur toutes les terres de son royaume.

En pratique l'impôt serait proportionnel à la valeur des baux et égal à la moitié du fermage ; lorsqu'il n'existerait pas de bail, l'impôt serait calculé d'après la part du métayer et les frais supportés par le propriétaire.

A côté de l'impôt sur les terres, Quesnay admet cependant un impôt sur les maisons, car le loyer constitue pour le propriétaire un revenu exempt de charges ; mais il faut alors dégrever le terrain sur lequel la maison est bâtie, pour éviter le double emploi de la taxe. C'est cette même crainte de double emploi qui le conduit à exempter les commerçants, les industriels et tous les possesseurs de richesses pécuniaires, quoique leur aisance soit généralement bien supérieure à celle des agriculteurs.

L'impôt unique doit donc remplacer toutes les impositions préexistantes, même la corvée, suppléée par une légère taxe sur les propriétaires. Mais, pour fournir une somme suffisante à l'état sans écraser les contribuables, il doit supporter peu de frais de perception ; c'est pourquoi Quesnay propose d'abolir les fermes générales qui s'enrichissent aux dépens de la nation et du roi ; l'argent prêté par les fermes en cas pressant serait obtenu à l'aide d'un impôt extraordinaire ou d'un emprunt direct au profit du roi.

Quesnay espérait, par le moyen de l'impôt unique, alléger le sort des paysans, car il n'existerait plus de privilèges et l'arbitraire de l'impôt serait supprimé. De plus, l'Etat co-propriétaire des terres aurait intérêt à encourager l'agriculture et l'impôt unique, dont le produit reviendrait aux cultivateurs, serait une source de richesse pour la France.

b) *Mirabeau*

La *Théorie de l'impôt* de Mirabeau est en principe consacrée à l'exposé de la théorie physiocratique de l'impôt unique sur la terre; mais elle n'est cependant pas toujours conforme à la doctrine de Quesnay.

Mirabeau est d'accord avec son maître quand il énumère les conditions nécessaires à une bonne imposition: celle-ci doit être:

— établie immédiatement à la source des revenus, c'est-à-dire imposée directement sur les propriétaires des biens fonds;

— dans une proportion connue et convenable avec ces revenus;

— point surchargée de frais de perception.

Mais Mirabeau calcule ensuite le produit de l'impôt existant et le rendement probable de l'impôt unique et les résultats obtenus l'amènent à abandonner en partie les principes physiocratiques.

Le produit de l'impôt est égal à 225 millions, dont soixante-quinze sont levés sur les biens-fonds. Dans

l'état actuel de l'agriculture, l'impôt unique ne pourrait fournir plus de ces 75 millions; il reste donc 150 millions à répartir sur le fonds stérile, commerce et industrie.

Mirabeau propose alors d'établir provisoirement une « taxe de supplément » perçue en partie sous forme de capitation et pour le reste, sous forme d'impôt sur les logements. Cette taxe ne comporterait aucun privilège; mais elle ne pèserait pas sur les fermiers qui supportent déjà toute l'imposition antérieure.

L'impôt mieux réparti permettait d'améliorer rapidement la culture de terres; le produit net augmenterait et le rendement de l'impôt territorial irait en croissant. La taxe serait diminuée peu à peu, proportionnellement au progrès de la culture et, au bout d'un certain temps, l'impôt unique subsisterait seul et serait en mesure de subvenir à tous les besoins de l'Etat.

Pour que l'impôt unique n'accable pas les propriétaires, il faut supprimer les frais de perception; Mirabeau propose d'abolir les fermes et de confier la répartition et la levée des impôts aux assemblées provinciales dans les pays d'Etats et à des assemblées analogues créées dans les pays d'élection.

Ce système d'impositions paraissait séduisant au premier abord, mais il contenait une contradiction flagrante que Voltaire devait relever, comme il sera exposé plus loin.

c) *Turgot*

Turgot ne se contenta pas d'exposer ses projets de réforme, il les mit en pratique et fut ainsi amené à abandonner plusieurs idées de Quesnay que l'expérience révélait inapplicables.

Le but principal de Turgot était d'abolir les privilèges; il voulait établir un impôt sur tous les propriétaires des biens-fonds; le produit devait en être suffisamment élevé pour permettre d'abolir les taxes de consommation que Turgot trouvait néfastes. Jusqu'ici sa doctrine était en conformité parfaite avec celle de Quesnay. Mais l'application pratique se heurta à certaines difficultés et Turgot ne put que préparer la réalisation complète de ses projets.

Dans son intendance de Limoges, il perfectionna la répartition de l'impôt grâce au système de la *taille tarifée*. Cette taille n'était ni personnelle ni réelle; elle avait pour base une estimation des fonds d'après laquelle l'imposition se répartissait dans chaque province. Mais comme d'anciens règlements empêchaient de taxer les fonds sous le nom de propriétaire et que, d'autre part, le propriétaire était, sauf privilège, sujet à la taille pour le revenu qu'il tirait de son fonds, l'impôt était divisé en deux parties:

- la taille d'exploitation, payée par le cultivateur,
- et la taxe de propriété, due par le propriétaire ou, s'il était privilégié, retombant sur les autres tail-
lables.

Ce nouveau mode d'imposition fut très bien accueilli par la province et apporta un véritable soulagement aux taillables.

A côté d'autres réformes secondaires, Turgot appliquant une ancienne ordonnance, prévint à convertir la corvée en argent pour la généraliser et en augmenter le produit ; il fit exécuter les travaux par des entrepreneurs aux frais des paroisses corvéables et répartit les sommes dues pour l'exécution au marc la livre de la taille.

Nommé contrôleur général des finances, Turgot poursuivit son œuvre ; il fit signer au roi divers édits dont l'un supprimait les corvées et les remplaçait par une taxe perçue sur tous les propriétaires, même non-taillables, à proportion du rôle des vingtièmes ; un autre portait abolition des contraintes solidaires.

Malheureusement Turgot resta trop peu de temps au pouvoir pour accomplir toutes les réformes qu'il préconisait. Il dut renoncer à faire exécuter le projet de cadastre dont il avait démontré l'utilité pour la répartition des impôts et il ne put opérer les changements que nécessitaient la collecte ; il voulait la rendre assez avantageuse pour la confier à un agent qui s'en chargerait à perpétuité, sauf révocation, et pourrait suivre exactement les changements de fortune de chacun. Ces deux mesures auraient assuré une meilleure répartition des impôts en le proportionnant aux facultés des contribuables.

CHAPITRE III

L'INFLUENCE ANGLAISE

Cette influence se produisit d'une double façon : non seulement Voltaire, dans son voyage en Angleterre, eut l'occasion d'étudier le système fiscal en vigueur, mais il connut plus tard les œuvres de David Hume et plusieurs passages de sa correspondance montrent à quel point il les appréciait.

§ 1^{er}. — CARACTÈRES DE L'IMPÔT EN ANGLETERRE

Voltaire ne considère l'impôt que de façon superficielle et il en voit surtout les qualités, absolument opposées aux défauts de l'impôt appliqué en France.

En Angleterre, l'impôt est universel, sans aucune acception de privilèges nobiliaires ni ecclésiastiques, il est réglé et voté par la chambre des Communes, représentant le peuple lui-même, tandis que les nobles et les évêques ne jouissent que d'un droit de veto.

Ensuite, l'impôt est réparti de façon équitable proportionnellement du revenu ; la principale imposition est une taxe réelle, assise d'après une évaluation des terres faite sous le roi Guillaume III et jamais révisée depuis cette époque. L'impôt est donc resté faible malgré l'augmentation des revenus et il permet à l'agriculture de se développer librement. Tels sont les traits principaux du régime de l'impôt en Angleterre.

Ce résumé du système fiscal anglais est naturellement très incomplet, mais il nous a paru inutile de nous étendre plus longuement sur ce sujet, car Voltaire lui-même, dans sa neuvième Lettre philosophique ne s'y attarde pas. Il était simplement nécessaire d'indiquer les principes qui ont pu avoir une influence réelle sur Voltaire : universalité et proportionnalité de l'impôt, vote annuel du budget par les chambres ; nous aurons plus tard l'occasion de reprendre ces diverses questions.

§ 2. — DAVID HUME

L'*Essai sur les impôts* de David Hume, ne propose aucune mesure pratique ; l'auteur se contente d'exposer ses idées personnelles et de critiquer la théorie physiocratique.

L'impôt est perçu pour rémunérer l'Etat du service qu'il rend à l'individu ; celui-ci doit s'imposer les sacrifices nécessaires à la conservation et au bon fonctionnement du gouvernement. Mais il ne faut pas que l'impôt ait un effet néfaste sur la production, Hume s'élève contre la maxime d'après laquelle « toute taxe nouvelle crée, chez celui qui y est soumis une faculté nouvelle de la supporter », et conseille d'apporter une grande réserve dans l'institution d'un impôt nouveau dont on ignore les conséquences.

Comme Montesquieu, David Hume préfère les taxes de consommation qui passent inaperçues du consommateur et sont facultatives dans une certaine me-

sure ; elles se limitent d'elles-mêmes tandis que les autres taxes peuvent être augmentées jusqu'à épuisement de la richesse et devenir arbitraires, inégales et injustes. Cependant, l'impôt sur les propriétés a l'avantage d'être levé sans frais ; mais les taxes de capitation, susceptibles d'une extension indéfinie, ne peuvent qu'entraîner les abus des gouvernants.

Contrairement aux physiocrates, Hume nie que les taxes retombent en définitive sur les terres ; tout gouvernement suppose que les taxes pèsent sur ceux qui les payent et si les propriétaires étaient toujours les victimes de l'incidence de l'impôt, ils seraient bientôt ruinés. En réalité, chaque classe de contribuables essaie de se décharger du fardeau de l'impôt aux dépens des autres, mais chacune d'elles doit contribuer par elle-même aux dépenses communes ; en particulier, David Hume est partisan d'un impôt sur les salariés.

De plus, il reconnaît l'existence d'un produit net dans le commerce, ce qui enlève tout fondement à la théorie physiocratique.

Comme l'impôt frappe tous les divers revenus, la nation trouve son avantage s'il existe peu d'inégalités dans les richesses ; la perception des taxes en est plus facile et les augmentations nécessaires sont faiblement ressenties par les contribuables.

Etude des systèmes d'impôts appliqués en France et en Angleterre, critique de nombreuses théories fiscales à tendances très différentes tels sont les bases sur lesquelles Voltaire édifiera une théorie nouvelle.

SECONDE PARTIE

Critiques de Voltaire

Dans les ouvrages de Voltaire sur les questions fiscales, les critiques occupent une place considérable, aux dépens des idées positives; celles-ci sont parfois très difficiles à mettre en lumière et constituent souvent le fond des critiques, sans être même exprimées. Mais il arrive aussi que la pensée de Voltaire se déguise sous une autre forme: ainsi, dans la neuvième Lettre philosophique (1), sur laquelle nous reviendrons souvent, la description du régime de l'impôt en Angleterre, recouvre en réalité une critique des taxes perçues en France et des indications relatives au système fiscal que Voltaire voudrait y voir fonctionner.

Nous allons donc relever, dans ses écrits, les divers passages relatifs aux impôts existants en France au XVIII^e siècle et aux théories fiscales qu'il eut occasion de connaître. Tantôt nous serons en présence de longs paragraphes où Voltaire traite à fond une question importante; tantôt, sur un même sujet, nous ne découvrirons que des phrases disséminées dans plusieurs œuvres différentes et qu'il nous faudra réunir et comparer pour en dégager l'idée essentielle.

(1) Dans certaines éditions de Voltaire, cette Lettre constitue l'article Gouvernement du Dictionnaire philosophique et nous la désignerons désormais sous ce nom.

CHAPITRE I

CRITIQUE DES IMPOTS

Le premier fait qui frappe l'esprit de Voltaire, c'est l'extrême complication du système fiscal en vigueur, comprenant « trois ou quatre cents impôts dont les « noms mêmes me sont impossibles à retenir et à pro-
« noncer », dit l'Homme aux quarante écus. Toutes ces taxes, inégalement réparties, accablent le peuple soumis aux exactions des traitants. Voltaire dénonce toutes les injustices tous les abus engendrés par « une « telle législation contre laquelle tant de cris s'éle-
« vaient et qui faisait verser tant de larmes » et montre la nécessité d'établir l'impôt sur des bases nouvelles.

Nous exposerons successivement les critiques de Voltaire relatives aux impôts directs, aux impôts indirects et à la corvée. Puis nous traiterons à part la question des privilèges sur lesquels il s'est longuement étendu, avant de consacrer un dernier paragraphe aux traitants stigmatisés par son esprit mordant.

§ 1^{er}. — IMPOTS DIRECTS

« Les états généraux de France, ou plutôt de la « partie de la France qui combattait pour son roi « Charles VII contre l'usurpateur Henri V, lui ac-
« cordèrent généreusement une taille générale en

« 1426, dans le fort de la guerre, dans la disette,
« dans le temps même où l'on craignait de laisser
« les terres sans culture (ce sont les propres mots
« prononcés dans la harangue du tiers-état) : cet im-
« pôt depuis ce temps fut perpétuel. Les rois aupa-
« ravant vivaient de leurs domaines ; mais il ne res-
« tait presque plus de domaines à Charles VII.

« Bientôt après, les cultivateurs qui avaient payé
« auparavant des tailles à leurs seigneurs, dont ils
« avaient été serfs, payèrent ce tribut au Roi seul,
« dont ils furent sujets. Ce n'est pas que les rois
« n'eussent aussi levé des tailles, même avant Saint-
« Louis, dans les terres du patrimoine royal ; on con-
« naît la taille de *pain et vin* payée d'abord en na-
« ture et ensuite en argent (1). »

Tel est en quelques mots, dans *l'Essai sur les mœurs*, le récit complet de l'établissement de la taille ; il ne contient aucune critique à l'adresse de cet impôt que Voltaire estime bon dans son principe.

Lorsque, dans le même ouvrage, il note l'accroissement du produit de la taille : « Les impositions sous
« Charles VII indépendamment du domaine, étaient
« de dix-sept cent mille livres de compte ; sous
« Louis XI, elles se montèrent jusqu'à quatre mil-
« lions sept cent mille livres... cette somme revenait
« à vingt-trois millions cinq cent mille livres, d'au-

(1) *Essai sur les mœurs*, ch. LXXXIV. Tailles et monnaies.

« jourd'hui, » Voltaire ne critique pas encore un impôt qui était toujours levé conformément aux principes qui avaient présidé à sa création. Mais à mesure que la somme demandée à la taille devient plus forte, que les privilèges faussent la répartition et la rendent arbitraire, Voltaire s'élève contre l'injustice de l'impôt. Dans le *Siècle de Louis XIV*, il loue Colbert d'avoir diminué les tailles, tout en regrettant qu'il n'ait pu faire disparaître la « taille arbitraire », car « dans un grand royaume, il y a toujours de grands abus (2). »

Mais, en considérant la taille telle qu'elle existe au XVIII^e siècle, Voltaire ne peut que la critiquer; il montre d'abord combien la répartition a été viciée par le nombre considérable des privilèges: « On créa « des charges ridicules (3) toujours achetées par ceux « qui veulent se mettre à l'abri de la taille... l'impôt de la taille étant avilissant en France. »

Le clergé, qui remplace l'impôt par des prières, la noblesse qui fournit au roi le secours de ses armes et non de son argent, les acquéreurs de charges ne payent rien et tout retombe sur les paysans. « Un « agriculteur qui a douze cents livres de revenu est « tout étonné qu'on lui en demande quatre cents. Il « en est même plusieurs qui sont obligés de payer

(2) *Siècle de Louis XIV*, ch. XXX. Finances et règlements.

(3) Voltaire cite, dans l'*Homme aux quarante écus*, les « conseillers « du roi mesureurs de charbon, jaugeurs de vin, mouleurs de bois, « langueyeurs de porc, contrôleurs de beurre salé. »

« plus de la moitié de ce qu'ils recueillent (4). » Ils sont ainsi ruinés par cet impôt arbitraire; leur situation est l'opposé de celle du paysan anglais; celui-ci « mange du pain blanc, il est bien vêtu, il ne « craint point d'augmenter le nombre de ses bétails, ni de couvrir son toit de tuiles, de peur que « l'on ne hausse ses impôts l'année d'après. » C'est pourquoi Voltaire approuve la taxe réelle levée en Angleterre et souhaite la voir imposer en France, quoique sans le dire expressément.

Voltaire ne s'étend pas aussi longuement sur la capitation; il se contente de la citer parmi les nouvelles taxes imposées sous Louis XIV: « On établit la capitation en 1695: elle fut supprimée à la paix de « Riswick et rétablie ensuite (5). » Mais il ne peut l'approuver à cause des inégalités et des injustices qui se sont glissées dans sa répartition; un simple mot nous renseigne à cet égard; en décrivant le système fiscal anglais: « Il n'y a point de taille, ni de capitation arbitraire (6) », dit-il. Ce simple mot, à lui seul est une critique suffisante de l'impôt.

Quant au dixième, il ne lui accorde également qu'une courte phrase, dans le *Siècle de Louis XIV* (7): « On n'osa imposer le dixième que dans l'année 1710. Mais ce dixième levé à la suite de tant d'autres

(4) Dict. phil. Impôt Sect. I.

(5) *Siècle de Louis XIV*, ch. XXX.

(6) Dict. phil. Gouvernement, sect. VII.

(7) Ch. XXX.

« impôts, parut si dur qu'on ne put l'exiger avec « rigueur. » Cependant ces quelques lignes indiquent les défauts inhérents à cette taxe : lourde surcharge pour les contribuables, trop forte quotité de cet impôt levé à contre temps, faiblesse dans le recouvrement, tels sont les différents reproches que l'on peut adresser au dixième. Cependant l'impôt en lui-même n'était pas mauvais, puisque nous allons voir Voltaire approuver le vingtième institué d'après le même principe.

En effet, le dixième, créé pour le temps de la guerre fut supprimé après la paix d'Aix-la-Chapelle en 1748. Le contrôleur général Machault d'Arnouville le remplaça par un vingtième d'une durée illimitée, levé sur les revenus de toutes espèces, excepté les rentes sur l'Etat. Le produit de l'impôt était destiné à une caisse d'amortissement qui devait, par des remboursements successifs, éteindre la dette publique. Les esprits étroits s'élevaient contre cette innovation. « Convenez pourtant, dit-il (l'homme à « contradiction), que tout est perdu si, pour acquitter les dettes de l'Etat, on réduit l'impôt du « dixième au vingtième, et si de ce vingtième on fait « un fonds d'amortissement pour éteindre les capitaux des autres impôts établis pendant la guerre « et pour rembourser les rentes (8). »

Mais Voltaire, dans sa *Lettre à l'occasion de l'im-*

(8) Lettre à l'occasion de l'impôt du vingtième.

pôt du vingtième défend l'œuvre de Machault. Il prouve d'abord, en recourant aux faits, que la France ne s'appauvrit pas en payant ses dettes : « L'homme
« qui avait déjà battu notre contradicteur tira alors
« un petit papier de sa poche, et nous demanda à
« tous si nous savions ce que Louis XIV avait levé
« sur la nation pendant les soixante et douze années
« de son règne. » Or cette somme se montait à dix-
huit milliards ; ce qui compose, année commune,
« deux cents millions cinq cent mille livres, l'argent
« étant de vingt sept à trente francs le marc. Or,
« ces deux cents millions cinq cent mille livres, que
« Louis XIV retira chaque année, reviennent à trois
« cent trente millions de notre monnaie. »

La France souffrit-elle de payer une telle somme ? Tel n'est pas l'avis de Voltaire qui, contrairement à la plupart de ses contemporains, ne cesse de vanter la prospérité dont elle jouit. « Maintenant je de-
« mande si Louis XIV a laissé son royaume moins
« riche, moins étendu, moins florissant, moins peuplé,
« moins puissant qu'il ne l'avait reçu de Louis XIII ?
« Les dettes de l'Etat se trouvèrent à sa mort monter
« à plus de deux milliards... ; mais ces deux milliards
« à qui les devait-on ? une partie de la nation devait
« cet argent à l'autre, » dit Voltaire, soulevant une idée qu'il développe plus loin. « Vous demandâtes
« alors ce que c'était que ces dettes que nous avions
« contractées pendant la guerre. C'est, vous dit-on,
« ce que le roi a emprunté afin de payer le sang

« qu'on a versé pour lui, afin d'assurer des pensions
« aux officiers blessés, aux veuves, aux enfants des
« morts, afin de secourir ses alliés, afin de payer ceux
« qui ont nourri, habillé, armé le soldat. Il n'y eut
« jamais de dettes plus légitimes, et il n'y eut ja-
« mais une manière plus sage, plus aisée de les étein-
« dre » conclut-il.

En effet, Voltaire compare les conséquences du paiement de la dette laissée par Louis XIV, à celles de la malheureuse expérience de Law ; en face des désastres amenés par cette faillite, il fait ressortir l'avantage d'éteindre ses dettes régulièrement, au moyen de la caisse d'amortissement. « Cette dette
« énorme donna-t-elle à l'Etat de plus violentes se-
« cousses qu'il n'en reçut du système de Lass ? boule-
« versa-t-elle plus de fortunes ? et y a-t-il aujour-
« d'hui un homme de bon sens qui ne convienne qu'il
« eût mieux valu continuer le dixième pour en faire
« un fonds d'amortissement à la manière anglaise,
« que d'avoir recours aux dangereux et chimériques
« projets de Lass ? »

Pour approuver le projet de Machault, Voltaire se fonde sur les bons résultats du système analogue appliqué en Angleterre : « Vous savez... ce que paye en
« temps de paix la Grande-Bretagne pour parvenir
« à éteindre ses dettes, et pour soutenir son fonds
« d'amortissement. Elle donne encore, outre les au-
« tres impôts, le dixième du revenu de ses terres...
« elle vient d'en tirer un million de livres sterling

« pour son roi. Pourquoi donc ne voudriez-vous pas
« que, pour acquitter nos dettes, nous donnassions la
« moitié de ce que donne l'Angleterre, nous qui
« sommes du double plus riches qu'elle ? »

Voltaire ne se contente pas de défendre l'institution à laquelle sont affectés les produits du vingtième ; il donne son entière approbation à l'impôt lui-même. « Un état est aussi bien gouverné que la faiblesse humaine peut le permettre, quand les tributs sont levés avec proportion, quand un ordre de l'Etat n'est pas favorisé aux dépens d'un autre, quand on contribue aux charges publiques, non selon sa qualité, mais selon son revenu ; et c'est ce qu'un tribut tel que le vingtième de tous les biens opère. » Tels sont résumés en quelques mots, les avantages du vingtième ; cet impôt était d'après Voltaire le plus juste dans son principe et dans son application. Tant que Machault resta au pouvoir et lutta contre les empiètements des privilèges, le vingtième continua à mériter les éloges que lui décerne Voltaire. Mais, après la chute de ce ministre, l'impôt qu'il avait établi se déforma peu à peu et donna prise à de nombreuses critiques. Il serait intéressant d'avoir l'opinion de Voltaire sur les vicissitudes du vingtième ; malheureusement rien dans ses écrits ne se rapporte à ce sujet. Après avoir écrit la Lettre à l'occasion de l'impôt du vingtième, Voltaire cessa de porter attention à la carrière de cette taxe et n'essaya pas de voir si elle justifiait ses espérances.

Mais cette Lettre a cependant une véritable importance, car, examinant, à propos du vingtième, l'utilité et le but de l'impôt, Voltaire nous précise les qualités que doit présenter un bon impôt direct ; c'est pourquoi nous aurons l'occasion de citer cet écrit quand nous étudierons la théorie positive de Voltaire.

§ 2. — IMPOTS INDIRECTS

Parmi les diverses taxes de consommation, aucune ne trouve grâce aux yeux de Voltaire ; il partage à leur égard l'opinion des physiocrates, en particulier de l'abbé Baudeau à qui s'adresse la *Diatribes à l'auteur des Ephémérides* ; cet article est en grande partie consacré à la critique des impôts indirects. Voltaire s'étonne d'abord de l'immensité de la perte subie par l'Etat : « S'il est vrai que l'Etat perde tous les ans neuf cent « soixante-quatorze millions de livres par l'impôt seul « du sel, du vin, du tabac, que devient cette somme im- « mense ? »

Elle est, pour la plus grande partie, absorbée par les frais de perception, répond l'abbé Baudeau, à qui Voltaire attribue les arguments suivants, dont lui-même admet le bien-fondé : « Vous entendez surtout, dit-il « d'abord, une grande partie de cette somme égarée « dans les poches des fermiers de l'Etat, dans celles de « leurs agens, et des commis de leurs agens, et des al- « guazils de leurs commis. » De plus, les impôts indi-

rects nuisent à la production et apportent les entraves au commerce. « Vous entendez des productions, c'est-à-dire « des biens réels, évalués à cette somme immense, les- « quels biens nous ferions croître sur notre territoire, si « ces trois impôts ne nuisaient pas à sa fécondité. » En diminuant le taux de l'impôt, la consommation augmente considérablement et la recette se trouve supérieure à ce qu'elle était auparavant. Ainsi, en 1774, on établit un impôt sur la marée fraîche ; il n'en vint à Paris que cent cinquante-trois chariots pendant tout le carême ; l'année suivante, Turgot abaissa l'impôt de moitié, et il vint cinq cent quatre-vingt-seize chariots ; « Donc, conclut « Voltaire, le vrai moyen d'enrichir le roi et l'Etat, est « de diminuer tous les impôts sur la consommation ; et « le vrai moyen de tout perdre est de les augmenter. « J'admire avec vous celui qui a démontré par les faits « cette grande vérité. Reste à savoir comment on s'y « prendra sur des objets plus vastes et plus compliqués. » Voltaire ne croit donc guère à l'amélioration possible des impôts indirects ; de là à préconiser leur suppression, il n'y a pas loin. Nous pouvons même adopter hardiment cette conclusion, car, dans ses divers ouvrages, Voltaire ne cesse de leur opposer des critiques ironiques ou acerbes.

En présence de l'Homme aux quarante écus, un fermier général, « fort intelligent dans les aides », se vante de ses hauts faits : « ayant fait payer aux paroisses l'année passée trente-deux impôts pour leur vin, « et les ayant fait condamner ensuite à payer le trop bu,

« ils sont entièrement ruinés. J'ai fait vendre leurs bes-
« tiaux et leurs meubles, ils sont encore mes rede-
« vables. »

Par suite, un maître de poste n'ose vendre un verre de vin au voyageur altéré : « nos lois sur la soif sont
« bien plus belles que vous ne pensez. Dès que nous
« avons fait la vendange, les locataires du royaume (les
« fermiers généraux) nous dépêchent des médecins qui
« viennent visiter nos caves. Ils mettent à part autant de
« vin qu'ils jugent à propos de nous en laisser boire pour
« notre santé. Ils reviennent au bout de l'année ; et s'ils
« jugent que nous avons excédé d'une bouteille l'ordon-
« nance, ils nous condamnent à forte amende ; et pour
« peu que nous soyons récalcitrants, on nous envoie à
« Toulon boire de l'eau de la mer (9). »

Dans la satire des *Finances*, qu'il faudrait pouvoir citer en entier, pour en admirer la finesse et la verve, mais dont le badinage apparent cache des traits acérés, Voltaire peint sur le vif le « royal directeur des
« aides et gabelles » ; celui-ci fait preuve, envers le contribuable, d'un cynisme déconcertant :

« Je viens prendre chez vous les droits qui me sont
[dus.

« ... Voici votre mémoire

« Tant pour les brocs de vin qu'ici nous avons bus ;

« Tant pour ceux qu'aux marchands vous n'avez point
[vendus,

(9) Dict. phil. Gouvernement, sect. III,

« Et pour ceux qu'avec vous nous comptons encor
[boire.

« Tant pour le sel marin duquel nous présumons
« Que vous deviez garnir vos savoureux jambons.
« Vous ne l'aviez point pris, et vous deviez le prendre.
« Composons, s'il vous plaît. Payez dans ce moment
« Deux mille écus tournois par accommodement. »

Les commis des gabelles obligent strictement les contribuables à acheter tout le sel du devoir : « Un homme qui a tant de cochons doit prendre tant de sel pour les saler ; et s'ils meurent, il doit prendre la même quantité de sel, sans quoi il est mis à l'amende et on vend ses meubles (10). » Surtout ils sont sans pitié pour la contrebande ; Voltaire cite le cas de paysans saisis impitoyablement par les gardes pour avoir acheté quelques livres de sel à Ferney au lieu de le prendre à Gex (11). Nous verrons plus tard Voltaire poursuivre la suppression des aides et des gabelles dans le pays de Gex. Il fit aussi mettre ce territoire au nombre des provinces réputées étrangères, quoiqu'il désapprouvât ces différences de régimes.

« Pourquoi, en faisant des lois, demande-t-il, oublie-t-on de ranger toutes les provinces du royaume sous une loi uniforme, et laissa-t-on subsister cent quarante coutumes, cent quarante-quatre mesures différentes ?

(10) Les Finances, note b.

(11) Lettre à M. de Fargès, 9 fév. 1776.

« Pourquoi les provinces de ce royaume furent-elles
« toujours réputées étrangères l'une à l'autre, de
« sorte que les marchandises de Normandie, trans-
« portées en Bretagne, paient des droits comme si
« elles venaient d'Angleterre (12) ?

« Vous voyagez dans une province de cet empire,
« raconte-t-il autre part (13), et vous y achetez des
« choses nécessaires au vêtir, au manger et au boire
« et au coucher. Passez-vous dans une autre province,
« on vous fait payer des droits pour toutes ces den-
« rées, comme si vous veniez d'Afrique. Vous en de-
« mandez la raison, on ne vous répond point ; ou si
« l'on daigne vous parler, on vous répond que vous
« venez d'une province *réputée étrangère*, et que par
« conséquent il faut payer pour la commodité du com-
« merce. Vous cherchez en vain à comprendre com-
« ment des provinces du royaume sont étrangères au
« royaume. »

Il ne peut que constater cette situation étrange et
fait remarquer l'illogisme des traites par une com-
paraison pittoresque : « Charger de taxes, dans ses
« propres états, les denrées de son pays d'une pro-
« vince à l'autre, rendre la Champagne ennemie de
« la Bourgogne et la Guienne de la Bretagne. C'est
« comme si je postais quelques-uns de mes do-
« mestiques dans une antichambre pour arrêter et

(12) Dict. phil. Pourquoi (les).

(13) Dict. phil. Gouvernement, sect. III.

« pour manger une partie de mon souper quand on
« me l'apporte (14). »

Malheureusement, ces taxes maintenues sans raison plausible, contraires à tout bon sens, opposent de nombreuses entraves au commerce; il est regrettable que Colbert ne soit pas parvenu à les supprimer et qu'elles aient continué à subsister avec tant d'autres abus. « La taille arbitraire, la multiplicité des droits, « les douanes de province à province, qui rendent une « partie de la France étrangère à l'autre, et même « ennemie, l'inégalité des mesures d'une ville à « l'autre... ne purent être guéries », remarque-t-il avec regret.

Mais il espère fermement que cette situation absurde cessera bientôt d'exister, comme il l'écrit à son ami, M. Servan, avocat-général au parlement de Grenoble (15). « Vous nous ferez sortir du chaos où nous « sommes, chaos que Louis XIV a voulu en vain débrouiller. Nos petits-enfants s'étonneront peut-être un jour que la France ait été composée de provinces devenues par la législation même, ennemies « les unes des autres. On ne pourra comprendre à « Lyon que les marchandises du Dauphiné aient payé « des droits d'entrée comme si elles venaient de Russie. »

Le droit de contrôle est aussi dangereux pour les contribuables que les aides et la gabelle; il est imposé

(14) Dialogue entre un philosophe et un contrôleur-général.

(15) Lettre à M. Servan, 27 septembre, 1769.

sur les mutations à titre onéreux aussi bien qu'à titre gratuit ; mais comme l'impôt est proportionnel à la valeur des biens transmis, les contrôleurs qui sont chargés d'en faire l'estimation commettent des injustices sans nombre. Plus d'un pourrait présenter au contrôleur-général « un beau mémoire par lequel
« il se justifiait d'avoir réduit vingt familles à l'au-
« même. Elles avaient hérité de leurs oncles ou tantes,
« ou frères ou cousins ; il avait fallu payer les droits.
« Le domanier leur avait prouvé généreusement
« qu'elles étaient beaucoup plus riches qu'elles ne
« croyaient ; et, en conséquence, les ayant condam-
« nées à l'amende du triple, les ayant ruinées en frais,
« et fait mettre en prison les pères de famille, il avait
« acheté leurs meilleures possessions sans bourse dé-
« lier (16) » Voltaire raconte ici un fait dont il a été témoin (17) et qui s'est malheureusement produit plus d'une fois. Cela prouve la nécessité de réformer

(16) L'Homme aux quarante écus. Audience de M. le contrôleur-général.

(17) Il fait également allusion à ce fait dans la pièce de vers intitulée « Les Finances », dont nous avons parlé plus haut :

« Que vous êtes heureux ! votre bonne fortune.
« En pénétrant mon cœur, à nous deux est commune.
« Du *domaine* royal je suis le *contrôleur* :
« J'ai su que depuis peu vous goûtez le bonheur
« D'être seul héritier de votre vieille tante.
« Vous pensiez n'y gagner que mille écus de rente :
« Sachez que la défunte en avait trois fois plus.
« Jouissez de vos biens, par mon savoir accrus.
« Quand je vous enrichis, souffrez que je demande,
« Pour vous être trompé, dix mille francs d'amende. »

un impôt qui réduit le peuple à la misère sans que le roi en tire aucun profit.

§ 3. — LES CORVÉES

Enfin, Voltaire s'élève encore contre les corvées, l'impôt le plus injuste, car il retombe tout entier sur un petit nombre de citoyens et les accable. Seuls les paysans sont chargés de l'entretien et de la construction des routes, aux dépens de la culture des terres :

« Si nous avons un moment de relâche, disent-ils, on
« nous traîne aux corvées à deux ou trois lieues de nos
« habitations, nous, nos femmes, nos enfants, nos
« bêtes de labourage également épuisées, et quelque-
« fois mourans pêle-mêle de lassitude sur la route.
« Encore si l'on ne forçait à cette dure surcharge que
« dans les temps de désœuvrement ! mais c'est sou-
« vent dans le moment où la culture de la terre nous
« appelle. On fait périr nos moissons pour embellir
« des grands chemins, larges de soixante pieds, tan-
« dis que vingt pieds suffiraient. Ces routes fastueuses
« et inutiles ôtent au royaume une grande partie de
« son meilleur terrain, que nos mains cultiveraient
« avec succès (18). »

(18) Requête à tous les magistrats du royaume.

Cf. Remontrances du pays de Gex au roi : « Nos pauvres et hon-
« nêtes cultivateurs... ne sont plus soumis à la tyrannie vandale des
« corvées. On les traînait loin de leurs chaumières eux et leurs
« femmes ; on les forçait à travailler sans salaire, eux qui ne vivent
« que de leur salaire, comme l'a si bien dit un des plus vertueux et

Une réforme urgente s'impose, et Voltaire propose deux façons de remplacer les corvées. L'une serait de faire travailler les troupes aux grands chemins, comme on l'avait autrefois proposé, en doublant leur paye au besoin. Au moment où Turgot poursuit la suppression des corvées, Voltaire écrit à son collaborateur, M. de Vaines, le 30 mars 1776 : « Je vous avoue
« ...que l'ancienne proposition renouvelée par M. Sé-
« guier de faire travailler les troupes aux grands che-
« mins m'a fait beaucoup d'impression... M. Séguier
« veut qu'on double leur paye. Je ne m'y connais
« point. »

Ce système séduit beaucoup Voltaire, car, dit-il,
« Il est juste que ceux qui profitent le plus de l'agré-
« ment des belles routes y contribuent. Il est encore
« plus juste que ceux qui les gâtent les raccommodent
« (19). »

Le second moyen serait la combinaison d'une prestation en nature fournie par les paysans avec une contribution générale, pesant sur tous les propriétaires. « Il est juste que nous (propriétaires) contri-
« buions à l'entretien des chemins puisque nous en

« des plus savants gentilshommes de votre royaume (Turgot) ; on les
« traitait enfin bien plus cruellement que les bêtes de somme, à qui
« l'on donne du moins la pâture quand on les fait travailler. »

Cf. aussi la lettre à M. Dupont, 14 fév. 1776 : « L'horreur des cor-
« vées consiste à faire venir de trois à quatre lieues de pauvres fa-
« milles sans leur donner ni nourriture, ni salaire, et à leur faire
« perdre plusieurs journées entières, qu'ils emploieraient utilement à
« cultiver leurs héritages. »

(19) Lettre à M. de Vaines, 30 mars 1776.

« jouissons. Tous nos manœuvres demandent à y travailler chacun dans le district dont ils dépendent », écrit-il à M. Dupont, le 20 mars 1776. La confection des routes continuerait à être confiée aux paroisses limitrophes ; mais celles-ci l'effectueraient à leur gré, suivant la façon qui leur plairait le mieux. Les paysans y travailleraient encore, mais sans s'éloigner de leur habitation : « Que chacun travaille sur son ter-
« ritoire, tous les ouvrages seront faits avec très peu
« de dépense (20). » Mais comme tout le travail ne pourrait pas être effectué par ce moyen, le surplus sera accompli par des ouvriers payés à l'aide de la contribution générale. Voltaire trouve ce système préférable à l'adjudication des routes aux entrepreneurs de travaux publics. « Un entrepreneur de tous les
« chemins de la province voudra y gagner beaucoup.
« Chaque paroisse, en travaillant séparément, et en
« payant un peu sous la direction de monsieur l'intendant, rendra le fardeau insensible (20). »

Cependant, c'est pour confier les routes à des entrepreneurs, que Turgot supprime la corvée. Mais Voltaire approuve pleinement cette mesure, car il cherche avant tout le soulagement du peuple.

§ 4. — LES PRIVILÈGES

Dans ses ouvrages, Voltaire ne cesse de critiquer les privilèges fiscaux, les achats de charges, en ou-

(20) Lettre à M. Dupont, 20 mars 1776.

bliant qu'il avait lui-même acquis celle de gentilhomme de la chambre du roi, pour s'exempter de la taille; cela ne doit d'ailleurs pas faire suspecter son entière bonne foi et Voltaire aurait volontiers payé l'impôt sur son revenu. Il ne cesse de poursuivre de ses sarcasmes les usurpateurs de noblesse, dont le seul but est de s'exempter de la taille: « Cette multipli-
« cité ridicule de nobles sans fonction et sans vraie
« noblesse, cette distinction avilissante entre l'ennobli inutile qui ne paye rien à l'état, et le roturier
« utile qui paye la taille, ces charges qu'on acquiert
« à prix d'argent, et qui donnent le vain nom d'éculier, tout cela ne se trouve point ailleurs (21). »

Ce sont surtout les privilèges ecclésiastiques qu'il ne peut admettre; si le clergé ne possède pas le tiers des biens du royaume, comme certains le prétendent à tort, il n'en jouit pas moins d'une fortune considérable et paie au roi, sous le nom de dons gratuits, de faibles sommes disproportionnées avec ses revenus. Les évêques se fondent d'abord sur « l'ancien usage
« où étaient tous les seigneurs des fiefs, d'accorder
« des dons gratuits au roi dans les besoins de l'état.
« Lorsque tout changea depuis, le clergé ne changea
« pas; il conservera l'usage d'aider l'Etat par des dons
« gratuits. » Mais ils refusent toute valeur à cette raison quand ce sont les nobles qui l'invoquent. Pour renforcer leurs prétentions, ils s'appuient aussi sur cette « immunité toujours réclamée par l'Eglise, et

(21) Essai sur les Mœurs, ch. XCVIII. De la noblesse.

« cette maxime « que son bien est le bien des pauvres » ; non qu'elle prétende ne devoir rien à l'Etat dont elle tient tout ; car le royaume, quand il a des besoins, est le premier pauvre ; mais elle allègue pour elle le droit de ne donner que des secours volontaires (22). »

De temps en temps, le clergé paie donc à l'état une somme de plusieurs millions qui est censée représenter les impositions dues pour un certain nombre d'années. Il lui est très difficile de rassembler une somme aussi considérable : « Le clergé de France oblige toujours un usage onéreux pour lui quand il paie au roi un don gratuit de plusieurs millions pour quelques années. Il emprunte ; et, après avoir payé les intérêts, il rembourse le capital aux créanciers, ainsi il paie deux fois. Il eût été plus avantageux pour l'Etat et pour le clergé en général, et plus conforme à la raison, que ce corps eût subvenu aux besoins de la patrie par des contributions proportionnées à la valeur de chaque bénéfice (23). »

A tous points de vue, il serait donc préférable de soumettre le clergé aux mêmes impôts que le reste de la nation.

Les évêques et les moines ne se contentent pas de payer moins qu'ils ne doivent, au détriment des paysans, « ils ont encore trouvé le moyen, dans plusieurs provinces, de mettre des taxes sur le peuple, et de

(22) Siècle de Louis XIV, ch. XXXV.

(23) Siècle de Louis XIV, ch. XXXV.

« se les faire payer comme un droit légitime. » A l'origine, ces taxes, les dîmes ecclésiastiques, étaient destinées à assurer l'entretien du culte ; elle n'aurait dû être payées qu'aux curés. Mais « dans quelques pays « les moines s'y étant emparé des dîmes au préjudice « des curés, les paysans ont été obligés de se taxer eux-mêmes pour fournir à la subsistance de leurs pasteurs ; et ainsi dans plusieurs villages, surtout en « Franche-Comté, outre la dîme que les paroissiens « paient à des moines ou à des chapitres, ils paient « encore par feu trois ou quatre mesures de blé à « leurs curés (24). »

« Certes, pense Voltaire, il est juste que les curés « soient bien payés ; mais il vaudrait beaucoup mieux « leur rendre une portion de la dîme que les moines « leur ont enlevée que de surcharger de pauvres paysans (24). » Cette réforme a été accomplie par un édit de mai 1768, qui fixe les portions congrues et charge les décimateurs de les payer ; mais cet édit a négligé d'abolir la seconde dîme, qui n'a plus sa raison d'être : « il semble que les paysans ne devraient « plus être tenus de payer une seconde dîme à leurs « curés ; taxe à laquelle ils ne s'étaient obligés que « volontairement et dans un temps où le crédit et la « violence des moines avaient ôté aux pasteurs tous « les moyens de subsister. » Des lettres-patentes l'ont supprimée en Poitou ; mais elle continue à être per-

(24) Dict. phil. Impôt, sect. IV.

que dans le reste de la France, au grand dommage de l'agriculture: c'est pourquoi « il serait bien digne de « la justice et de la bienfaisance de sa majesté, de « faire une loi semblable pour les autres provinces « qui se trouvent dans le même cas que celle du Poi- « tou, comme la Franche-Comté, etc... (24). »

Voltaire n'approuve pas complètement les mesures prises par cet édit; il demande l'abolition complète de la dîme. Cet impôt en nature, qui ne tient pas compte des frais de culture et s'ajoute à des taxes nombreuses, achève d'écraser l'agriculteur et fait considérer le curé comme un ennemi de ses ouailles. Si celui-ci était payé directement par la province, il jouirait d'un revenu suffisant et assuré sans que ses paroissiens en souffrent (25). Quant aux moines, les domaines qu'ils possèdent et les aumônes qu'ils reçoivent les enrichissent assez pour qu'on puisse leur enlever le profit de la dîme.

(25) « Il est triste... qu'un curé soit obligé de disputer trois gerbes de blé à son ouaille, et qu'il ne soit pas plus largement payé par « la province... Le malheureux cultivateur qui a déjà payé aux pré- « posés son dixième, et les deux sols pour livre, et la taille et la ca- « pitation, et le rachat du logement des gens de guerre, après qu'il « a logé les gens de guerre, etc., etc. ; cet infortuné, dis-je, qui « se voit encore enlever le dixième de sa récolte par son curé, ne le « regarde plus comme son pasteur, mais comme son écorcheur, qui lui « arrache le peu de peau qui lui reste. Il sent bien qu'en lui enle- « vant la dixième gerbe de droit divin, on a la cruauté diabolique de « ne pas tenir compte de ce qu'il lui en coûte pour faire croître cette « gerbe... Si le curé était payé par la province, il serait la consola- « tion de ses paroissiens, au lieu d'être regardé par eux comme un « ennemi. » L'Homme aux quarante écus. Des impôts payés à l'étran- ger.

Mais Voltaire s'élève encore plus contre les impôts payés à l'étranger, au Saint-Siège, et dont l'Homme aux quarante écus s'étonne à bon droit : « il me dit qu'il venait de rencontrer un homme qui se disait protonotaire du Saint-Siège, et que cet homme envoyait une grosse somme d'argent à trois cents lieues d'ici à un Italien au nom d'un Français à qui le roi avait donné un petit fief ; et que ce Français ne pouvait jamais jouir des bienfaits du roi s'il ne donnait à cet Italien la première année de son revenu (26). »

Cet impôt, et d'autres de même espèce, font chaque année sortir de grosses sommes de France, sans raison plausible et surtout sans que les citoyens en reçoivent le moindre avantage ; et Voltaire trouve qu'il est grand temps de se soustraire à ces « saintes usurpations. »

§ 5. — LES TRAITANTS

Peu d'hommes excitèrent la verve cruelle de Voltaire comme les traitants. Dans l'Homme aux quarante écus, il les appelle « une armée de faquins deux fois plus nombreuse que celle d'Alexandre, commandée par soixante généraux qui mettent le pays à contribution, qui remportent des victoires signalées tous les jours, qui font des prisonniers, et qui quelquefois les sacrifient en l'air ou sur un pe-

(26) L'Homme aux quarante écus. Des impôts payés à l'étranger.

« tit théâtre de planches, comme fesaient les anciens
« Scythes (27). » Il ne cesse pas de dénoncer les
abus qu'ils commettent, les exactions dont ils se ren-
dent coupables. Ils poursuivent avec rapacité le re-
couvrement des impôts; si un contribuable résiste
« On lui fait entendre raison en le mettant dans un
« cachot, et en faisant vendre ses meubles. S'il résiste
« aux exacteurs que le nouveau Testament a dam-
« nés, on le fait pendre, et cela rend tous ses voisins
« infiniment accommodans (28). »

Ils cherchent à tirer autant d'argent que possible
des contribuables et multiplient les frais dont ils
touchent leur part; ainsi le peuple est surchargé
sans qu'il en revienne aucun profit à l'Etat; dans la
perception des impôts indirects, avec cette législation
compliquée qui se prête à tant de fraudes réelles ou
imaginaires, les traitants peuvent facilement faire
fortune.

Nous connaissons déjà les lignes suivantes adres-
sées à l'abbé Baudeau: « Vous entendez surtout une
« grande partie de cette somme que coûte les impôts
« indirects à l'Etat tombée dans les poches des fer-
« miers de l'Etat, dans celles de leurs agents, et des
« commis de leurs agents, et des alguazils de leurs
« commis. Vous cherchez donc un moyen de faire
« tomber dans les trésors du roi le produit des im-
« pôts nécessaires pour payer ses dettes, sans que ce

(27) L'Homme aux quarante écus. Entretien avec un géomètre.

(28) Dict. phil. Impôt, sect. I.

« produit passe par toutes les filières d'une armée de
« subalternes, qui l'atténuent à chaque passage, et
« qui n'en laissent parvenir au roi que la partie la
« plus minime (29). » Il écrit aussi à Turgot sur le
« même sujet : « Il paraît donc que le roi ne retire
« pas de la France ce qu'il en pourrait tirer, quoique
« les peuples soient surchargés d'impôts (30). »

La satire des *Finances* est consacrée tout entière à
montrer comment on « travaille un royaume en fi-
« nance. » Les fermiers des aides et gabelles n'au-
raient peut-être pas le cynisme de dire au contri-
buable :

« Je fais loyalement deux parts de votre bien :
« La première est au roi qui n'en retire rien ;
« La seconde est pour moi. »

Mais ils agissent généralement ainsi et ruinent les con-
tribuables sans remords :

« ...ces messieurs, discrètement unis,
« Font des biens au soleil un petit inventaire ;
« Saisissent tout l'argent, démeublent les logis. »

Toute résistance est inutile de la part des victimes :

« On les prend, on les lie, on les mène en prison ;
« On les juge ; on en fait de nobles argonautes,
« Qui, du port de Toulon devenus nouveaux hôtes,

(29) Diatribe à l'auteur des Ephémérides.

(30) Mémoire à M. Turgot, 8 janv. 1776.

« Vont ramer pour le roi vers la mer de Cadix.
« La pauvre mère expire en embrassant son fils ;
« L'enfant abandonné gémit dans l'indigence :
« La fille sans secours est servante à Paris.
« C'est ainsi qu'on *travaille un royaume en finance.* »

Mais ces exactions sont généralement le fait des percepteurs ; les véritables fermiers-généraux se contentent d'encaisser le produit de l'impôt, sans savoir même parfois comment il est levé. D'ailleurs, ils ne sont pas seuls à jouir des profits des fermes ; il arrive souvent que le roi accorde à un particulier une pension qui doit être prise sur ces profits ; ces croupes, fort nombreuses, diminuent d'autant le revenu public. Voltaire est loin de les approuver en principe et ne ménage pas les critiques aux fermiers.

« Une partie considérable des citoyens a toute sa subsistance assignée sur une maison qui n'a rien : et
« cent personnes ont acheté, chacune cent mille écus,
« le droit de recevoir et de payer l'argent dû à ces
« citoyens sur cette hôtel imaginaire : droit dont ils
« n'usent jamais, ignorant profondément ce qui est
« censé passer par leurs mains (31). »

La puissance croissante des fermiers-généraux lui inspire l'appréhension que Colbert avait déjà ressentie : « Il craignait tellement de livrer l'Etat aux
« traitants que, quelques temps après la dissolution
« de la chambre de justice qu'il avait fait ériger

(31) Dict. phil. Gouvernement, sect. III.

« contre eux, il fit rendre un arrêt du conseil qui établissait la peine de mort contre ceux qui avançaient de l'argent sur de nouveaux impôts (32). » Cette simple phrase, qui prouve l'admiration de Voltaire pour l'œuvre de Colbert, paraît aussi contenir un obscur regret : quel homme aurait maintenant le courage de remettre en vigueur des mesures si nécessaires et d'abattre définitivement les fermiers-généraux ?

En effet, d'après ces quelques passages, et on pourrait en citer de semblables à l'infini (33), il semble que Voltaire ressente une aversion insurmontable pour les fermiers généraux et cherche à avoir avec eux aussi peu de rapports que possible. Or, il n'en est rien ; Voltaire était l'ami des grands financiers de son temps, Caumartin, Dupin, Delahante, et surtout des frères Pâris ; ce fut grâce à eux, à leurs conseils, à sa participation aux profits des fermes, qu'il édifia sa fortune. La méthode qu'il suivit ne fut pas mauvaise puisque, ayant hérité de son père cinq à six mille livres de rente, il en possédait quatre-vingt mille en 1740 et qu'il en laissa plus de cent soixante mille à sa mort. Aussi « pendant la guerre de Sept ans,

(32) Siècle de Louis XIV, ch. XXX.

(33) Cf. Requête à tous les magistrats du royaume : « Vous connaissez les vexations qui nous arrachent si souvent le pain que nous préparons pour nos oppresseurs même. La rapacité des préposés à nos malheurs n'est pas ignorée de vous. »

Cf. aussi les Remontrances du pays de Gex au roi : Vous nous délivrez d'une foule de commis qui nous réduisaient à la mendicité, et qui dépouillaient encore cette mendicité même. »

« Si l'infanterie de Rosbach n'avait ni subsistances,
« ni souliers, » si la cavalerie « manquait de bottes »
« et si l'armée ne vivait enfin que de « maraudes exé-
« crables, » n'est-il pas plaisant d'apprendre « que
« Voltaire en a sa part de responsabilité (34) ? »

Il semble donc se montrer des plus ingrats envers les auteurs de sa fortune ; mais heureusement, il est parfois plus juste envers eux. Dans son article sur les *Embellissements de Paris*, il cite quelques traits de désintéressement accomplis par des fermiers-généraux qui, pendant la guerre, et même pendant la paix, offrirent au gouvernement de lui prêter de l'argent pour un taux minime ou sans payer aucun intérêt ; il reconnaît aussi que certains d'eux sont de très honnêtes hommes et remplissent leurs fonctions sans s'enrichir. « Un d'eux fournit du blé à une province qui « en manquait, sans y faire le moindre profit, et « n'accepta qu'une médaille que la province fit frapper en son honneur. Enfin, il n'y a pas longtemps « que nous avons vu un homme de finances qui seul « avait secouru l'Etat plus d'une fois, et qui laissa à « sa mort dix millions d'argent prêtés à des particuliers, dont cinq ne portaient aucun intérêt. Il y « a donc de très grandes âmes parmi ceux qu'on soupçonne de n'avoir que des âmes intéressées. »

Enfin, même en admettant que les fermiers-généraux se soient enrichis grâce à leurs nombreux abus

(34) Brunetière. Etudes critiques sur la littérature française, t. I, p. 264.

de pouvoir, l'existence de leurs grandes fortunes est vraiment utile à l'Etat « car l'empereur ayant eu besoin d'argent, il trouva en une heure, par leur moyen, ce qu'il n'aurait pas eu en six mois par les voies ordinaires : il (Babouc) vit que ces gros nuages, enflés de la rosée de la terre, lui rendaient en pluie ce qu'ils en recevaient (35). »

Enfin, Voltaire admet la nécessité des receveurs : « puis-que tout le monde doit payer, » il faut quelqu'un pour recevoir l'argent versé. Mais comment les obliger à remplir leurs fonctions avec intégrité, c'est ce qu'il a négligé de nous dire.

(35) Vision de Babouc, ou le Monde comme il va,

CHAPITRE II

CRITIQUE DES THEORIES FISCALES

Voltaire, qui conclut à la nécessité de réformer les impôts, est très sceptique sur la valeur des théories proposées dans ce but. Quand l'Homme aux quarante écus obtient une audience du contrôleur-général, il assiste au défilé des citoyens qui présentent tous des projets merveilleux : « L'un avait proposé de « mettre les impôts sur l'esprit. Tout le monde, dit-il, s'empressera de payer, personne ne voulant « passer pour un sot... »

« Un autre proposa d'établir l'impôt unique sur « les chansons et sur le rire, attendu que la nation « était la plus gaie du monde, et qu'une chanson la « consolait de tout. »

Le ministre désabusé montre à chacun les défauts de son plan ; Voltaire agit de même à l'égard d'auteurs plus sérieux. D'une part, il critique les œuvres de Bois-Guillebert et de Vauban, de façon superficielle, il est vrai ; mais il approfondit la théorie physiocratique de l'impôt unique sur la terre dans *l'Homme aux quarante écus*.

§ 1. — BOIS-GUILLEBERT ET VAUBAN

Voltaire manque souvent de netteté quand il exprime ses opinions sur ces deux auteurs ; il commet

des confusions fréquentes entre eux et semble parfois se contredire.

Cependant, un fait ressort nettement : son antipathie pour Bois-Guillebert ; à plusieurs reprises, il a occasion de citer son nom et il l'accompagne toujours d'un commentaire défavorable. Quelle faute avait donc commis Bois-Guillebert pour s'attirer une telle aversion ? Ces quelques mots nous l'indiquent : « ...un Normand, nommé Bois-Guillebert, qui avait perdu sa fortune au jeu, voulut décrier l'administration de Colbert, comme si les satires eussent pu réparer ses pertes (1). » Or, Voltaire considère, avec raison, Colbert, comme l'un des plus grands ministres qui aient jamais gouverné la France ; dans le *Siècle de Louis XIV*, plusieurs pages sont consacrées à son panégyrique et Voltaire ne peut assez le louer de l'œuvre qu'il a accomplie.

Mais, pour adresser ces critiques à Bois-Guillebert, Voltaire a du lire son ouvrage principal, le *Détail de la France*, dont il cite le titre (2), et cette lecture a exercé sur lui, à son insu, une influence dont nous verrons les effets.

Or, parlant toujours de Bois-Guillebert, Voltaire

(2) Diatribe à l'auteur des *Ephémérides*.

Cf. *Siècle de Louis XIV*, ch. XXX : « Un Bois-Guillebert, lieutenant-général au baillage de Rouen, fit imprimer dans ce temps-là, le *Détail de la France*, en deux petits volumes, et prétendit que tout avait été en décadence depuis 1660. C'était précisément le contraire. »

continue: « C'est ce même homme qui fit depuis la « *dixme royale* sous le nom du maréchal de Vauban, « et cent barbouilleurs de papier s'y trompent encore « tous les jours. » Mais les « barbouilleurs de papier » avaient raison contre Voltaire; la Dixme royale était bien l'œuvre de Vauban. Si on la compare avec le Détail de la France, la confusion entre les deux auteurs n'est guère possible, car Bois-Guillebert possède un style plus proluxe que celui de Vauban, et ne montre pas la même hardiesse dans ses conceptions fiscales.

L'erreur de Voltaire est explicable car, en 1707, Bois-Guillebert publia jusqu'à trois éditions de ses œuvres complètes sous le titre mensonger de « Testament politique de Monsieur de Vauban, » avec le portrait du maréchal. Voltaire connaissait Bois-Guillebert pour le véritable auteur de cet ouvrage et fut ainsi conduit à lui attribuer la dixme royale publiée elle aussi sous le nom de Vauban.

Tout en la croyant l'œuvre de Bois-Guillebert, Voltaire approuve cependant la Dixme royale : « Pour « quoi donc les ministres éclairés de Louis XIV, et « surtout ce grand Colbert lui-même, ont-ils mieux « aimé recourir aux traitants qu'à la dixme propor- « tionnelle du maréchal de Vauban, à laquelle il a « fallu avoir recours en partie (3) ? » dit-il en faisant allusion à la brève carrière du cinquantième. Il est probablement séduit par le caractère de proportionnalité de cet impôt, mais n'envisage pas les difficultés soulevées par la perception en nature.

(4) Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot.

§ 2. — LA THÉORIE PHYSIOCRATIQUE

Voltaire fut toujours en relations suivies et même très amicales avec les physiocrates, particulièrement avec Saint-Lambert et Turgot. Sur bien des points, il était en conformité d'idées avec eux : même pitié pour les agriculteurs, même désir de les soulager ; sans être partisan de leur doctrine, il agissait parfois dans le même sens que les physiocrates et il soutint indirectement leur propagande contre les taxes de consommation, tout en invoquant des arguments différents.

Il était trop indépendant d'esprit pour se courber sous un joug quelconque, et resta toujours spectateur de leur activité, tantôt louant leur œuvre tantôt ne ménageant pas les critiques. Il fit ainsi une blessure cruelle à leur réputation en se moquant avec esprit de leur projet d'impôt unique : le conte de l'Homme aux quarante écus est presque entièrement écrit dans ce but.

D'après plusieurs de ses lettres, il aurait connu cette théorie par l'ouvrage de Mercier de la Rivière : « J'ai lu une grande partie de l'Ordre essentiel des « Sociétés. Cette essence m'a porté quelquefois à la « tête et m'a mis de mauvaise humeur. Il est bien « certain que la terre paye tout ; quel homme n'est « pas convaincu de cette vérité ? Mais qu'un seul « homme soit le propriétaire de toutes les terres,

« c'est une idée monstrueuse et ce n'est pas la
« seule de cette espèce dans ce livre (4). »

Au premier abord, Voltaire ne semble pas s'élever
contre la conception même d'un impôt unique sur la
terre ; mais il ne peut admettre l'idée de la copropriété
du roi sur la terre ; elle le bouleverse, et c'est elle
qu'il prend pour point de départ de sa critique.
« Il parut plusieurs édits de quelques personnes
« qui, se trouvant de loisir, gouvernent l'état au coin
« de leur feu. Le préambule de ces édits était que la
« puissance législatrice et exécutrice est née de droit
« divin copropriétaire de ma terre, et que je lui dois
« la moitié de ce que je mange. L'énormité de l'esto-
« mac de la puissance législatrice et exécutrice me
« fit faire un grand signe de croix (5). »

Avec ce système de copropriété où le laboureur
verse au roi la moitié de son revenu, les physiocrates
arrivent à obtenir des sommes considérables... en
principe : « Vous payez vingt écus pour quatre ar-
« pents qui vous en rapportent quarante. L'homme
« riche qui possède quatre cents arpents payera deux
« mille écus par ce nouveau tarif, et les quatre-
« vingt millions d'arpents rendront au roi douze cent
« millions de livres par année ou quatre cent millions
« d'écus. » — Cela me paraît impraticable et impos-
« sible » objecte l'Homme aux quarante écus, effaré
par l'énormité des chiffres. — Vous avez raison, ré-

(5) Lettre à D'amilaville, 16 oct. 1767.

(6) L'Homme aux quarante écus.

pond le géomètre, et cela prouve « qu'il y a un vice « fondamental de raisonnement dans nos nouveaux « ministres. » Le vice fondamental, c'est cette copropriété de droit divin qui réclame aux paysans la moitié de leurs biens et leur laisse à peine de quoi vivre.

Mais Voltaire lui-même commet « un vice fondamental de raisonnement, » dans son évaluation, en appliquant une base de calcul erronée : « Vous payez « vingt écus pour quatre arpents qui vous en rap-
« portent quarante, » dit-il, et il considère que dans toute la France, chaque arpent rapporte dix écus et doit par conséquent, en payer cinq au roi ; il transforme l'impôt des physiocrates en une taxe proportionnelle à la contenance du fonds. Or, telle n'a jamais été leur projet ; ils donnent au roi, non pas cinq écus par arpent, mais la moitié du produit net de chaque exploitation, c'est-à-dire une somme variable suivant le degré de culture des terres, la richesse du sol et pouvant même se réduire à rien. Les physiocrates veulent proportionner l'impôt à la fortune réelle du contribuable et Voltaire ne prend pas ce but en considération.

Mais Voltaire a raison en trouvant trop élevé le taux fixé par les physiocrates. Cependant, l'établissement même de l'impôt unique rend ce taux nécessaire ; puisque les Economistes refusent délibérément de recourir aux autres sources de revenus publics, il faut que la terre soit lourdement chargée pour produire une somme suffisante. Cela seul montre l'injus-

tice de ce projet : « l'énormité de l'estomac de la « puissance législatrice et exécutrice » s'ajoute aux autres motifs de repousser cette théorie.

Mais la notion même d'un impôt territorial unique lui déplait : « Je ne sais si c'est parce que je cultive « quelques arpents de terre, que je n'aime pas que les « terres soient seules chargées d'impôts (6). »

Voltaire n'a jamais pu admettre la productivité exclusive de la terre ; il la combat ici en examinant tour à tour les divers revenus soi-disant incapables de supporter l'impôt. Sans le dire implicitement, il reconnaît, comme David Hume, l'existence d'un produit net dans les principales branches de la production, ce qui détruit la base même de la théorie physiocratique.

Il fait d'abord remarquer les injustices auxquelles on arrive en immunisant les fortunes pécuniaires ; avec ce système il suffirait de vendre ses terres pour échapper à l'impôt et pour jouir en paix d'immenses fortunes qui n'ont en réalité rien payé, malgré cette explication ironique : « Moi ! dit un ami enrichi, à l'Homme aux quarante écus, « moi ! dit-il, « que je contribue aux besoins de l'Etat ? Vous voulez rire, mon ami : j'ai hérité d'un oncle qui avait « huit millions à Cadix et à Surate. je n'ai pas un « pouce de terre, tout mon bien est en contrats, en « billets sur la place ; je ne dois rien à l'Etat ;

(7) Lettre à M. de Chardon, 25 déc. 1767.

« c'est à vous de donner la moitié de votre subsistance, vous qui êtes un seigneur terrien. Ne voyez-vous pas que, si le ministre des finances exigeait de moi quelques secours pour la patrie, il serait un imbécile qui ne saurait pas calculer ; car tout vient de la terre ; l'argent et les billets ne sont que des gages d'échange : au lieu de mettre sur une carte au pharaon cent setiers de blé, cent bœufs... je joue des rouleaux d'or qui représentent ces denrées délicieuses. Si, après avoir mis l'impôt unique sur ces denrées, on venait encore me demander de l'argent, ne voyez-vous pas que ce serait un double emploi ? »

« Double emploi » ; Voltaire a trouvé là l'idée dominante de Quesnay : éviter que le même revenu ne soit frappé deux fois. D'après Quesnay, tout vient de la terre, toutes les dépenses de la nation sont payées à l'aide du revenu net de l'agriculture ; donc, en imposant ce revenu à sa source même, on taxe en réalité toutes les richesses qui circulent dans l'état ; mettre une taxe sur l'une d'elles serait par suite abusif. Mais Voltaire, niant la productivité exclusive de la terre, ne peut en admettre cette nouvelle conséquence.

Il est donc juste d'après lui de faire contribuer les fortunes pécuniaires à l'impôt, qu'elles aient été acquises dans le commerce ou dans les finances. Ce serait une injustice flagrante de soustraire à toute taxe les richesses acquises par les négociants, quoi

qu'en disent les physiocrates: « Mon oncle vendit à
« Cadix pour deux millions de votre blé, et pour deux
« millions d'étoffes fabriquées avec votre laine; il
« gagna plus de cent pour cent dans ces deux affaires.
« Vous concevez bien que ce profit fut fait sur des
« terres déjà taxées: ce que mon oncle achetait dix
« sous de vous, il le revendait plus de cinquante
« francs au Mexique; et tous frais faits, il est revenu
« avec huit millions (7). » Voltaire insiste ensuite
pour soumettre à l'impôt les receveurs des deniers pu-
blycs (8) sans songer que, avec le système des physio-
crates, ils ne pourraient s'enrichir; car il n'y aurait
plus de financiers. mais seulement des hommes char-
gés moyennant des appointements modiques de perce-
voir les impôts.

Il est aussi nécessaire que l'impôt frappe les ma-
nufactures: « ...j'aurais semé un champ de lin qui
« m'aura rapporté deux cents écus; et un gros ma-
« nufacturier aura gagné deux cent mille écus en
« faisant convertir mon lin en dentelles; ce manufac-
« turier ne paiera rien, et ma terre paiera tout,

(7) Désastre de l'Homme aux quarante écus.

(8) « Notre taxe avait été jusqu'ici de douze francs avant que nos
« grands ministres vous eussent pris vingt écus. Sur ces douze
« francs, le publicain retenait dix sous pour lui. Si dans votre pro-
« vince il y a cinq cent mille âmes, il aura gagné deux cent cinquante
« mille francs par an; qu'il en dépense cinquante, il est clair qu'au
« bout de dix ans il aura deux millions de bien. Il est très juste qu'il
« contribue à proportion, sans quoi tout sera perverti et bouleversé. »
L'Homme aux quarante écus. Entretien avec un géomètre.

« parce que tout vient de la terre (9) ? » Ce serait une véritable injustice ; comment admettre l'immunité des bénéfices industriels, quand ils sont dans une telle disproportion avec le revenu des terres ? « L'injustice de cette administration est aussi évidente « que son calcul est erroné. Il faut que l'industrie « soit favorisée, mais il faut que l'industrie opulente « secoure l'Etat. Cette industrie vous a certainement « ôté une partie de vos cent vingt livres, et se l'est « appropriée en vous vendant vos chemises et votre « habit vingt fois plus cher qu'ils ne vous auraient « coûté si vous les aviez faits vous-même. Le manu- « facturier... a retenu pour lui, chaque année, une « somme qui lui a valu trente mille livres de rente ; « il a donc acquis cette fortune à vos dépens ; vous ne « pourrez donc jamais lui vendre vos denrées assez cher « pour vous rembourser de ce qu'il a gagné sur vous ; « car, si vous tentiez ce surhaussement, il en ferait ve-

(9) Dict. phil. Impôt, sect. II.

Cf. l'Homme aux quarante écus. « N'y a-t-il pas aussi une prodigieuse injustice démontrée à me prendre la moitié de mon blé, de mon chanvre, de la laine de mes moutons, etc... et de n'exiger aucun secours de ceux qui auront gagné dix ou vingt ou trente mille livres de rente avec mon chanvre dont ils tissent de la toile, avec ma laine dont ils ont fabriqué des draps, avec mon blé qu'ils auront vendu plus cher qu'ils ne l'ont acheté ? »

Cf. aussi la lettre à M. Dupont, 14 fév. 1776. « En général, la terre « doit tout payer, parce que tout vient de la terre ; mais un horloger « qui emploie pour trente sous d'acier et de cuivre formés par la « terre, et qui avec cent écus d'or venus du Pérou, et cent écus de « carats venus de Golconde, fait une montre de soixante louis, n'est-il « pas plus en état de payer un petit impôt qu'un cultivateur dont le « terrain lui rend trois épis pour un ? »

« nir de l'étranger à meilleur prix. Une preuve que cela
« est ainsi, c'est qu'il reste toujours possesseur de ses
« trente mille livres de rente, et vous restez avec vos
« cent vingt livres qui diminuent souvent, bien loin
« d'augmenter (10). »

Dans le système de circulation imaginé par les physiocrates, le revenu net produit par l'agriculture, après avoir accompli un circuit plus ou moins compliqué à travers toutes les branches de l'activité économique, revenait en définitive aux propriétaires; ceux-ci pouvaient donc supporter le poids de tout l'impôt. Mais Voltaire considère ce qui se passe en réalité; même en admettant que tout vienne de la terre (11), le revenu qu'elle produit n'accomplit pas un circuit complet et tourne souvent au profit des industriels ou des commerçants, aux dépens des agriculteurs. « il est donc nécessaire et équitable que l'industrie raffinée du négociant paye plus
« que l'industrie grossière du laboureur (10). »

De même, il faut établir une taxe sur les maisons, car le loyer constitue pour le propriétaire un véritable revenu. Voltaire ne partage pas l'avis d'un révérend père carme déchaussé, dont l'ordre possède « cent mille livres
« de rente en maisons dans la même rue » : « Dieu

(10) L'Homme aux quarante écus. Entretien avec un géomètre.

(11) « Il est bien certain que la terre paie tout ; quel homme n'est
« pas convaincu de cette vérité. » (Lettre à D'Anulaville, 16 oct. 1787).
Cette phrase isolée dans l'œuvre de Voltaire constitue plutôt une boutade du philosophe mécontenté par l'idée de la copropriété du roi sur les terres, qu'une adhésion véritable à la théorie physiocratique de la circulation des richesses.

« nous préserve de payer une obole ! s'écrie-t-il avec
« componction. Le seul produit de la terre cultivée par
« des mains laborieuses, endurcies de calus et mouil-
« lées de larmes, doit des tributs à la puissance législa-
« trice et exécutrice. Les aumônes qu'on nous a don-
« nées nous ont mis en état de faire bâtir ces maisons
« dont nous tirons cent mille livres par an ; mais ces
« aumônes venant des fruits de la terre, ayant déjà payé
« le tribut, elles ne doivent pas payer deux fois. » Nous
retrouvons encore cette idée du double emploi, dont l'il-
logisme est souligné avec ironie.

L'impôt unique sur les terres, loin de soulager les
paysans, leur demanderait plus qu'ils ne peuvent don-
ner, et consacrerait une série d'injustices flagrantes ;
quoique, avec le système fiscal actuel, la situation des
contribuables ne soit pas plus heureuse : « Une telle
« législation contre laquelle tant de cris s'élevaient, et
« qui faisait verser tant de larmes, valait-elle mieux que
« celle qui m'ôte tout d'un coup nettement et paisible-
« ment la moitié de mon existence ? J'ai peur qu'à bien
« compter on ne m'en prit en détail les trois quarts sous
« l'ancienne finance, » conclut l'Homme aux quarante
écus.

Cependant, la meilleure preuve de l'impossibilité de
l'impôt unique, c'est qu'il n'a jamais été appliqué par
aucune « nation opulente » : l'impôt des physiocrates
présente de telles difficultés pratiques qu'il restera sans
doute à l'état d'utopie. Il ne pourrait avoir que des effets
néfastes et exercerait probablement une influence dé-

sastreuse sur la population. « Il faudra que ma femme
« et moi nous donnions chacun la moitié de notre récolte
« à la puissance législatrice et exécutrice, et que les
« nouveaux ministres d'état nous enlèvent la moitié du
« prix de nos sueurs et de la substance de nos pauvres
« enfants avant qu'ils puissent gagner leur vie ! »

Voltaire souhaitait que cet impôt ne fût jamais réalisé ; mais l'Homme aux quarante écus avait porté un tel coup à la théorie des physiocrates qu'elle ne pût jamais s'en relever complètement. Même les Economistes qui eurent une réelle influence sur la législation fiscale, comme Turgot et plus tard Du Pont de Nemours, même ceux-là n'essayèrent pas de faire adopter l'impôt unique ; les mesures qu'ils inspirèrent étaient toutes en faveur de l'impôt territorial, mais elles n'auraient pu préparer que de très loin l'avènement de l'impôt unique sur la terre.

Voltaire trouvait que l'ouvrage de Mercier de la Rivière méritait un examen sérieux ; mais il professait une opinion différente sur la *Théorie de l'impôt* de Mirabeau. « Reçu encore la théorie de l'impôt, théorie obs-
« cure, théorie qui me paraît absurde », écrit-il à Thiriot, le 11 janvier 1762. Il avait approuvé l'*Ami des Hommes*, du même auteur, mais quoique Mirabeau ait toujours considéré sa *Théorie de l'impôt* comme son chef-d'œuvre, Voltaire trouve qu'elle « paraît d'un fou
« qui a de beaux accès de raison (12). » Il la qualifie

(12) Lettre à M. le Président de Ruffey, 16 Janv. 1761.

de « roman » (13) et cette épithète est méritée si l'on songe à ces quelques phrases : « Tout travail est recette « pour le fisc, toute oisiveté est dépense... La vertu est « en recette pour le Trésor, le vice en dépense. » Tout le début de l'ouvrage n'est qu'un long commentaire d'idées analogues parmi lesquelles il est difficile de dégager quelques principes justes.

Mais Mirabeau revient à des idées plus saines et expose tout un système d'impositions, basé en principe sur la théorie physiocratique ; il retombe dans un de ses « beaux accès de raison » et Voltaire adresse alors une critique sérieuse à son projet : « Un cinquième prouvait « au roi, par amitié, qu'il ne pouvait recueillir que soixante et quinze millions, mais qu'il allait lui en donner deux cent vingt-cinq (14). » Il relève ici une véritable contradiction dans l'œuvre de Mirabeau.

Celui-ci est physiocrate et prétend exposer la théorie de Quesnay sur l'impôt territorial ; mais, comme nous l'avons vu plus haut, il trouve impossible de fournir à l'état plus de soixante-quinze millions par ce moyen, alors qu'il en faut deux cent vingt-cinq pour subvenir à toutes les dépenses de la nation. Comment obtenir le reste de la somme ? En l'imposant sur le fonds stérile, répond Mirabeau, sur le commerce, l'industrie, le loyer des maisons. Or, d'après ses principes mêmes, cette taxe est impossible à lever, puisque le commerce, l'in-

(13) « La théorie de l'impôt, roman de l'Ami des Hommes » (Lettre d'un quaker).

(14) L'Homme aux quarante écus.

dustrie, les maisons ne fournissent aucun revenu net, — ou il faut admettre qu'elle soit prise sur le capital des contribuables. Aucune de ces idées ne semblent frapper leur auteur ; il considère cette taxe comme un expédient auquel il est obligé de recourir ; mais il ne remonte pas au fond des choses, au principe même qui défend cette sorte d'imposition.

Une telle contradiction montre combien Mirabeau était en réalité mal converti à la physiocratie, malgré les efforts de Quesnay. Mais c'est aussi la meilleure critique que l'on puisse faire du projet d'impôt unique ; elle montre à quel point la base en était factice, puisqu'elle ne repose pas sur les faits et qu'un de ses défenseurs l'abandonne pas inadvertance. Voltaire n'a garde de négliger un tel argument fourni par les physiocrates contre eux-mêmes et c'est, dans l'Homme aux quarante écus, le dernier coup qu'il porte à leur théorie.

Quant aux idées de Turgot, il était loin de les critiquer ; nous le verrons, au contraire, donner une entière approbation à ses réformes fiscales et lui témoigner, jusqu'à la fin de sa vie, une fidèle amitié.

TROISIEME PARTIE

Théorie positive de Voltaire

Tant d'auteurs ont reproché à Voltaire de s'attaquer à toutes les institutions dans le seul but de les détruire, sans jamais proposer aucune mesure propre à les remplacer, que cette critique est devenue un lieu commun. Elle n'est pourtant pas entièrement juste ; si Voltaire, après avoir accumulé des ruines, n'élève pas lui-même un édifice nouveau, il fournit souvent les matériaux nécessaires pour accomplir cet ouvrage.

Cependant, son œuvre positive ne présente jamais qu'une importance de second plan. Ainsi, dans la matière qui nous occupe, tandis que des textes nombreux dénoncent à diverses reprises les abus grevant les impôts, les exactions commises par les traitants et signalent la nécessité d'y apporter remède — nous trouvons à peine quelques phrases caractéristiques sur la façon d'opérer les réformes nécessaires.

Comme nous l'avons déjà dit, il faut souvent chercher sa théorie positive au fond de ses critiques et dans son exposé du système fiscal anglais nous de-

vons, à travers les éloges qu'il lui décerne, distinguer les mesures qu'il préconise. Cette méthode permet de découvrir dans son œuvre des horizons insoupçonnés.

Nous allons donc exposer, le plus clairement possible, les idées générales de Voltaire sur l'impôt, puis montrer ce qu'en pourrait être l'application pratique et en discuter la justesse et l'originalité.

CHAPITRE I

LA THEORIE FISCALE DE VOLTAIRE

Section I. — Caractères généraux de l'impôt

Voltaire ne s'est pas préoccupé de décrire un système fiscal idéal; il s'est surtout étendu sur les caractères généraux de l'impôt, sur son utilité, l'emploi qui doit en être fait et les qualités qu'il doit présenter. Ses considérations manquent souvent d'unité de doctrine; mais, quand il pose les règles générales applicables aux impôts, Voltaire prend rang parmi les novateurs.

§ 1. — DÉFINITION DE L'IMPOT: SON UTILITÉ

« Qu'est-ce qu'un impôt? se demande Voltaire. « C'est une certaine quantité de blé, de bestiaux, de « denrées que les possesseurs des terres doivent à « ceux qui n'en ont point. L'argent n'est que la re- « présentation de ces denrées (1). » Il est donc impossible d'établir un impôt sur les pauvres qui ne possèdent rien d'autre que leur personne même avec leur aptitude au travail. « Vous ne pouvez pas de- « mander au pauvre une partie du pain qu'il gagne « et du lait que les mamelles de sa femme donnent à ses enfants. »

(1) Dialogue entre un philosophe et un contrôleur général.

Mais pourquoi les riches doivent-ils payer cet impôt ? parce « qu'il est impossible qu'une société subsiste sans que chaque membre paie quelque chose « pour les frais de cette société (2). »

D'autre part, l'impôt aurait pour but de protéger les biens du contribuable : « c'est mettre en effet « une partie de son bien à entretenir l'autre (3), » dit-il, dans ces deux citations, nous trouvons plusieurs justifications différentes de l'impôt.

Il est fondé d'abord sur sa nécessité même ; la société par le seul fait de son existence, est astreinte à certaines dépenses qui profitent à tous les citoyens et qu'ils doivent par conséquent supporter.

Ensuite, l'impôt doit servir à protéger les biens de chaque individu : en donnant à la société une partie de ce qu'il possède, le contribuable lui permet de se procurer les moyens nécessaires pour assurer la sécurité de ses membres, et il peut jouir en paix du reste de sa fortune.

Voltaire montre combien l'ignorance du peuple l'empêche de comprendre cette utilité des impôts : « Un paysan ou un bourgeois, quand il paye une « taxe s'imagine qu'on le vole, comme si cet argent « était destiné à enrichir nos ennemis. On ne songe « pas que payer des taxes au roi, c'est les payer à « soi-même ; c'est contribuer à la défense du

(2) Dict. phil. Impôt, sect. I.

(3) Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot.

« royaume, à la police des villes, à la sûreté des mai-
« sons et des chemins (4). »

Enfin, l'impôt lui-même permet de développer la
richesse du pays et finalement profite à celui qui en
fait les frais: « Qu'est-ce qu'un impôt justement éta-
« bli et qui ne gêne point le commerce ? c'est une
« partie de son bien qu'on dépense pour faire valoir
« l'autre. La nation entière, en se payant un tribut
« à elle-même, est précisément semblable au cultiva-
« teur qui sème pour recueillir. Je possède une terre
« sur laquelle je paye des droits à l'Etat, ces droits
« servent à me faire payer exactement mes rentes,
« mes pensions, à me faire débiter avantageusement
« les denrées que ma terre me fournit. »

Le meilleur usage que l'Etat puisse faire de l'im-
pôt, c'est de le donner à d'autres citoyens, de s'en
servir pour entretenir des manufactures, pour en-
courager les arts, pour payer les soldats qui assurent
la sécurité du peuple. « A quoi est employé tout cet
« argent ? l'usage le plus honnête qu'on puisse en
« faire est de le donner à d'autres citoyens.

« ... Il faut donc que l'impôt serve à entretenir les
« manufactures, et que ce qui a été versé dans les
« coffres du prince revienne aux cultivateurs. Ils
« souffrent, ils se plaignent: les autres parties de
« l'Etat souffrent et se plaignent aussi; mais au
« bout de l'année il se trouve que tout le monde a
« travaillé et a vécu bien ou mal (5). »

(4) Lettre à l'occasion de l'impôt du vingtième.

(5) Dict. phil. Impôt, sect. 1.

Mais les impôts levés pendant la guerre quoique nécessaires sont regrettables : « Pendant la guerre je
« suppose qu'on paie cinquante millions de plus par
« an ; de ces cinquante millions il en passe vingt
« dans le pays étranger, trente sont employés à faire
« manœuvrer des hommes. » Au contraire « Je sup-
« pose que, pendant la paix, de ces cinquante mil-
« lions, on en paie vingt-cinq ; rien ne passe alors
« chez l'étranger : on fait travailler, pour le bien pu-
« blic, autant de citoyens qu'on en égorgeait. On
« augmente les travaux en tout genre ; on cultive les
« campagnes, on embellit les villes : donc on est réel-
« lement riche en payant l'Etat (6). »

Tout impôt levé par le roi est avantageux pour le peuple, parfois très indirectement, comme dans le cas suivant : « Si par hasard l'homme agreste va
« dans la capitale, il voit avec des yeux étonnés une
« belle dame, vêtue d'une robe de broché d'or, traî-
« née dans un carosse magnifique par deux chevaux
« de sang, suivie de quatre laquais habillés d'un
« drap à vingt francs l'aune ; il s'adresse à un des
« laquais de cette belle dame et lui dit : Monsei-
« gneur, où cette dame prend elle tant d'argent pour
« faire une si grande dépense ? Mon ami, lui dit le
« laquais, le roi lui fait une pension de quarante
« mille livres. Hélas ! dit le rustre, c'est mon vil-
« lage qui paie cette pension. Oui, répond le laquais,

(6) Dialogue entre un philosophe et un contrôleur-général.

« mais la soie que tu as recueillie, et que tu as vendue, a servi à l'étoffe dont elle est habillée ; mon drap est en partie de la laine de tes moutons, mon boulanger a fait mon pain de ton blé ; tu as vendu au marché les poulardes que nous mangeons ; ainsi la pension de madame est revenue à toi et à tes camarades (7). »

L'impôt est donc le meilleur placement que le peuple puisse faire de son argent, car il est sûr d'en retirer un bénéfice. « Il est honteux que les Parisiens ne se taxent pas eux-mêmes pour embellir leur ville », écrit Voltaire.

Avec le produit de l'impôt, le roi peut augmenter la sécurité du pays, assurer l'aisance des travailleurs, cultiver les campagnes ; donc, « le peuple le plus heureux doit être celui qui paie le plus ; c'est incontestablement le plus laborieux et le plus riche (8). »

Dans la Lettre sur le vingtième, Voltaire exprime encore cette idée, en lui donnant une conclusion un peu différente : « Le peuple le plus heureux est celui qui paie le plus et qui travaille le plus, quand il paie et travaille par lui-même. » Il ne considère plus seulement l'impôt comme un excellent placement mais comme un stimulant au travail, puisque le contribuable est assuré de recevoir le fruit de ses peines.

(7) Dict. phil. Impôt, sect. I.

(8) Dialogue entre un philosophe et un contrôleur-général.

L'impôt ainsi considéré est loin d'être ruineux, car il retombe en rosée bienfaisante sur ceux même qui l'on payé; l'impôt le plus lourd, sans que personne sans doute, c'est notre luxe qui nous y soumet: « C'est pour fournir aux tables des bourgeois
« de Paris, de Londres et des autres grandes villes,
« plus d'épiceries qu'on n'en consommait autrefois
« aux tables des princes; c'est pour charger de
« simples citoyennes de plus de diamants que les
« reines n'en portaient à leur sacre... qu'il s'est fait
« un commerce immense, toujours désavantageux
« aux trois quarts de l'Europe... On s'est toujours
« plaint des impôts, et souvent avec la plus juste
« raison; mais nous n'avons jamais réfléchi que le
« plus grand et le plus rude impôt est celui que nous
« nous imposons sur nous-mêmes par nos nouvelles
« délicatesses qui sont devenues des besoins... (9). »

Donc, l'impôt est juste et utile et le contribuable qui connaît son véritable intérêt le paye sans murmure. Mais le produit de cet impôt ne doit pas enrichir l'Etat lui-même, il est fait pour circuler dans la nation pour profiter au peuple et répandre également la richesse dans tout le territoire. De cette façon, si le revenu public a augmenté « chacun aura
« eu à proportion plus d'habits, de chemises, de
« meubles, qu'il n'en avait auparavant. Il y aura eu
« dans l'état une circulation plus abondante, les sa-

(9) Fragments sur quelques révolutions dans l'Inde.

« laires auront été augmentés avec le temps à peu
« près en proportion du nombre des gerbes de blé,
« des toisons de moutons, des cuirs de bœufs, de
« cerfs et de chèvres, qui auront été employés, des
« grappes de raisins qu'on aura foulées dans le pres-
« soir. On aura payé au roi plus de valeurs de den-
« rées en argent, et le roi aura rendu plus de valeurs
« à tous ceux qu'il aura fait travailler sous ses
« ordres ; mais il n'y aura pas un écu de plus dans
« le royaume (10). » Il ne faut même pas que la na-
tion thésaurise ; arracher de l'argent à la circulation
équivalait à voler le peuple, c'est lui enlever le profit
naturel sur lequel il comptait en versant l'argent.

« Si elle thésaurise, elle a arraché à la circulation
« autant qu'elle en a entassé ; elle a fait autant de
« malheureux qu'elle a mis de fois quarante écus
« dans ses coffres (10). »

Dans un cas cependant, la constitution d'un trésor peut être avantageuse pour la nation ; par exemple, Henri IV avait raison d'entasser vingt-deux millions dans ses coffres en laissant circuler les vingt autres qu'il devait recevoir : « sachant qu'il devait
« entreprendre une guerre coûteuse, il épargnait à
« son peuple plus de cent millions qu'il en aurait
« coûté, s'il n'avait pas pris ces justes mesures. Il
« se rendait moralement sûr du succès contre un en-
« nemi qui n'avait pas les mêmes précautions (10). »

(10) L'Homme aux quarante écus.

Cette exception ne fait que confirmer les idées développées auparavant par Voltaire : que le seul but de l'impôt doit être de profiter au peuple. Mais avant d'en retirer un bénéfice, le contribuable est obligé de subir une privation, de donner à l'Etat une somme qui lui serait souvent utile ; il faut donc que les taxes soient assises de façon à lui causer la moindre gêne possible et les règles posées ensuite par Voltaire doivent en fournir le moyen.

§ 2. — RÈGLES APPLICABLES A L'IMPOT

L'exposé de ces règles constitue la partie la plus remarquable de l'œuvre de Voltaire ; ses idées deviennent ici limpides, elles sont exposées en quelques phrases bien frappées qui ne permettent aucune équivoque. Voltaire ose dire hardiment ce que ses prédécesseurs n'avaient souvent que suggéré ou même sous-entendu.

D'après lui, un bon impôt doit remplir trois conditions :

- il doit être universel,
- proportionnel au revenu,
- voté par le peuple,

L'impôt doit porter sur tous les citoyens et doit être le même pour tous ; il faut donc supprimer tous les privilèges qui en vicient la répartition ; en Angleterre, « un homme, parce qu'il est noble ou prêtre,

« n'est point exempt de payer certaines taxes, » tandis que, dans notre pays, « il y a tel couvent, inutile « au monde, à tous égards, qui jouit de deux cent « mille livres de rente, » et ne verse rien à l'Etat. Il est donc juste que le clergé contribue aux charges de l'Etat. « En France, où la raison se perfectionne « tous les jours, cette raison nous apprend que « l'Eglise doit contribuer aux charges de l'Etat, à « proportion de ses revenus, et que le corps destiné « particulièrement à enseigner la justice, doit com- « mencer par en donner l'exemple (11). »

La noblesse doit être frappée comme le clergé ; elle n'est d'ailleurs pas exempte de toute taxe, « car les « privilèges de toute la noblesse, soit ancienne, soit « nouvelle, se réduisent à payer la capitation au lieu « de la taille (12). » Mais cette capitation arbitraire « est beaucoup trop faible et dans une proportion in- « fine par rapport aux biens de seigneurs » ; il faut donc soumettre les nobles ou anoblis à la loi commune et faire cesser « cette distinction avilissante « entre l'ennobli inutile qui ne paye rien à l'Etat, « et le roturier utile qui paye la taille (12). »

Seuls les pauvres gens qui ne possèdent rien d'autre que leur travail doivent échapper à l'impôt. « Ce « n'est pas sur le pauvre, sur le manœuvre qu'il « faut imposer une taxe ; il faut, en le faisant tra- « vailler, lui faire espérer d'être un jour assez heu-

(11) La Voix du sage et du peuple.

(12) Essai sur les Mœurs, ch. XCIV.

« reux pour payer des taxes (13). » Voltaire ne veut plus voir jeter des malheureux en prison pour des sommes que, manifestement, ils ne pourront jamais payer.

L'impôt universel n'est pas seulement établi sur les différentes classes de citoyens propriétaires des terres, mais il frappe tous les revenus sans exception, quelle qu'en soit la source. « Dans la répartition que nous ferons pour l'imposition... sera-t-il permis d'y comprendre les locataires, cabaretiers, qui sont en assez grand nombre, et les autres locataires, qui font commerce de bijouterie et de montres, quoi qu'ils n'aient pas de fonds territoriaux (14). » Voltaire a longuement développé cette idée dans l'Homme aux quarante écus, en critiquant l'impôt unique des physiocrates; il a montré l'existence de bénéfices réels dans les principales formes de l'activité économique, bénéfices qu'il trouve juste de taxer.

Cette mesure préalable permettra d'asseoir plus équitablement l'impôt et de le rendre proportionnel au revenu sans le rendre trop lourd pour les contribuables.

Pour que l'impôt pèse également sur tous, il faut l'asseoir suivant une proportion fixe avec le revenu de chacun.

(13) Dialogue entre un philosophe et un contrôleur-général.

(14) Lettre à Turgot, 13 Janv. 1776.

« Un impôt arbitraire est vicieux (15), » car le citoyen ne saura jamais quelle part de son revenu il devra donner à l'état ; il ne pourra faire aucune prévision de dépenses, ni régler son exploitation de façon à obtenir un certain profit personnel ; il sera à la merci des traitants qui l'imposeront outre mesure s'il est riche et s'il paie bien, qui satisferont leurs inimitiés à son égard, sans qu'il puisse même se rendre compte qu'il est indûment taxé. Donc « le grand point est que les taxes soient proportionnellement réparties (16). » En Angleterre, « chacun donne, non selon sa qualité, ce qui serait absurde, mais selon son revenu (17). » C'est ainsi que l'impôt devrait être levé en France.

Voltaire insiste sur la proportionnalité que doit présenter l'impôt. « Un Etat est aussi bien gouverné que la sagesse humaine peut le permettre, quand les tributs sont levés avec proportion, quand un ordre de l'Etat n'est pas favorisé aux dépens d'un autre, quand on contribue aux charges publiques, non selon sa qualité, mais selon son revenu. »

Mais une difficulté s'élève : sur quelle base faut-il imposer les contribuables, quelle proportion choisir ? Comment imposer pratiquement la taxe sur les particuliers ?

(15) Dialogue entre un philosophe et un contrôleur-général.

(16) Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot.

(17) Dict. phil. Gouvernement, sect. VII.

« Dans les républiques, et dans les états qui, avec le nom de *royaume*, sont des républiques en effet, chaque particulier est taxé suivant ses forces et suivant les besoins de la société (18). » Voltaire vous indique ici les deux points à envisager dans la répartition de l'impôt. En réalité, il faut d'abord envisager les besoins de l'Etat, puisque le but même de l'impôt est d'y subvenir (19), et répartir cette somme proportionnellement au revenu de chacun, suivant un tarif applicable à tous.

Mais Voltaire ne se prononce pas entre l'impôt de quotité et l'impôt de répartition : faut-il fixer un taux invariable qui rapporte chaque année une somme à peu près semblable ; ce système a l'avantage de supprimer tout arbitraire, mais il manque de souplesse. Cette notion semble bien se concilier avec l'ordre même de la phrase de Voltaire : « Chaque particulier est taxé suivant ses forces et suivant les besoins de la société. » Si, au contraire, on répartit chaque année entre les contribuables la somme totale nécessaire aux dépenses de l'Etat, chacun d'eux ne sait pas exactement ce qu'il doit payer et l'on retombe en partie dans l'inconvénient que Voltaire veut supprimer. Mais il répète à plusieurs reprises (19) que l'impôt doit subvenir aux besoins de la société et le système de la répartition paraît le mieux adapté à cette fonction.

(18) Dict. phil. Impôt, sect. I.

(19) Cf. § 1. Définition de l'impôt ; son utilité.

Quel que soit le système adopté, le taux choisi ne doit pas être trop élevé, sans quoi l'on subirait de nouveau toutes les conséquences fâcheuses de la taille : découragement des contribuables, fuite de la matière imposable ; mais Voltaire indique un critérium : « on peut aisément reconnaître la justesse de la proportion, quand la culture des terres, le commerce et l'industrie sont encouragés (20). » Mais il faut toujours que la taxe soit suffisante pour subvenir à tous les besoins de l'Etat ; sinon le budget serait en déficit, il faudrait recourir aux impositions extraordinaires et l'on retomberait sous le régime de l'arbitraire.

Enfin, le dernier caractère que doive posséder l'impôt, c'est d'être voté par le peuple. Cette idée n'est jamais exprimée formellement, mais elle domine la théorie fiscale de Voltaire ; tantôt elle apparaît sous la forme d'une critique « ils (les paysans) détestent la nécessité de payer des taxes qu'ils *ne se sont point imposées* (21). » Dans les royaumes despotiques... on taxe la nation *sans la consulter* (22) » tantôt Voltaire en montre l'application quand il décrit la confection des lois fiscales anglaises : « tous les impôts sont réglés par la chambre des communes qui, n'étant que la seconde par son rang, est la première par son crédit. Les seigneurs et les

(20) Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot.

(21) Doct. phil. Impôt, sect. I.

(22) Siècle de Louis XIV, ch. XXX.

« évêques peuvent bien rejeter le bill des communes, « lorsqu'il s'agit de lever de l'argent ; mais il ne leur « est pas permis d'y rien changer ; il faut, ou qu'ils « le reçoivent, ou qu'ils le rejettent sans restriction. « Quand le bill est confirmé par les lords et approu- « vé par le roi, alors tout le monde paye... (23). »

Tels sont les principes que Voltaire voudrait voir exactement appliqués en France. Il ne doute pas que les résultats obtenus par leur mise en pratique ne soient excellents ; mais il n'a pas eu le temps d'approfondir la situation financière de l'Angleterre sans quoi il aurait vu dans les taxes autant de disproportion, de gêne, de faux-frais, de poursuites violentes que dans aucune monarchie. Enfin, il ne pensait pas que le corps législatif peut être intéressé à maintenir une mauvaise administration d'impôts, tandis que le monarque n'y a aucun intérêt. Ainsi, dans une république, le peuple peut craindre l'erreur et la corruption de ses chefs, tandis que les sujets du monarque n'ont que ses erreurs à redouter. Mais Voltaire ignorait toutes ces circonstances et gardait ses illusions.

Section II. — Esquisse d'un système fiscal

D'après les observations recueillies çà et là dans les œuvres de Voltaire, en prenant l'opposé de ses critiques et en tenant soigneusement compte des

(23) Dict. phil. Gouvernement, sect. VII,

rare idées positives qu'il a émis, il est possible de tracer les grandes lignes du système fiscal qu'il aurait approuvé. Nous avons un point de départ : le régime anglais pour lequel Voltaire éprouvait une admiration facile à remarquer.

Voltaire préconiserait donc, en premier lieu, l'établissement d'un impôt réel, une taxe sur les terres très différente de la taille perçue au XVIII^e siècle ; elle serait générale, pesant sur tous les propriétaires des terres, nobles et roturiers, et inarbitraire. Pour la répartition de cette taxe, il semble proposer un projet de cadastre ; « en Angleterre, dit-il, les terres « ont été évaluées toutes sous le fameux roi Guillaume III. La taxe subsiste toujours la même, « quoique le revenu des terres ait augmenté ainsi « personne n'est foulé et personne ne se plaint (24). »

Cette taxe devrait donc être assise sur une évaluation des terres faite une fois pour toutes, jamais revisée, pour que le peuple puisse améliorer la culture sans craindre une augmentation d'impôt. Elle aurait le même effet que la taille proportionnelle ; celle-ci « substituée à l'arbitraire dans quelques provinces a contribué encore à rendre plus solides les « fortunes des cultivateurs qui possèdent des charmes, des vignobles, des jardins (25). »

A côté de cet impôt réel, existeraient des impôts sur le commerce, l'industrie, le loyer des maisons,

(24) Dict. phil. Gouvernement, sect. VII.

(25) Siècle de Louis XIV, ch. XXX.

les fortunes pécuniaires ; il ne peut exister aucun doute à cet égard, si l'on se réfère aux nombreux passages de l'Homme aux quarante écus relatifs à ce sujet. « Il faut que l'industrie opulente secoure l'Etat, » dit-il expressément, et s'il n'indique pas aussi son désir de mettre un impôt sur le commerce, cette idée est sous-entendue dans les lignes suivantes : « Si deux cents neveux comme moi dont les oncles
« auraient gagné dans le temps chacun huit millions
« au Mexique, à Buenos-Ayres, à Lima, à Surate ou
« à Pondichéri, prêtaient seulement à l'état chacun
« deux cent mille francs, dans les besoins urgents
« de la patrie, cela produirait quatre millions (26). »

De même, il est très juste que le receveur des deniers publics « contribue à proportion » de ce qu'il gagne sur les contribuables. Quant à l'impôt sur le loyer, peut-on douter que Voltaire en soit partisan devant cette question naïve de l'Homme aux quarante écus : « Vous avez cent mille livres de rente (en
« maisons) : vous en rendez donc cinquante mille au
« nouveau gouvernement ? ».

De plus, nous avons vu souvent Voltaire insister sur la nécessité de taxer tous les revenus, condition indispensable à l'avènement de la justice fiscale.

Il semble donc que Voltaire serait disposé à admettre un système qui tiendrait à la fois de l'impôt anglais et de la taille tarifée de l'abbé de Saint-

(26) L'Homme aux quarante écus.

Pierre. L'impôt serait voté chaque année par deux chambres formées, l'une, des représentants du clergé et de la noblesse, l'autre, de ceux du Tiers-Etat ; la seconde chambre posséderait seule le droit de fixer le montant total des recettes, tandis que la chambre haute n'aurait que voix consultative et jouirait simplement d'un droit de veto. Une fois le budget voté par les deux chambres, l'impôt serait mis en recouvrement ; il comprendrait un certain nombre de taxes qui pèseraient sur tous les revenus sans exception et chaque sorte de biens serait frappée suivant un taux différent proportionnellement au produit qu'ils fournissent ; ainsi, l'industrie supporterait une taxe plus lourde que l'agriculture : « Il est donc nécessaire et « équitable que l'industrie raffinée du négociant « paye plus que l'industrie grossière du labou-
« reur (27). »

Ces conclusions ne reposent naturellement que sur des données très vagues ; mais elles nous paraissent les conséquences logiques des idées de Voltaire sur l'impôt direct.

Quant aux taxes de consommation, nous devons pour la plupart en écarter l'application ; Voltaire en a si violemment dénoncé les abus qu'il ne pourrait admettre une imposition de cette nature ; tous impôts sur les boissons ou sur le sel, tous droits d'enregistrement doivent être abandonnés. Il existe ce-

(27) L'Homme aux quarante écus.

pendant une exception : nulle part Voltaire n'a présenté la moindre critique de l'octroi ; au contraire, il l'admet volontiers et même le propose comme une ressource pour alimenter les budgets municipaux. « Que le corps de ville demande seulement permission de mettre une taxe modérée et proportionnelle sur les habitants ou sur les maisons, ou sur les denrées ; cette taxe presque insensible pour embellir notre ville (28). » Mais la taxe devrait toujours rester faible en étant proportionnée à la valeur de la denrée ; elle n'aurait d'autre fondement que l'utilité publique qui, d'après Voltaire, justifie suffisamment tous les impôts.

Toutes les traites intérieures seraient supprimées ; mais quant aux douanes, Voltaire semblerait admettre, comme en Angleterre, l'existence d'un droit d'entrée : « En Angleterre, tout impôt sur l'importation est très considérable ; on se fait même une gloire de le payer (29). » Nous nous basons uniquement sur l'interprétation que nous avons donnée de textes semblables ; Voltaire qui admire toutes les institutions fiscales de l'Angleterre, nous paraît prêt à admettre en France cette nouvelle taxe. Mais il ne donne aucun détail sur la façon d'établir cet impôt ; il serait sans doute assez élevé, si l'on s'en rapporte au texte cité, mais sur quelles marchandises porterait-il ?

(28) Des embellissements de Paris.

(29) Dict. phil. Impôt, sect. II.

Enfin, le dernier impôt que Voltaire ait considéré, la corvée, doit être remplacé comme nous l'avons vu plus haut, par une taxe sur les propriétaires des terres, avec éventuellement, un travail personnel des manœuvres habitant non loin du chemin en réparation.

Mais il est une sorte d'impôts dont Voltaire repousse toute application en France, ce sont les lois somptuaires. Elle sont d'abord dangereuses pour l'industrie: « François 1^{er} devenu économe vers la fin
« de sa vie, défendit les étoffes d'or et de soie; Henri III renouvela cette défense; mais si ces lois
« avaient été observées, les manufactures de Lyon
« étaient perdues... Toutes ces lois somptuaires ne
« prouvaient autre chose sinon que le gouvernement n'avait pas de grandes vues, et qu'il parut
« plus aisé aux ministres de proscrire l'industrie que
« de l'encourager (30). »

Non seulement elles ont un effet déplorable sur l'industrie, mais elles portent atteinte à la liberté individuelle. « C'est priver ceux qui ont fait une fortune du droit naturel d'en jouir... On ne doit pas
« plus régler les habits du riche que les haillons du
« pauvre. Tous deux doivent être également libres.
« Chacun s'habille, se nourrit, se loge, comme il
« peut (31). » De plus, le luxe des riches est utile, il est même nécessaire pour faire vivre les pauvres

(30) Essai sur les Mœurs.

(31) Idées républicaines, XXXI.

dans les grands états où les fortunes sont très inégales. « Si vous défendez au riche de manger des gélinottes, vous volez le pauvre qui entretiendrait sa famille du prix du gibier qu'il vendrait au riche. Si vous ne voulez pas que le riche orne sa maison, vous ruinez cent artistes. Le citoyen, qui, par son faste, humilie le pauvre, enrichit le pauvre par ce même faste beaucoup plus qu'il ne l'humilie. L'indigent doit travailler pour l'opulence, afin de s'égaliser un jour à elle... (32). » Les lois somptuaires ne peuvent plaire « qu'à l'indigent oisif, orgueilleux et jaloux, qui ne veut ni travailler, ni souffrir que ceux qui ont travaillé jouissent (33).

Les lois somptuaires ne sont admissibles que dans les petits états, où un luxe exagéré pouvait avoir des conséquences graves : « que la république de Raguse et le canton de Zug fassent des lois somptuaires, ils ont raison ; il faut que le pauvre ne dépense point au-dessus de ses forces ; mais j'ai lu quelque part :

(32) Cf. La Défense du Mondain.

« Le riche est né pour beaucoup dépenser ;

« Le pauvre est fait pour beaucoup amasser.

.....

« Le goût du luxe entre dans tous les rangs ;

« Le pauvre y vit des vanités des grands :

« Et le travail, gagé par la mollesse,

« S'ouvre à pas lents la route à la richesse. »

(33) Idées républicaines XXI.

« Sachez surtout que le luxe enrichit
« Un grand Etat, s'il en perd un petit (34). »

Mais c'est le seul cas où Voltaire en accepte l'application, car « une loi somptuaire, qui est bonne
« dans une république pauvre et destituée des arts,
« devient absurde quand la ville est devenue indus-
« trieuse et opulente (35). »

Si nous voulions présenter un système fiscal absolument complet, il nous faudrait maintenant décrire le mécanisme de perception de ces impôts; malheureusement les indications positives manquent presque entièrement sur ce sujet. Voltaire se contente de poser un principe très général: « La meilleure manière de les lever est celle qui facilite davantage le
« travail et le commerce, » on pourrait dire plutôt: qui leur cause le moins de gêne. De ces quelques lignes nous pouvons tirer les conséquences suivantes, certainement voulues par Voltaire: la perception ne doit comporter aucune mesure vexatoire, pas de perquisitions à domicile, ni de contraintes; il faut aussi supprimer tous les moyens de repression injustes et ruineux pour les contribuables: amendes excessives,

(34) La Défense du Mondain ou l'Apologie du luxe.

« Mais le ministre utile avec éclat,
« Sut par le luxe enrichir notre Etat,
« De tous nos arts, il agrandit la source ;
« Et du Midi, du Levant et de l'Ourse
« Nos fiers voisins de nos progrès jaloux,
« Payaient l'esprit qu'ils admiraient en nous. »

(35) Idées républicaines, XXI.

prison, galères. Enfin, l'un des plus graves défauts de système alors en vigueur, c'est l'accroissement indéfini des frais de perception, cause de la plupart des autres abus ; il faudrait donc trouver un moyen de les réduire au minimum. Mais quel système répondrait aux conditions désirées par Voltaire, c'est ce qu'il néglige de nous dire.

En nous rappelant les nombreuses critiques qu'il adresse aux fermiers-généraux et aux percepteurs, dont il reconnaît cependant l'utilité : « puisque tout « le monde doit payer, il est nécessaire qu'il y ait « un percepteur (36), » nous pouvons conclure à la suppression des fermes ; mais comment les remplacer ? Probablement par la régie, comme le désirait Montesquieu ; mais celle-ci comporte encore des modalités différentes et nous restons toujours dans le domaine de l'hypothèse.

Nous voyons ici la principale lacune de cette théorie, à première vue très complète et bien coordonnée, mais dont l'examen attentif va faire ressortir d'autres faiblesses.

(36) Dict. phil. Impôt, sect. I.

CHAPITRE II

APPRECIATION CRITIQUE DE LA THÉORIE DE VOLTAIRE

Le principal mérite de cette théorie est son aspect original; les idées émises par Voltaire semblent n'avoir jamais été exprimées par personne tant il leur donne un tour d'esprit particulier. Sa finesse d'expression en précise la portée, son ironie rend les critiques plus acérées. Mais cette originalité est-elle simplement apparente, ou Voltaire a-t-il apporté une contribution personnelle aux questions fiscales ? Les idées qu'il défend sont-elles toujours absolument justes et n'a-t-il pas laissé bien des points dans l'ombre ?

§ 1. — LA THÉORIE DE VOLTAIRE EST-ELLE ORIGINALE ?

Si nous considérons successivement les points principaux de l'œuvre fiscale de Voltaire : critique des impôts, caractères généraux présentés par une bonne imposition, nous dégageons deux influences bien nettes : celle de Bois-Guillebert et de Vauban et celle de Montesquieu.

Voltaire déclare avoir lu le *Détail de la France* et la *Dixme Royale* ; nous pourrions le deviner, tant l'empreinte de ces deux livres est marquée fortement sur son œuvre. Voltaire, d'abord, adresse aux im-

pôts indirects les mêmes reproches que Bois-Guillebert et que Vauban ; tout en se rencontrant sur ce terrain avec les physiocrates, il ne considère pas la question d'un point de vue dogmatique ; il critique les impôts eux-mêmes, montrant les défauts inhérents à leur constitution et les conséquences déplorable de leur recouvrement. Ensuite, pas plus que Bois-Guillebert, il n'admet leur application dans un système fiscal nouveau. Cependant, il peut n'y avoir ici qu'une simple coïncidence d'idées, car Voltaire et Bois-Guillebert n'ont pas été les seuls à s'élever contre les impôts indirects. Mêmes les auteurs qui en préconisent l'application, comme Forbonnais par exemple, dévoilent l'injustice des aides, de la gabelle, des traites et demandent une refonte complète des taxes de consommation.

Mais surtout, l'œuvre de Voltaire est dominée par les deux grands principes défendus par Bois-Guillebert et par Vauban : l'universalité et la proportionnalité de l'impôt. La suppression des privilèges avait été demandée par Bois-Guillebert pour la taille, par Vauban pour la Dixme Royale ; chacun d'eux proposait l'établissement d'impôts différents, mais toujours proportionnels aux revenus et applicables à tous les citoyens. De plus, ils étaient d'avis comme Voltaire de frapper toutes les catégories de revenus ; Bois-Guillebert perfectionne la taille d'industrie dans le Détail de la France, et, plus tard, dans le Factum de la France, expose un projet de capitation

universelle, tandis que Vauban crée les trois derniers fonds de sa dixme royale. Après eux Voltaire défend contre les physiocrates les impôts sur les revenus industriels et commerciaux. Il existe donc une parenté indéniable entre leurs théories et celle de Voltaire.

L'influence de Montesquieu n'est pas moins considérable; Voltaire était un fervent de ses œuvres et écrivit même un Commentaire sur l'Esprit des Lois; il a donc étudié cet ouvrage de façon très approfondie et il lui adresse souvent des louanges.

Voltaire présente la même justification de l'impôt que Montesquieu: sa nécessité pour assurer la sécurité des citoyens: « les revenus de l'Etat sont une « portion que chaque citoyen donne de son bien pour « avoir la sûreté de l'autre ou pour en jouir agréablement », écrit Montesquieu; et Voltaire: « payer « des taxes au roi... c'est contribuer à la défense du « royaume, à la police des villes, à la sûreté des maisons et des chemins, c'est mettre, en effet, une « partie de son bien à entretenir l'autre. » Il a le même souci de ne pas écraser le peuple, et de lui demander simplement la somme indispensable à l'Etat. Les termes employés par Voltaire: « ... chaque « particulier est taxé suivant ses forces et suivant « les besoins de la société », sont la réplique exacte de la phrase de Montesquieu: « Pour bien fixer ces « revenus (de l'Etat) il faut avoir égard aux nécessités de l'Etat et aux nécessités des citoyens. »

Enfin, les idées des deux auteurs sur les lois somptuaires sont identiques et exprimées de façon semblable; tous deux proscrivent ces lois dans les états riches, où le luxe est nécessaire pour les réserver aux républiques pauvres. Dans les monarchies « si les riches n'y dépensent pas beaucoup, les pauvres mourront de faim, » écrit Montesquieu. C'est l'idée que développe Voltaire dans les Idées républicaines, dont nous avons cité de nombreux passages, et dans la Défense du Mondain où se retrouve un vers analogue à la phrase de Montesquieu: « Le pauvre y vit des vanités des grands. »

Quand Montesquieu conclut: « En général, plus un état est pauvre, plus il est ruiné par son luxe relatif... plus un état est riche, plus son luxe relatif l'enrichit, » Voltaire pense de même:

« Sachez surtout que le luxe enrichit,

« Un grand Etat, s'il en perd un petit. »

Cependant, les idées fiscales de Voltaire sont loin de présenter toujours une similitude parfaite avec celles de Montesquieu; elles en diffèrent sur deux points importants: Voltaire ne demande que l'impôt proportionnel tandis que Montesquieu préfère l'impôt progressif, conception qui a fini par triompher dans notre législation. De plus, les taxes préférées par chacun d'eux ne sont pas les mêmes; tandis que Voltaire choisit l'impôt réel pour première assise de son système fiscal, Montesquieu ne lui accorde

qu'une importance secondaire et lui préfère de beaucoup les taxes de consommation. Sur ce point, Voltaire a raison contre Montesquieu ; quoique les impôts indirects fournissent généralement un produit supérieur à celui des impôts directs, leur rendement est moins sûr et ne permet pas de prévisions sérieuses.

Les écrits de Bois-Guillebert, de Vauban et de Montesquieu ont laissé une telle empreinte sur les idées de Voltaire, que nous pouvons nous demander s'il a vraiment accompli une œuvre personnelle. Quelle est donc son originalité ? C'est peut-être d'avoir subi une troisième influence, celle de la législation anglaise. Personne avant lui n'avait étudié les législations fiscales étrangères et ne les avait fait connaître en France ; le premier, il a fait ressortir entre les institutions des deux pays des points de comparaison dont on pouvait tirer des conclusions intéressantes ; il fait remarquer l'absence de privilèges en Angleterre ; il montre le bénéfice que le paysan anglais retire d'un impôt réel assis sur l'estimation des terres ; au lieu de vivre dans une crainte perpétuelle des agents du fisc, il peut développer son exploitation, perfectionner ses moyens de production et s'enrichir, toutes choses impossibles en France.

Surtout, il a le premier défendu en France l'idée du vote annuel de l'impôt ; il ne faisait, en principe, que revenir à une vieille tradition, le recours du roi aux Etats-Généraux pour obtenir des subsides de la

nation. Mais ce recours, assez fréquent au début de la monarchie, n'avait jamais eu lieu que de façon irrégulière; de plus, le roi ne demandait aux Etats-Généraux que le droit de lever une nouvelle taxe qu'il continuait ensuite à imposer sur ses sujets sans avoir besoin d'en obtenir l'autorisation chaque année. Enfin, cette institution fonctionna de plus en plus rarement, à mesure que l'absolutisme royal s'affirmait; les impositions créées au XVII^e et au XVIII^e siècle, capitation, dixième, cinquantième et vingtièmes, furent levées par le roi de sa propre autorité.

Le vote de l'impôt réclamé par Voltaire était en réalité très différent; il demandait la constitution d'assemblées permanentes qui exerceraient chaque année un contrôle sérieux sur la répartition de l'impôt. Tandis que tous se plaignaient du poids des impositions, de l'arbitraire de l'assiette, il leur montrait le remède: que les contribuables se taxent eux-mêmes et l'impôt sera désormais juste et égal pour tous.

§ 2. — ERREURS COMMISES PAR VOLTAIRE

En général, les idées de Voltaire sont claires et justes et ne prêtent guère à la critique. Mais si l'on examine attentivement ses considérations sur la nature de l'impôt, sur la nécessité et sur l'emploi des fonds qu'il produit, on relève un certain nombre de

contradictions et même quelques opinions absolument fausses.

Voltaire commence par nous donner plusieurs définitions différentes de l'impôt qui pourraient nous induire en erreur sur ses véritables idées ; par exemple, lorsqu'il écrit : « C'est une certaine quantité de « blé, de bestiaux, de denrées, que les possesseurs de « terre doivent à ceux qui n'en ont pas (1), » l'impôt nous apparaît comme une aumône obligatoire versée aux pauvres par les riches ; et non comme un tribut dû à l'Etat ; de plus, Voltaire semble ne vouloir frapper que les propriétaires des terres, alors que, dans d'autres ouvrages, il insiste pour soumettre tous les revenus à l'Etat.

Ensuite, quand il ajoute : « L'argent n'est que la représentation de ces denrées, » nous concluons que Voltaire est prêt à admettre l'impôt en nature ; mais, en réalité, aucun autre passage de ses œuvres ne permet d'adopter cette interprétation et il est certain que Voltaire n'a pas subi l'influence de Vauban sur ce point.

En réalité, d'après Voltaire, l'impôt a d'abord pour but d'assurer la sécurité publique, de permettre aux citoyens de jouir tranquillement de leurs biens : payer l'impôt, « c'est mettre en effet une partie de « son bien à entretenir l'autre, » dit-il. Mais cette conception de l'impôt-prime d'assurance, qui lui est

(1) Dialogue entre un philosophe et un contrôleur-général.

commune avec Montesquieu et Mirabeau, est insuffisante.

Si telle était l'unique raison d'être de l'impôt, l'Etat devrait se borner à assurer la sécurité des travailleurs ; toutes les taxes levées dans d'autres buts seraient illégales. Or, Voltaire considère autre part, que l'impôt doit aussi profiter au contribuable et l'aider à s'enrichir.

De plus, l'Etat ne peut faire que prévenir les atteintes dont souffriraient ses membres, mais il n'assume pas l'obligation de réparer le préjudice souffert.

Mais la véritable justification que Voltaire fournit de l'impôt doit être recherchée ailleurs, dans sa nécessité : « Les impôts sont nécessaires, » dit-il d'abord sans commentaire (2) ; il développe ailleurs cette idée : « Il faut pourtant convenir qu'il est impossible « qu'une société subsiste sans que chaque membre « paie quelque chose pour les frais de cette société (3). » Il est donc inutile de s'appuyer sur des notions plus ou moins compliquées pour déterminer le fondement de l'impôt : les hommes groupés en société profitent de l'avantage de ce genre de vie ; ils doivent donc équitablement supporter les dépenses utiles au bon fonctionnement de l'organisme commun. Telle est la véritable théorie de Voltaire sur ce point ; mais comme ses idées sont toujours éparses

(2) Dialogue entre un philosophe et un contrôleur-général.

(3) Dict. phil. Impôt, sect. I,

dans plusieurs œuvres différentes, il n'est pas étonnant que des inadvertances lui échappent.

Certaines d'entre elles risquent même de compromettre le succès de ses idées. Voltaire se plaint sans cesse de l'arbitraire des impôts, surtout de la taille, qui ménage le riche aux dépens du pauvre; mais, en divers endroits de ses ouvrages, il s'élève contre les auteurs qui insistent sur la misère de la France: « Je n'aime point ces *amis des hommes* (Mirabeau) « qui crient sans cesse aux ennemis de l'Etat. Nous « sommes ruinés, venez, il y fait bon (4). » De même, le gros reproche qu'il adresse à Bois-Guillebert, c'est de prétendre que « tout avait été en décadence de- « puis 1760. » Lui, qui est moins systématique et qui a vécu près des paysans, à Ferney, pense différemment: « C'est en vain que plusieurs de nos compa- « triotes s'efforcent d'annoncer notre décadence en « tout genre. Je ne suis pas de l'avis de ceux qui, « au sortir d'un spectacle, dans un souper délicieux, « dans le sein du luxe et du plaisir, disent gaîment « que tout est perdu; je suis assez près d'une ville « de province, aussi peuplée que Rome moderne, et « beaucoup plus opulente, qui entretient plus de qua- « rante mille ouvriers, et qui vient de construire en « même temps le plus bel hôpital du royaume; et le « plus beau théâtre. De bonne foi, tout cela existe- « rait-il, si les campagnes ne produisaient que des « ronces ? »

(4) Lettre à Mme la comtesse d'Argental, 14 Janvier 1761.

« J'ai choisi pour mon habitation un des moins
« bons terrains qui soient en France ; cependant rien
« ne nous y manque : le pays est orné de maisons
« qu'on eût regardées autrefois comme trop belles ;
« le pauvre qui veut s'occuper y cesse d'être pauvre ;
« cette petite province est devenue un jardin riant.
« Il vaut mieux, sans doute, fertiliser sa terre, que
« de se plaindre à Paris de la stérilité de la
« terre (5). »

Que conclure de ce passage, si on le rapproche des tableaux que tous les écrivains du XVIII^e siècle font de la misère des paysans ? Voltaire était, sans doute, plus près qu'eux de la réalité ; il montrait que la France n'était pas absolument ruinée, mais que la mauvaise gestion des finances, les injustices dont les paysans étaient victimes, devaient fatalement la conduire à sa perte, si l'on ne se hâtait pas d'opérer de sérieuses réformes.

Nous avons jusqu'ici pu facilement expliquer certaines contradictions plus apparentes que réelles, de l'œuvre de Voltaire. Mais nous nous trouvons maintenant en face d'une véritable erreur à propos du rôle que Voltaire assigne à l'impôt. Il vient de montrer que, malgré les vices du système fiscal en vigueur, le paysan peut encore mener une vie agréable. Il veut maintenant prouver que l'impôt bien compris enrichirait les contribuables : « Ce ne sont point les

(5) Épître dédicatoire de *Tancrède*.

« impôts qui affaiblissent une nation : c'est... le
« mauvais usage qu'on en fait. Mais si le roi se sert
« de cet argent pour acquitter des dettes, pour éta-
« blir une marine, pour embellir la capitale, pour
« achever le Louvre, pour perfectionner ces grands
« chemins qui font l'admiration des étrangers, pour
« soutenir les manufactures et les beaux-arts, en un
« mot, pour encourager de tous côtés l'industrie, il
« faut avouer qu'un tel impôt, qui paraît un mal à
« quelques-uns, aura produit un très grand bien à
« tout le monde. »

Il semble admettre que l'impôt versé à l'Etat sera rendu intégralement à celui qui le paye sous forme d'achat de denrées, d'améliorations apportées à la culture des terres, d'embellissements des villes. Mais, en réalité, l'Etat doit effectuer bien des dépenses qui ne profitent qu'indirectement aux citoyens, quand il s'agit d'assurer leur sécurité, par exemple.

De plus, en admettant que l'impôt revienne au contribuable et répande une véritable prospérité dans le pays, cette richesse ne se répartira pas sur chacun en proportion de ce qu'il a payé ; certaines améliorations seront mêmes indifférentes à la plupart des contribuables : la création d'un port, la construction de monuments luxueux dans les villes, ne présenteront aucun intérêt pour le paysan.

Même en négligeant le cas de la guerre, où l'impôt est consacré à des dépenses improductives, le contribuable n'est pas sûr que l'Etat le fera profiter

de l'argent reçu ; il préfère donc garder toute sa fortune pour lui, l'employer à améliorer son existence et payer le moins de taxes possible.

Voltaire, considérant l'impôt comme un placement avantageux, pensait qu'il stimulerait le peuple au travail. « Le peuple le plus riche est celui qui paye « le plus, » écrivait-il. Il en concluait que, plus le taux de l'impôt est élevé, plus le peuple travaille pour le payer et plus il en retire un bénéfice considérable. C'est l'idée de l'impôt-aiguillon qu'il n'a pas été le seul à défendre.

Nous venons de voir que le peuple ne partage pas l'opinion de Voltaire sur les effets des impositions. Mais un impôt, même bien réparti, écrase toujours les contribuables, lorsqu'il est porté au delà d'un certain taux ; ceux-ci arrivent à la limite de leur puissance de travail, ils ne peuvent plus augmenter leurs revenus mais diminuent leurs dépenses, parfois même ils se découragent, et cet impôt qui devait assurer leur richesse, les conduit à la misère.

Donc, il faut acquitter l'impôt parce qu'il est nécessaire ; mais, quoi qu'en dise Voltaire, le peuple ne le paiera jamais que contraint et forcé.

§ 3. — INSUFFISANCE DE LA THÉORIE DE VOLTAIRE

En examinant les questions fiscales traitées par Voltaire, nous avons pu déjà nous rendre compte des lacunes de sa théorie ; nous avons dû opérer une sé-

rie de déductions pour édifier un système qui puisse répondre à ses vœux et être à l'abri de ses critiques ; mais la mise en application de ses idées serait très difficile à réaliser tant les renseignements précis nous font défaut.

Nous avons vu que Voltaire donne le premier rang à l'impôt réel, tout en insistant pour que les bénéfices industriels et commerciaux et les fortunes pécuniaires soient également taxés ; mais si nous savons comment répartir l'impôt sur les terres, suivant un cadastre, nous n'avons aucun moyen de connaître la consistance des revenus mobiliers ; faut-il s'en remettre à la déclaration des contribuables, contrôlée ou non par l'administration, ou les taxer d'après les signes extérieurs de la fortune, comme le proposait Bois-Guillebert avec son impôt sur les cheminées ?

Voltaire semble demander que la quotité de l'impôt diffère suivant les biens auxquels on l'applique (6) ; d'autre part, il trouve trop lourd le taux de cinquante pour cent établi par les physiocrates ; mais il néglige d'indiquer la proportion applicable à chaque catégorie de revenus. Son silence à ce sujet n'a rien qui doive nous étonner ; Bois-Guillebert, Vauban, les physiocrates avaient basé leurs théories sur divers calculs : connaissant le total des revenus du pays et la somme nécessaire aux dépenses publiques, il était

(6) « Il est donc nécessaire et équitable que l'industrie raffinée du « négociant paie plus que l'industrie grossière du laboureur. » L'Homme aux quarante écus.

facile de déterminer la part de chaque contribuable. Mais Voltaire n'a pas plus approfondi cette question que les autres ; il s'est contenté de poser un principe général sans donner le moyen de l'appliquer.

Il observe le même silence quand il s'agit de décrire un nouveau mécanisme de perception. Le fait peut sembler étrange, car les critiques dont Voltaire a accablé les traitants suffisaient pour condamner leur administration ; il fallait donc assurer le remplacement de « cette armée de faquins » par des agents dévoués au bien de l'Etat.

Voltaire néglige aussi de nous dire sur quelles marchandises et sur quelles denrées devront porter les droits d'octroi et de douane ; mais ces taxes n'ont été nommées qu'incidemment dans ses écrits, aussi comprenons-nous qu'il n'en ait pas sérieusement envisagé l'application pratique.

Telles sont les principales questions que Voltaire laisse sans réponse et ces lacunes nuisent beaucoup au caractère pratique de son œuvre.

Cependant elles sont justifiées par ce fait que Voltaire n'est pas un théoricien de l'impôt, mais un homme universel qui, à l'occasion, a donné son avis sur le régime fiscal de son temps.

QUATRIEME PARTIE

L'Œuvre accomplie par Voltaire

L'œuvre de Voltaire, en matière fiscale, est loin d'avoir un caractère uniquement théorique ; il ne se contenta pas de prendre les impôts indirects pour but de ses attaques les plus vives, il poursuivit lui-même leur suppression dans le pays de Gex, dont il avait vu de près la misère.

Mais, à part ce fait précis, Voltaire a-t-il exercé une réelle influence et obtenu des réformes plus générales ? Ses idées ont-elles eu l'heureuse fortune de se voir réalisées ou sont-elles tombées dans l'oubli ? L'énumération des lois fiscales votées par l'Assemblée Constituante nous permettra de répondre à cette question.

CHAPITRE I

LE PAYS DE GEX — VOLTAIRE ET TURCOT

Le petit pays de Gex, voisin de Ferney, encasté dans de hautes barrières montagneuses, n'avait que des communications difficiles avec le reste de la France, mais le passage était libre entre lui et la Suisse. Le territoire en était faiblement peuplé, le sol ingrat, les productions agricoles peu développées ; mais ce pays aurait pu espérer subsister grâce à son commerce avec la Suisse. Or, la frontière était fermée par une ligne de douanes, et les produits ne pouvaient passer que moyennant des droits très élevés. De plus, ce territoire était soumis aux gabelles et aux aides et les traitants contribuaient encore à le ruiner.

Lorsque Voltaire vint s'établir à Ferney, il fut frappé de cette misère et entreprit de la soulager. Dans ce but, dès 1763, il pria Trudaine de Montigny, cousin de madame Denis, de s'unir à lui pour obtenir que les droits payés à la ferme fussent remplacés par un impôt simple et facile à lever.

Ces propositions transmises à l'assemblée des notables du pays de Gex, furent accueillies avec joie : le sel et le tabac auraient été libres, les employés des fermes se seraient retirés à la frontière et n'auraient plus perçu que des droits de traite : les habitants auraient simplement payé une indemnité de vingt-quatre mille livres. Mais la ferme, qui pourtant ne tirait pas de gros béné-

fices du pays de Gex, à cause des difficultés de perception, repoussa cependant la combinaison ; elle craignait que l'exemple du rachat ne fût contagieux.

Les négociations furent interrompues jusqu'en 1774 ; à cette époque, Voltaire les reprit avec Turgot, contrôleur-général des finances ; il demandait pour le pays de Gex l'abonnement aux aides et aux gabelles et la faveur d'être considérée comme province réputée étrangère, ce qui supprimerait les douanes entre lui et la Suisse.

Ces deux points admis en principe, il restait à fixer le taux de l'abonnement ; les fermes réclamaient quarante mille livres, mais les états du pays de Gex s'élevaient contre cette prétention : « Les états du pays représentent que cette province a toujours été à la ferme plus « à charge que profitable ;

« Que dans plusieurs années il y a eu de la perte « pour elle ;

« Que dans les années les plus lucratives elle n'en a « jamais retiré plus de sept mille livres ;

« La province, toute pauvre qu'elle est, offre d'en payer « le double... (1) »

Enfin, les deux partis en vinrent à un compromis et l'abonnement fut fixé à trente mille livres, somme beaucoup trop élevée d'après Voltaire : « Quand je vous ai « proposé de sauver les âmes de soixante fermiers généraux pour cinq mille livres, c'était bon marché ; ...je

(1) Mémoire des états du pays de Gex.

« crois fermement qu'il faut les damner avec vous pour
« leur trente mille livres (2). »

Cette somme fut répartie suivant les principes de Voltaire, sur tous les propriétaires fermiers, et même sur les artisans et sur les commerçants, proportionnellement à la fortune de chacun. Voltaire avait d'ailleurs demandé l'avis de Turgot sur ce point : « Dans la répartition que
« nous ferons pour l'imposition de l'indemnité des trente
« mille livres à la ferme générale, et pour l'heureuse
« abolition des corvées, sera-t-il permis d'y comprendre
« les locataires cabaretiers qui sont en assez grand nom
« bre, et les autres locataires qui font commerce de bi-
« jouterie et de montres, quoiqu'ils n'aient pas de fonds
« territoriaux (3) ? »

La question du pays de Gex ne fut pas la seule occasion qui mit en rapport Voltaire et Turgot. Il existait entre eux une réelle amitié basée sur une très grande conformité d'idées ; tous deux montraient le même esprit de tolérance, l'un dans ses écrits, l'autre dans ses réformes. Ils étaient unis dans la lutte contre les privilèges et manifestaient le même attachement aux intérêts du peuple.

Voltaire avait été plein d'espoir en apprenant la nomination de Turgot au contrôle-général des finances ; au bout de quelques mois, il écrivait : « Ce M. Turgot là
« est un homme bien supérieur ; et s'il ne fait pas de la

(2) Lettre à Turgot, 22 déc. 1773.

(3) Lettre à Turgot, 13 Janvier 1776.

« France le royaume le plus florissant de la terre, je se-
rai bien attrapé (4). »

Il avait accueilli avec joie les édits de Turgot sur la suppression des corvées (5) et sur l'abolition des contraintes solidaires (6) et il attendait l'exécution de tout un programme de réformes.

Le renvoi de Turgot lui arracha d'amers regrets :
« Ah ! mon Dieu, monsieur, quelle funeste nouvelle
« j'apprends ! La France aurait été trop heureuse...
« Je suis atterré et désespéré (7). »

Il resta fidèle à son ami dans la disgrâce et ne cessa de le louer en maudissant toujours l'ingratitude des hommes :

« Philosophe indulgent, ministre citoyen,
« Qui ne chercha le vrai que pour faire le bien...

.....

« Ce qu'on nomme disgrâce a payé tes bienfaits (8). »

Son admiration pour Turgot resta la même jusqu'à son dernier jour et, dans le voyage triomphal que fit Voltaire à Paris, à la fin de sa carrière, « on vit le vieil-
« lard de Ferney se précipiter au-devant de Turgot, sai-

(4) Lettre à M. le Comte d'Argental, 1^{er} juillet 1775.

(5) « L'abolition des corvées est surtout un bienfait que la France
« n'oubliera jamais. » Lettre à l'abbé Morellet, 29 déc. 1775.

(6) Ode sur le Temps présent, note : « Le roi Louis XIV venait
« d'abolir les corvées et de défendre qu'on poursuivît arbitrairement
« les débiteurs du fisc. Ces deux opérations si simples n'ont rien
« coûté à la couronne, et auraient été le salut du peuple. »

(7) Lettre à M. de Vaines, 17 mai 1776.

(8) Epître à un homme.

« sir ses mains malgré lui, les baiser et les arroser de
« larmes, en criant, d'une voix étouffée : « Laissez moi
« baiser cette main qui a signé le salut du peuple (9). »

CHAPITRE II

LA DESTINÉE DES IDÉES FISCALES DE VOLTAIRE

§ 1. — L'INFLUENCE PERSONNELLE DE VOLTAIRE

L'influence directe que Voltaire aurait pu exercer sur la législation fiscale et sur les théories de l'impôt postérieures à ses œuvres est en réalité inexistante, car il n'était pas spécialisé dans les questions fiscales et n'avait jamais écrit à ce sujet aucun ouvrage important. De plus, il était très difficile de connaître exactement les idées de Voltaire sur l'impôt ; elles sont disséminées dans un si grand nombre d'écrits qu'il faut avoir lu de façon approfondie presque toute l'œuvre de Voltaire pour arriver à les dégager. Aussi, quoique son œuvre fiscale ait une réelle importance, ses contemporains l'ont-ils à peine remarquée ; il nous est difficile de nous figurer à distance l'accueil reçu par certains articles comme la Lettre à l'occasion de l'impôt du vingtième ou les Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot. Les let-

(9) Condorcet. Vie de Voltaire.

tres anglaises firent grand bruit et le Parlement les condamna à être brûlées ; mais il y remarqua surtout les opinions soi-disant subversives de Voltaire sur les philosophes anglais ; les courts passages relatifs aux impôts passèrent inaperçus. Seul l'Homme aux quarante écus eut un véritable retentissement, car il osait s'attaquer à une école puissante ; cependant les idées positives qui perçaient à travers les critiques de Voltaire n'ont probablement pas été relevées par ses lecteurs.

Mais il a dû pourtant créer sur un point un important mouvement d'opinion ; ses critiques sur les privilèges du clergé, sur les exactions des traitants reviennent très souvent dans ses œuvres ; elles ont été lues par un nombre considérable de personnes et se sont répandues plus rapidement et de façon plus générale que si elles avaient été contenues dans un livre uniquement consacré à l'impôt et dont l'aspect sérieux, sinon rébarbatif, aurait découragé nombre de gens. Voltaire a encore exacerbé les haines contre les traitants et contre les privilégiés ; ainsi peut-être fut-il cause en partie de la nuit du 4 août et conduisit-il quelques fermiers-généraux à la guillotine.

§ 2. — LA RÉALISATION DES IDÉES DE VOLTAIRE

La réforme de l'ancien système fiscal fut en grande partie l'œuvre de l'Assemblée Constituante souvent inspirée par le dernier des physiocrates, Du Pont de Nemours. Elle avait été préparée déjà sous l'Ancien Régime par les réformes de Turgot et de Necker et surtout

par les délibérations de l'Assemblée des Notables réunie en 1787.

D'abord le vote annuel de l'impôt s'établit de lui-même : les Etats-Généraux avaient été convoqués par le roi dans le but d'opérer les réformes fiscales nécessaires ; le déficit causé dans les finances par la mauvaise gestion de nombreux ministres qui avaient trop souvent recouru aux expédients budgétaires, montra la nécessité d'instituer un contrôle de leurs agissements. Quand les Etats-Généraux prirent le nom d'Assemblée Constituante et rédigèrent le texte de la constitution de 1790, ils confièrent à l'Assemblée Législative le soin d'élaborer les lois fiscales et de discuter le budget. Malgré les diverses transformations que subit la constitution de la France, l'impôt depuis lors fut toujours voté régulièrement par les représentants du peuple.

L'œuvre fiscale de l'Assemblée Constituante ne s'arrêta pas à ce point ; elle opéra elle-même la transformation des impôts existants sous l'Ancien Régime.

La réforme de taxes foncières avait été préparée par Necker qui supprima l'arbitraire de la taille, rendit les vingtièmes applicables seulement aux biens-fonds et prescrivit le renouvellement des cotes foncières tous les vingt ans, par arrêt du 2 novembre 1777. En 1787, l'Assemblée des Notables vota un projet d'après lequel « L'impôt est établi sur tous les biens-fonds du royaume « *sans aucune exception* (art. 2). » La loi de 1790 qui répartit l'impôt foncier sur les trois ordres, ne fit donc que fixer et résumer la situation existante à l'époque de la Révolution.

Le commerce et l'industrie qui n'étaient plus soumis aux vingtièmes d'industrie, furent assujettis à la contribution des patentes (1), tandis que les impôts directs sur le revenu, taille, capitation et vingtièmes, étaient fondus dans la contribution personnelle et mobilière, proportionnelle au revenu des contribuables.

Les corvées, rétablies après la chute de Turgot, avaient été supprimées définitivement par déclaration royale du 27 juin 1777 et remplacées par une imposition en argent.

Enfin, Du Pont de Nemours avait été chargé, malgré ses principes physiocratiques, de défendre les impôts de consommation et de proposer des taxes de remplacement pour les gabelles et pour les aides.

Il obtint la suppression de la gabelle et fit prévaloir, à sa place, des taxes additionnelles aux taxes foncières, mais l'arrêt des 29-30 mars 1790 qui les établissait ne fut jamais appliqué.

Au lieu des aides, Du Pont de Nemours avait proposé un droit sur les boissons, droit unique sur la vente, frappant la totalité des consommateurs, et proportionnel à la valeur de la denrée. Mais les aides étaient tellement honnies qu'on ne voulut plus admettre aucun impôt ayant avec elles un seul point commun et on les remplaça par des patentes imposées sur les débitants en vins.

(1) « Le droit des patentes correspond aux jurandes, aux maîtrises, « aux vingtièmes d'industrie, à la portion de la taille qu'on faisait « payer aux marchands et aux artisans de plus qu'aux autres citoyens. » Proclamation de l'Assemblée Constituante aux Français, 24 juin 1791.

Enfin, les barrières intérieures furent supprimées par un décret de 1790 et un décret de 1791 fit subir le même sort aux droits d'octroi.

Les idées de Voltaire : universalité, proportionnalité et vote de l'impôt, suppression des impôts indirects, étaient toutes réalisées. Mais ces réformes avaient été accomplies hâtivement ; leurs auteurs ne songeaient qu'à soulager le peuple, sans chercher à assurer des revenus suffisants à l'Etat. En particulier, la suppression complète des impôts indirects, sans contre-partie, causa un déficit considérable dans le budget ; il fallut recourir à des expédients nombreux : émission massive d'assignats, vente des biens nationaux, et même à la banqueroute. Au bout de quelques années, il fallut rétablir peu à peu la plupart des taxes de consommation ; mais les abus auxquels elles avaient donné lieu ne reparurent plus sous leur nouvelle forme.

Quant aux nouveaux impôts directs, ils poursuivirent leur carrière durant tout le XIX^e siècle, en ne subissant que des modifications partielles. Enfin, la loi du 31 juillet 1917 les remplaça par divers impôts cédulaires auxquels s'ajoutait un impôt général sur le revenu. Mais seuls les procédés de taxation étaient changés, les principes défendus par Voltaire subsistaient toujours. Le triomphe de ses idées fiscales n'a rien qui doive nous étonner, car Voltaire, grâce à son bon sens, n'est jamais tombé dans les erreurs de système commises par ses contemporains. Sa théorie constitue un ensemble logique et bien coordonné ; elle ne possède pas un caractère d'ori-

ginalité très marquée et se présente surtout comme une œuvre de bon sens ; il était alors naturel que des législateurs, poursuivant le même but que Voltaire, fassent appel aux mêmes mesures et mettent en vigueur les impôts dont il préconisait l'établissement.

CONCLUSION

Si Voltaire était mort centenaire, comme Fontenelle, il aurait eu la joie de voir ses idées mises en pratique par l'Assemblée Constituante. Mais il aurait craint que des mesures adoptées en période de troubles eussent peu de chances de durer ; le retour à l'ordre ne ferait-il pas abroger ces lois précipitamment votées et ne verrait-on pas revivre les abus de l'Ancien Régime au retour des souverains légitimes ?

Ses craintes auraient été vaines ; les impôts institués en 1790 n'ont pas subsisté sans changements jusqu'à nos jours, mais leur véritable caractère n'a pas varié.

Le budget est toujours voté chaque année par deux chambres dont l'une, élue au suffrage universel, exerce la prépondérance. Les impôts directs sont proportionnels au revenu net du contribuable et frappent tous les citoyens, sauf les plus pauvres dont les dépenses absorbent tout le gain. Il existe aussi de nombreuses taxes de consommation établies sur les objets les plus divers ; mais elles sont assises de façon à ne pas entraver le commerce. Voltaire, semble-t-il, ne pourrait qu'être satisfait de cette situation.

Essayons cependant d'imaginer son attitude devant ce nouveau système fiscal qui devait combler ses vœux à tous points de vue.

Il commencerait par interroger les habitants du pays de Gex pour lesquels il a toujours montré une grande

sollicitude : Vos fermes me paraissent plus belles qu'autrefois, leur dirait-il ; je ne connaissais point ces larges granges, ces étables bien aérées ; vous logiez tous dans une seule pièce au lieu d'habiter cette maison agréable. Vous avez donc fait des récoltes superbes qui vous ont enrichis ? — Superbes ? non ; tantôt bonnes, tantôt mauvaises, suivant les années ; nous n'avons pas gagné plus que d'habitude. — Comment avez-vous donc obtenu l'argent nécessaire à ces constructions ? — Eh bien ! monsieur, depuis que nous ne payons plus la taille, tout est changé ; nous avons bien un bas de laine dans notre armoire, mais nous n'osions pas nous en servir, les collecteurs nous auraient mis sur la paille. Maintenant qu'on nous demande toujours la même proportion de nos récoltes, nous n'avons plus peur de bâtir des granges, ni d'acheter des machines agricoles ; nous savons bien que nous ne serons pas imposés plus fort pour cela. — Mais payez-vous toujours la dîme à votre curé et aux moines du couvent ? — Non plus ; nous donnons bien quelque chose au curé chaque année, mais parce que nous le voulons bien. — Et les commis des aides et des gabelles sont-ils partis définitivement ? — Il n'en existe plus nulle part, monsieur : nous pouvons maintenant acheter autant de sel que nous voulons, et à bas prix. Pour le vin, il faut encore se munir d'un tas de papiers compliqués pour le transporter, des acquits à caution, des passe-debout..., mais nous pouvons en boire autant que nous voulons sans que personne nous dise rien et il est beaucoup moins cher qu'autrefois. Il faut avouer que

les impôts sont encore un peu lourds ; mais au moins nous savons d'avance ce que nous avons à payer, plus de surprises désagréables. Le percepteur ne nous cause pas d'ennuis ; nous ne sommes plus accablés d'amendes pour nos retards car on nous laisse le temps de payer : les riches fermiers ne sont plus mis en prison pour les mauvais payeurs. Vous voyez que notre situation s'est bien améliorée et que nous ne pouvons plus guère nous plaindre.

Heureux pays, dirait Voltaire, que celui où l'impôt recueille de telles louanges !

Mais quelque temps après, arriverait à Ferney l'avertissement du percepteur ; après y avoir jeté les yeux, Voltaire serait loin d'être aussi enthousiaste : Comment ! l'Etat me réclame une telle somme ! mais il veut me ruiner ! On me demande tant pour mes terres de Ferney, la proportion me semble juste ; tant pour les valeurs mobilières que j'ai achetées pour remplacer ma participation aux bénéfices des fermes ; c'est tout naturel, j'ai toujours protesté contre l'immunité des fortunes pécuniaires. Mais que l'on me réclame de plus un impôt général sur le revenu, alors que toutes les branches de mon revenu ont déjà été frappées, voilà vraiment un « double emploi », comme diraient messieurs les physiocrates, rien n'est plus injuste, c'est une véritable spoliation !

De quoi vous plaignez-vous, pourrait lui répliquer le philosophe Pangloss ? Ne voyez-vous pas que tout s'enchaîne de façon logique ? Pendant toute votre vie, vous avez écrit article sur article pour obtenir la suppression

des privilèges et le dégrèvement des malheureux paysans ; vous prouviez que ces derniers étaient trop pauvres pour payer ce qu'on leur réclamait et vous demandiez que l'on taxât chacun en proportion de sa fortune. Enfin, on se rend à vos raisons ; mais, comme les dépenses de l'Etat augmentent sans cesse, il faut aussi accroître les revenus publics. Au lieu d'augmenter le taux de l'impôt sur chaque cédula, il a paru plus facile d'y ajouter une taxe générale sur le revenu et c'est pourquoi l'on a choisi ce moyen.

Vous trouvez que l'Etat vous ruine ? N'est-il cependant pas naturel que vous qui jouissez de cent soixante mille francs de rente, vous lui donniez une bonne part de votre fortune pour contribuer à ses charges ? Cela ne vous gêne guère ; il vous reste assez pour vivre largement, tandis que les paysans seraient obligés de prendre sur leur nécessaire pour payer un impôt plus lourd. L'Etat fait ce qu'il doit en agissant ainsi et, au lieu de vous plaindre, vous devriez convenir avec moi que tout est pour le mieux « dans le meilleur des mondes possibles. »

Nous pouvons maintenant nous demander quelle est la valeur réelle de la théorie de Voltaire. Nous avons vu qu'elle manque souvent de profondeur, qu'elle est exposée de façon particulière, souvent par sous-entendus ; il s'y rencontre des erreurs, des contradictions, les lacunes y sont assez nombreuses... De plus, à part la question du vote de l'impôt, elle n'a pas un caractère

vraiment original, Voltaire reflète plutôt les idées de son temps.

Cependant, il nous donne un enseignement précieux : par le fait même qu'il n'a jamais cherché à élaborer une théorie fiscale, il s'est gardé des erreurs de système commises par la plupart de ses contemporains, à part Forbonnais. Il est resté souvent dans les lieux communs, mais ses lieux communs sont tous réalisables. Dans l'ensemble, sa théorie est logique et bien ordonnée ; elle se présente un cadre dans lequel les législateurs peuvent se mouvoir à condition d'observer certaines règles de bon sens ; et la justesse des idées de Voltaire a été procurée par leur réalisation.

VU :	VU :
<i>Le Président,</i>	<i>Le Doyen,</i>
W. OUALID.	A. MESTRE.

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

Bibliographie méthodique

I. — LES IMPOTS FRANÇAIS AU XVIII^e SIECLE

DECLAREUIL. — *Histoire générale du droit français.*

René STOURM. — *Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution* (Guillaumin 1885).

Marcel MARION. — *Les impôts directs sous l'Ancien Régime* (Paris 1910).

Encyclopédie ou Dictionnaire des Sciences : Aides, Corvées, Fermes (Cinq grosses), Fermier-Général, Gabelle.

II. — LES THEORIES FISCALES AU XVIII^e SIECLE

BOIS-GUILLEBERT. — *Détail de la France, 1697. Factum de la France, 1707.*

(Economistes financiers du XVIII^e siècle, éd. Daire).

VAUBAN. — *Projet d'une Dixme royale, 1708.*

QUESNAY. — *Fermiers, 1756, Grains, 1757* (Encyclopédie).

G. SCHELLE. — *Article « Impôts », par QUESNAY* (Rev. d'hist. des doct. éc. et soc. 1908).

FORBONNAIS. — *Recherches et considérations sur les finances de la France* (Bâle 1758).

MONTESQUIEU. — *Esprit des Lois.*

Marquis DE MIRABEAU. — *Bref état des moyens pour la restauration et l'autorité du roi et des finances* (Rev. d'hist. éc. et soc. 1913).

Théorie de l'impôt, 1760.

TURGOT. — *Œuvres complètes* (Collection des grands économistes. Ed. Daire. Paris, 1844), t. III et IV.

David HUME. — *Essai sur les impôts* (Collect. des grands économistes).

J. B. Maurice VIGNES. — *Histoire des doctrines sur l'impôt en France. Les origines et les destinées de la Dixme royale de Vauban* (Giard 1909).

A. ANDRIADÈS. — *Les idées financières de l'abbé de Saint-Pierre* (Rev. de sc. et de lég. fin. 1912).

TOURNYOL DU CLOS — *Les idées financières de Montesquieu* (Rev. de sc. et de lég. fin. 1912).

BATBIE. — *Turgot, philosophe, économiste et administrateur*.

Georges WEULERSSE. — *Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770* (Alcan, 1910).

Albert SCHATZ. — *L'œuvre économique de David Hume* (thèse Paris, 1902).

L. CUNY. — *Le rôle du Dupont de Nemours en matière fiscale à l'Assemblée constituante* (thèse Poitiers, 1909).

III. — OUVRAGES RELATIFS A VOLTAIRE

Roger CHARBONNAUD. — *Les idées économiques de Voltaire* (thèse Poitiers (1907).

M. GAFFIOT. — *La théorie du luxe dans Voltaire* (Revue d'histoire économique et sociale, 1926).

IV. — ŒUVRES DE VOLTAIRE OU LES QUESTIONS FISCALES SONT PARTICULIEREMENT ETUDIÉES

Lettres philosophiques ou Lettres sur les Anglais, 1734.

La Défense du Mondain, 1737.

Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot, sur le luxe, les monnaies et les impôts, 1738

Des embellissements de Paris, 1749.

Lettre à l'occasion de l'impôt du vingtième, 1749.

La Voix du sage et du peuple, 1750.

Dialogue entre un philosophe et un contrôleur-général, 1751.

Siècle de Louis XIV, 1742.

Essai sur les Mœurs, 1756.

Idées républicaines, 1762.

Dictionnaire philosophique : Gouvernement, Impôt, Luxe, Pourquoi (les), 1764.

L'Homme aux quarante écus, 1768.

Requête à tous les magistrats du royaume, 1780.

Fragments sur quelques révolutions dans l'Inde, et sur la mort du comte de Lalli, 1773-1774.

Les Finances, 1785.

Diatribes à l'auteur des Ephémérides, 1775.

Mémoire des états du pays de Gex, 1775.

Remontrances du pays de Gex au roi, 1776.

V. — EXTRAIT DES TABLES ANALYTIQUES DES ŒUVRES DE VOLTAIRE

(Edition 1879)

IMPOTS. — L'ignorance empêche d'en comprendre l'utilité. *Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot*. — Quelle est la meilleure manière de les lever. *Dialogue entre un philosophe et un contrôleur-général des finances*. — Considérations philosophiques y relatives. *Gouvernement, sect. III*. — Absurdité d'un impôt unique sur les terres. *L'Homme aux quarante écus*. — Que le plus grand et le plus rude im-

pôt est celui que nous nous imposons sur nous-mêmes par nos nouvelles délicatesses qui sont devenues des besoins. *Fragments sur quelques révolutions dans l'Inde.* — Quand les impôts sont injustes ou tyranniques ou destructeurs de la richesse nationale. *Épître dédicatoire de Tancrède.* — Des impôts payés à l'étranger. *L'Homme aux quarante écus.* — Qu'en matière d'impôts, tout privilège est une véritable injustice. *Siècle de Louis XIV ch. XXXV.* — Nécessité que le clergé y contribue. *Impôt, sect. II.* — A combien ils montaient en France sous Charles VII et sous Louis XI. *Essai sur les mœurs, ch. XCIV.* — De la proposition faite dans la minorité de Louis XIV de mettre un impôt sur les messes. *Lettre à M. le duc de la Vallière, 1761.* — Calcul des impôts levés sur la nation française par ce prince, pendant les soixante-et-douze années de son règne. *Lettre à l'occasion de l'impôt du vingtième.* — Que ce ne sont point les impôts qui affaiblissent une nation, mais bien la manière de les percevoir — ou le mauvais usage qu'on en fait. *Même ouvrage.* — Que le peuple le plus heureux doit être celui qui en paie le plus. *Dialogue entre un philosophe et un contrôleur-général.* — Définition de l'impôt. *Même ouvrage.*

Table des Matières

INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE. — LES SOURCES DES IDÉES FISCALES DE VOLTAIRE	15
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Les impôts en France au XVIII^e siècle</i>	15
SECTION I. — Nature et répartition des impôts	16
§ 1 ^{er} . — <i>Impôts directs</i>	16
a) Taille	16
b) Capitation	23
c) Dixième et vingtième	27
§ 2. — <i>Impôts indirects</i>	32
a) Aides	32
b) Gabelle	36
c) Traités	39
d) Contrôle	42
§ 3. — <i>La corvée</i>	43
SECTION II. — Perception des impôts	45
§ 1 ^{er} . — <i>Les fermes</i>	46
§ 2. — <i>La collecte</i>	48
CHAPITRE II. — <i>Les théories fiscales émises en France au XVIII^e siècle</i>	52
§ 1 ^{er} . — <i>Théories indépendantes</i>	52
a) Bois-Guillebert	52
b) Vauban	55
c) Abbé de Saint-Pierre	56
d) Forbonnais	58
e) Montesquieu	60

§ 2. — <i>Théories physiocratiques</i>	63
a) Quesnay et la théorie de l'impôt unique sur la terre	64
b) La Théorie de l'impôt de Mirabeau	67
c) Turgot	69
CHAPITRE III. — <i>L'influence anglaise</i>	71
§ 1 ^{er} . — <i>Caractères de l'impôt en Angleterre</i>	71
§ 2. — <i>David Hume</i>	72
SECONDE PARTIE. — CRITIQUES DE VOLTAIRE	75
CHAPITRE I. — <i>Critique des impôts</i>	76
§ 1 ^{er} . — <i>Impôts directs</i>	76
§ 2. — <i>Impôts indirects</i>	84
§ 3. — <i>La corvée</i>	91
§ 4. — <i>Privilèges ecclésiastiques</i>	93
§ 5. — <i>Les traitants</i>	98
CHAPITRE II. — <i>Critique des théories fiscales</i>	105
§ 1. — <i>Bois-Guillebert et Vauban</i>	105
§ 2. — <i>La théorie physiocratique</i>	108
TROISIEME PARTIE. — THÉORIE POSITIVE DE VOLTAIRE	121
CHAPITRE I. — <i>La théorie fiscale de Voltaire</i>	123
SECTION I. — <i>Caractères généraux de l'impôt</i>	123
§ 1 ^{er} . — <i>Définition et utilité de l'impôt</i>	123
§ 2. — <i>Règles applicables à l'impôt</i>	130
SECTION II. — <i>Esquisse d'un système fiscal</i>	136
CHAPITRE II. — <i>Appréciation critique de la théorie de Voltaire</i>	145
§ 1 ^{er} . — <i>La théorie de Voltaire est-elle originale?</i> ..	145
§ 2. — <i>Erreurs commises par Voltaire</i>	150
§ 3. — <i>Insuffisance de la théorie de Voltaire</i>	156

QUATRIÈME PARTIE. — L'ŒUVRE ACCOMPLIE PAR VOLTAIRE	159
CHAPITRE I. — <i>Le pays de Gex; Voltaire et Turgot</i>	160
CHAPITRE II. — <i>La destinée des idées fiscales de Voltaire</i>	
§ 1. — <i>L'influence personnelle de Voltaire</i>	165
§ 2. — <i>La réalisation des idées de Voltaire</i>	165
CONCLUSION	166
BIBLIOGRAPHIE	177

